

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro:

Les vaincus invincibles

par Ignazio SILONE

Le Mouvement ouvrier américain

par Frederick RANDOLPH

La lutte des classes

SOUS LA DEMOCRATIE POPULAIRE

par Paul BARTON

Fédéralisme et enseignement

par A.-V. JACQUET

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 230 fr.

Un an 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois 300 fr.

Un an 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)

Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FOND

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 26 - Mai 1949

Les vaincus invincibles Ignazio SILONE (Discours au Vélodrome d'Hiver)
En Autriche, un homme par jour disparaît
Le Mouvement ouvrier américain d'au- jourd'hui Frederick RANDOLPH
Les forces de l'Armée rouge
Dans la tradition de Zimmerwald Roger HAGNAUER
« Faites un roi, morbleu!... » Conseil aux Belges (une chanson de Béranger)
Fédéralisme et enseignement A.-V. JACQUET
Thevenon est réintégré.
En Tchécoslovaquie : La lutte de classes sous la Démocratie populaire Paul BARTON

Le Carnet du Sauvage

Le Zimmerwald de 1949. — Après la conférence de dimanche.
Pierre MONATTE

La Renaissance du Syndicalisme

Préparons le Congrès de Mulhouse (Syndicat national des Insti-
tuteurs) Jean GIRY et Jean DUPERRAY

Notes d'économie et de politique.

Le pacte Atlantique retarde la guerre. — Premiers effets du
pacte Atlantique. — Choyenneté du monde. — En Asie la per-
fidie ne paie plus. — Pour une limitation du travail à la tâche.
Robert LOUZON

Faits et documents

Les faits du mois. — Résultats des élections de délégués mineurs.
— « Mandarins de vingt ans » à la tête des nationalisations. —
Sabotage d'avions en 1949. — La F. S. M. et le travail forcé en
Russie.

Entre nous

Notre réunion du 8 mai sur l'unité syndicale NILS

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndica-
lisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans
les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de ten-
dance, de secte ou de parti, afin de réaliser le
maximum d'action contre le patronat et contre
l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme
à l'égard du gouvernement comme à l'égard des
partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme
en 1906. La théorie de la direction unique du
parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle diri-
geant du parti, conduit la C. G. T. à la division
et à l'impuissance. La politique de la présence,
sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dé-
pendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique
une maison confédérale habitable pour tous les
syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée
du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires
syndicaux ne se considérant pas comme une bu-
reaucratie omnipotente et ne regardant pas les
syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale
en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier,
en préconisant la formation de Cercles d'études
syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique
journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'ex-
cluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déserte
jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale
mondiale. La place des travailleurs n'est ni der-
rière l'impérialisme américain ni derrière l'impé-
rialisme russe. Elle est derrière une internationale
syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bu-
reau international du Travail ni avec l'Organisa-
tion des Nations Unies. Une Internationale qui
appelle avec plus de force qu'il y a eue ans les
prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque ef-
fort donné à une institution gouvernementale est
un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que la syndicalisme
ne peut s'édifier avec puissance que sur les tri-
ples fondations de l'indépendance, de la lutte de
classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Pre-
mière Internationale : l'émancipation des travail-
leurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-
mêmes.

Les vaincus invincibles

Au meeting du Vel' d'Hiv' qui a terminé la Journée internationale contre la dictature et la guerre, une grande voix s'est élevée pour rappeler qu'il y avait un autre camp que les deux camps impérialistes, le camp russe et le camp américain, qu'il y avait encore et toujours le camp de l'internationalisme. Cette voix était celle d'Ignazio Silone, le grand écrivain socialiste italien. Nous sommes heureux de pouvoir publier cet important discours.

L'importance de la manifestation internationale de ce soir est précisément dans le fait qu'elle exprime une position autonome, démocratique, socialiste et européenne devant un des problèmes les plus graves d'aujourd'hui, celui des rapports entre les Etats et les peuples. Cette position indépendante est parfaitement légitime parce qu'elle correspond aux intérêts et à la volonté de millions d'êtres humains qui sont, et entendent demeurer, hors du jeu des grandes puissances, qui refusent d'identifier leur sort avec n'importe quel Etat ou avec n'importe quel groupement d'Etats.

C'est une position qui n'accepte pas d'être diminuée, comme s'il ne s'agissait que d'une diversion à d'autres manifestations qui, l'ont précédée. Même ceux d'entre nous qui, à certain moment de leur vie, se sont vus obligés de rompre définitivement avec le communisme, ont conscience d'avoir accompli alors, non pas un acte de reniement ou de trahison, mais un acte de fidélité, de fidélité à la classe ouvrière et aux raisons profondes qui nous avaient amenés dans les rangs de l'organisation révolutionnaire.

Le thème qui se pose devant nous : la paix et la guerre, est un sujet à traiter vraiment trop grave pour qu'il soit laissé aux diplomates et aux militaires. Car, si quatre ans à peine après la fin de la deuxième guerre mondiale nous sommes menacés d'un nouveau et plus terrible conflit, c'est évidemment le résultat de la manière dont les diplomates et les militaires ont conclu leur guerre. Il a pu apparaître, à un certain moment, que les accords de Yalta et de Potsdam étaient une nécessité transitoire ; mais ils sont devenus maintenant un malheur qui n'a déjà que trop duré. Or les communistes n'osent pas critiquer Yalta et Potsdam parce que ces accords-là portent la signature de la Russie. C'est la première et la plus grave des réticences dans leur position devant le problème de la paix.

La seule manière morale d'agir est de nous efforcer de comprendre, de confronter nos réflexions avec celles des autres qui éventuellement ne sont pas d'accord avec nous. La seule manière honnête d'agir est d'indiquer publiquement les causes concrètes qui menacent aujourd'hui la paix, d'en rechercher un dénouement pacifique et de juger les forces politiques d'après leur acceptation ou leur refus.

La question est trop grave ; nous ne pouvons pas oublier les leçons du passé et tous les

déboires du pacifisme traditionnel. Nous devons refuser tout bourrage de crâne, tout verbalisme creux, et nous devons refuser l'inertie, la passivité, le fatalisme, le scepticisme. Nous devons nous battre comme si la paix dépendait de chacun de nous.

Pour sortir du vague et de l'indéterminé, je voudrais essayer maintenant d'esquisser une énumération, nécessairement sommaire, des aspects actuels du problème de la paix.

1° Avant tout, parmi les causes politiques qui maintiennent la paix en danger, nous devons constater le partage du monde en zones d'influence et particulièrement la division de l'Europe en deux parties toujours plus opposées et plus hostiles entre elles ;

2° Les armements secrets et les recherches atomiques, par l'opinion largement répandue que la paix ne survivrait pas à la cessation de l'actuel monopole de l'énergie atomique détenu par l'armée américaine ;

3° Le chaos des économies nationales, des économies autarchiques coûteuses, irrationnelles et parasitaires ;

4° Les régimes de dictature ouverte ou camouflée ;

5° Les obstacles de toute espèce à la libre circulation des idées et des hommes ;

6° Enfin, la perspective d'une crise économique aux U.S.A. plus grave que celle de 1929, crise qui provoquerait un chômage atteignant d'un jour à l'autre 20 à 30 millions de prolétaires, entraînant un danger de révolution sociale, et qui ne laisserait, d'après certains, aux capitalistes américains, d'autre issue que la guerre extérieure pour l'écrasement de l'ennemi intérieur.

Voilà, à mon avis, les aspects principaux du problème de la paix à l'heure actuelle. Voilà les thèmes sur lesquels devraient se concentrer les réflexions de tous ceux qui sont vraiment soucieux de l'avenir du genre humain. Or quelle est la première observation qui ressort de cette simple et sommaire énumération ? Elle est très importante :

La menace contre la paix ne vient pas, ainsi qu'on veut nous le faire croire, d'un seul pays ; les ennemis de la paix ne sont pas tous groupés d'un seul côté. Cela gêne, cela blesse évidemment tous ceux qui ont identifié une fois pour toutes la cause de la liberté humaine et de la justice sociale avec celle d'un Etat ; mais tout ce que nous avons souffert au cours des trente dernières années crie contre une telle prétention. Aujourd'hui plus que jamais il nous faut dire et répéter que la cause de la liberté humaine s'identifie seulement et uniquement avec celle des opprimés et des exploités du monde entier. Elle ne s'identifie avec aucun Etat, ni avec la Russie, ni avec l'Amérique, ni avec Israël, ni avec la Cité du Vatican.

Ceci ne veut pas dire que dans une conjoncture historique déterminée — comme à l'occasion de la deuxième guerre mondiale, par

exemple — il ne puisse y avoir une coïncidence occasionnelle et transitoire entre la cause de la liberté et celle de quelques Etats démocratiques, mais même alors il ne s'agit que de coïncidence, je le répète, et jamais d'identification.

Il y a des manifestations pacifistes qui n'osent pas proclamer tout haut les véritables origines des dangers de guerre. A mon avis, elles ressemblent exactement aux processions et aux services religieux qu'on organisait jadis pour combattre la peste. L'épidémie en était largement favorisée. Ainsi il y a des campagnes pacifistes qui, par leurs réticences ou leurs mensonges, sont de véritables campagnes de guerre.

Le premier service, le service le plus important que nous pouvons rendre à la cause de la paix, est donc d'éliminer au sein de la classe ouvrière toute aberration qui la mettrait à la remorque d'un Etat déterminé. Cette aberration n'a rien à voir avec le socialisme. L'importance historique du socialisme, son contenu révolutionnaire, son contenu culturel, est justement dans le fait d'avoir mis à jour dans le monde moderne une ligne de différenciation qui n'est pas celle des frontières, qui n'est pas celle des douanes ou des armées, une ligne qui passe à l'intérieur des pays, à l'intérieur des villes et des campagnes, une ligne sociale. Rappelons-nous, à ce propos, les mots vengeurs de l'Adresse inaugurale de l'Association internationale des Travailleurs, écrite par Marx :

« L'émancipation du travail n'étant pas un problème local ou national, mais un problème social, il embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite le concours théorique et pratique des pays les plus avancés. »

**

Sur trois questions particulières, je voudrais vous dire brièvement mon sentiment : sur la lutte actuelle pour la Fédération européenne, sur nos rapports avec l'Est de l'Europe et sur l'état actuel de l'organisation ouvrière devant ses tâches historiques fondamentales.

On a trop parlé, au cours des dernières années, de la Fédération européenne, et les actes ont été inférieurs aux paroles. Le but politique d'une Europe fédérée a reçu d'importantes et vastes adhésions, venant même de la part de chefs d'Etat et de gouvernement, mais il s'est vérifié de nouveau que la manière la plus efficace d'escamoter la solution des questions sérieuses consiste à faire semblant de l'accepter pour l'enlever de l'ordre du jour ou bien pour faire dévier l'intérêt populaire vers des réalisations purement fictives. C'est le cas des unions économiques ou simplement douanières, des conférences pour la mise en commun des ressources et de la main-d'œuvre, etc., toutes choses qui resteront illusoire tant que les Etats nationaux garderont leur actuelle souveraineté absolue et leur structure traditionnelle.

Le temps du nationalisme économique est dépassé, c'est la cause la plus importante de notre misère actuelle. Le bien-être des peuples exige de plus vastes espaces. Dans ce qu'on raconte, par exemple sur l'accord économique franco-italien, il y a une très large proportion d'illusions, sinon de véritable mystification. Les fonctionnaires ministériels, les industriels et les agrariens de nos deux pays, qui doivent réaliser cette union, ne veulent pas et ne peuvent pas sacrifier à l'intérêt supérieur les intérêts établis qu'ils doivent servir.

On ne peut pas fédérer l'Europe sans la démocratiser. Il nous faut libérer l'Europe de la direction des anciennes classes qui survivent à leur fonction historique. Il nous faut susciter dans l'organisation ouvrière une conscience plus actuelle de ses tâches historiques. C'est à mon avis le seul moyen de sauver l'Europe, car la meilleure défense de la démocratie est sa réalisation complète. Une démocratie qui, pour mieux se défendre, se placerait sous la tutelle des militaires, accomplirait son suicide. Il est évident, pour nous et pour beaucoup d'Européens, que la défense des prétendues valeurs spirituelles de notre tradition, que la défense des valeurs spirituelles de l'Occident ne se confond pas, ne peut pas se confondre avec la conservation de formes politiques et économiques dépassées.

Une fédération des pays démocratiques d'Europe, une Europe société ouverte, prête à collaborer avec tous, peut devenir d'une importance énorme pour la paix du monde. Ce qui aurait pu et dû être fait en 1918 et en 1945, il nous faut l'entreprendre aujourd'hui sans trop perdre de temps.

La situation actuelle des pays de l'Est de l'Europe pose, à ceux d'entre nous qui sommes, et voulons rester, socialistes, un problème vraiment angoissant. Dans ces pays, il y a eu, par des méthodes qui ne sont pas les nôtres, mais quand même il y a eu de profondes transformations sociales. Ce ne sont pas des faits qui peuvent nous laisser indifférents. Notre position critique envers les pays de l'Est de l'Europe ne peut pas être la même que celle des financiers, des industriels et des agrariens qui, dans ces pays, ont été dépouillés. Parmi ces anciens capitalistes et agrariens expropriés, il y en a qui, maintenant, sont des fauteurs zélés d'une troisième guerre mondiale et ils essayent de confondre la cause de la reprise de leurs propriétés perdues avec les valeurs de la civilisation occidentale. Il est temps pour nous de dire que lorsque nous souhaitons une future réintégration des pays de l'Est de l'Europe dans la communauté européenne, nous souhaitons évidemment une démocratisation politique de ces pays, mais, en aucun cas, une restauration sociale, en aucun cas nous ne souhaitons le retour de ceux qui ont été justement expropriés.

Quelle est la force principale sur laquelle nous devons compter dans la lutte contre la dictature et contre la guerre ? C'est évidemment la classe ouvrière.

Mais, acceptez qu'un militant socialiste vous l'avoue, il y a actuellement un abîme entre la tâche historique du mouvement ouvrier et sa conscience politique. Pour éliminer le soupçon de toute démagogie, je dois ajouter qu'il s'agit d'une impréparation plus grave de ce qu'on pourrait croire. Cela concerne non seulement les cadres, mais aussi la masse. Des parties importantes de la classe ouvrière sont tellement liées à la structure du capitalisme national autarchique que, très souvent, elles obéissent à des intérêts corporatifs immédiats, en sacrifiant l'intérêt permanent de la classe ouvrière, le socialisme et même la démocratie.

La Fédération européenne comportera certainement des sacrifices transitoires pour certaines parties de la classe ouvrière les plus liées aux parties parasitaires et autarchiques du capitalisme, mais au lieu des sacrifices actuels imposés par la désorganisation nationaliste, ce seront enfin des sacrifices révolutionnaires, des sacrifices créateurs d'un ordre plus juste et plus rationnel.

Il s'agit donc en même temps d'essayer

d'avoir des vues claires et concrètes sur la situation actuelle, et de réorganiser nos forces et nos moyens pour être à même de mener la bonne lutte. Il s'agit de faire un effort pour renverser ou inverser la trajectoire de décadence que depuis la libération on nous a imposée, de donner un nouvel élan à nos pensées, à nos projets, à notre action.

Mais on peut se demander : N'y a-t-il pas des forces susceptibles de déclencher la guerre, même contre la volonté populaire ? Eh bien oui, évidemment, il y en a, mais avec un gros risque et il dépend de nous d'augmenter ce risque. Car, en dernière instance, le problème principal aujourd'hui pour la défense de n'importe quel pays est toujours la réponse que les gens simples, les ouvriers, les paysans, donneront à cette question : « Pour qui et pour quoi devons-nous nous battre ? » Aucun régime ne peut dédaigner la réponse que son peuple donnera à cette question au moment de la déclaration de guerre, aussi devons-nous combattre tout scepticisme sur l'efficacité de notre lutte. Elle ne sera pas inutile.

Mais je ne vous aurais pas dit tout ce que je pense (et peut-être même le plus important de ce que je pense) si, pour terminer, je n'ajoutais autre chose. Ce sont des mots qui peut-être s'adresseront seulement à un petit nombre d'entre vous, à des inconnus, auxquels je voudrais dire ces paroles fraternelles. Nous

allons, peut-être et contre notre volonté, vers des épreuves très dures où, pour survivre, il ne servira de rien d'être astucieux ou habiles ou malins ou tacticiens, mais où il faudra, pour survivre, être intégralement en bonne conscience. Il y a en effet quelque chose de plus terrible que la désagrégation de l'atome : c'est la désagrégation des consciences.

L'ère atomique, l'ère de la force physique absolue, demande d'une manière urgente, comme contrepartie, des positions de conscience pures, irréductibles, elles aussi absolues. Quoi qu'il arrive, ce sera, pour nous, le seul moyen de vaincre la folie et le désespoir. Quoi qu'il arrive (n'importe quelle invasion, n'importe quelle terreur), ceux qui garderont intacte au fond de leur âme la foi dans les principes sacrés de la vie seront les plus forts. Leur voix sera étouffée, ils seront jetés en prison, ils apparaîtront comme des êtres inutiles et des vaincus, mais, en réalité, même dans ces conditions-là, ils seront invincibles, car ils seront en harmonie avec les forces immortelles qui régissent la vie. Et, en définitive, ce seront eux les vainqueurs. Le monde, s'il continue, sera reconstruit sur leur credo. Ce sera, encore une fois, la revanche d'Athènes et de Jérusalem, la revanche de l'esprit qui soumet l'Empire, la revanche de la vie sur la force brutale et sur la mort.

Ignazio SILONE.

En Autriche, UN HOMME PAR JOUR DISPARAIT...

The Socialist Leader, organe de l'Independant Labour Party, publie un article de son correspondant George Maranz, daté de Vienne, 19 avril, où il est dit notamment ceci :

C'est l'heure du déjeuner. Des centaines de personnes sont dans la rue. Elles se hâtent, à la sortie de leurs bureaux, vers les restaurants à bon marché, qui sont assez nombreux dans le centre de Vienne. C'est une magnifique journée de printemps ; tous ces gens, hommes et femmes, se laissent gagner par la douceur des premiers rayons de soleil qui leur donnent plus de courage, d'espoir et d'optimisme.

Soudain, un cri aigu, un cri de peur fait s'arrêter net tous ces gens pressés. Là, juste à quelques pas, quatre civils viennent de saisir un homme et s'efforcent de le tirer vers une voiture qui est toute proche. Leur victime résiste avec toute la force surhumaine que seule la crainte de la mort peut donner. Elle continue de hurler « au secours », mais avant que la foule ait même eu le temps de réaliser ce qui se passe et d'intervenir, l'un des civils a jeté une couverture sur la tête de la victime, ses cris de désespoir se sont éteints, encore une poussée, encore un coup, et la victime se trouve à l'intérieur de l'auto qui disparaît à toute vitesse au premier coin de rue.

Tout à fait par hasard, par simple coïncidence, une jeep, avec, dedans, quatre soldats russes, fortement armés, la suit. Quelques secondes de silence, puis la foule, très surexcitée, se met à parler de la scène qui vient de se passer. Des mots amers sont échangés. Un agent de police autrichien arrive et lève les épaules en signe d'impuissance. Une fois de plus, un Viennois a disparu et, très probablement, ne reparaitra jamais plus. Des mois, des années d'anxiété, suivront pour ses parents. Tous

leurs efforts pour savoir demeureront vains.

...Dans certains cas, tout particulièrement tragiques, les victimes sont des gens qui travaillaient chez les Russes tout à fait officiellement. Leurs activités n'y avaient aucun rapport avec l'espionnage ou la politique. Par exemple, Karl Klaus n'était qu'un excellent chauffeur et qui, comme tel, était particulièrement apprécié du major russe Axelrod, dont il conduisait généralement la voiture. Un jour de l'année dernière, le major Axelrod reçut subitement l'ordre de rentrer en Russie. Le bruit court qu'il avait des amis américains et qu'il a payé de sa vie ses relations « non russes ». Immédiatement après la disparition du major, Karl Klaus fut interrogé à plusieurs reprises. On voulait connaître ce qu'il savait, et il ne savait que fort peu de chose. Un jour, on lui demanda de passer à un bureau russe pour recevoir son salaire de la dernière semaine que le major Axelrod n'avait pas eu le temps de lui payer ; Karl Klaus se présenta pour toucher son argent ; depuis, il n'est jamais retourné chez lui.

...Quant à Herbert Terp et à Hans Frank, ils n'ont jamais conduit de majors russes, mais tous deux eurent la malchance d'être de remarquables spécialistes de l'industrie pétrolière. En cette qualité, ils étaient hautement appréciés des Russes de Zisterdorf, le centre pétrolier autrichien si chaudement disputé qui est actuellement sous contrôle russe.

Mais la Russie a besoin de techniciens, ce fut la raison pour laquelle Hans Frank et Herbert Terp disparurent le 24 juillet 1948. Depuis ce jour personne ne les a vus, et personne, y compris leurs plus proches amis, ne sait rien d'eux. Le silence, rien que le silence, le silence de mort russe, est descendu sur eux et les a enveloppés.

...UN HOMME PAR JOUR DISPARAIT dans l'Autriche de 1949.

Le Carnet du Sauvage

LE ZIMMERWALD DE 1949

Non, je ne pense pas que la Journée internationale contre la dictature et contre la guerre, organisée par le R.D.R. et par « Franc-Tireur », ait été le Zimmerwald de 1949. Ce que je veux dire, c'est qu'elle aurait pu, c'est qu'elle aurait dû l'être. Ainsi elle aurait répondu aux espérances qu'elle avait fait naître.

Que personne, parmi ses organisateurs, n'ait eu cette préoccupation, cela m'étonne. Après tout, ce n'est peut-être pas tellement étonnant.

Mais que personne, dans le nombre de ses participants, n'ait invoqué cette filiation et l'esprit qu'elle incarne, c'est surprenant. Hagnauer l'avait fait dans un article de « Franc-Tireur ». Il aurait dû le faire à la tribune. J'ai attendu tout l'après-midi de samedi que quelqu'un le fasse, quelqu'un d'autre que nous, quelque voix plus écoutée. David Rousset, par exemple. Ou Camus. Ou Sartre. Surtout quelque délégué américain, Sydney Hook notamment.

Enfin, au meeting du soir, au Vel' d'Hiv', Silone a été l'interprète de cet état d'esprit. C'est l'intérêt de son intervention ; son influence sur la salle est venue de là. Forcément accrochée aux difficultés présentes, peut-être encore un peu hésitante, la pensée de Silone n'a pas le tranchant des déclarations de Zimmerwald. Il est difficile, après tant de déceptions, d'affirmer une foi internationaliste sans ombre. Nous n'osons plus. Il le faut pourtant.

Nous avons été impuissants en 1914. Nous l'avons été plus terriblement encore en 1939. Nous résignons-nous à l'être en 1949, devant la menace de la troisième guerre mondiale ?

Zimmerwald a rallié en septembre 1915, en pleine guerre, les internationalistes de tous les pays, par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées.

Pas de semblable ralliement tout le long de la seconde guerre mondiale. Un grand silence de l'internationalisme. Un grand vide. La responsabilité en revient à qui l'on sait, à ceux qui ont étouffé l'internationalisme sous la peau de l'ours russe.

Attendrons-nous, impuissants et les bras croisés, que dis-je ? les bras tombants, que la troisième guerre mondiale soit là ?

Il paraît qu'on a discuté dans les coulisses de la Journée d'une déclaration commune des syndicalistes qui étaient présents. Mon nom aurait été mis en avant pour faire cette déclaration. J'ignore — d'ailleurs j'étais absent — si les militants syndicalistes qui étaient là, chrétiens, autonomes, F.O., C.G.T., pouvaient se mettre d'accord sur un point de vue commun ; ils se connaissent si peu ; et moi le premier, j'ignore la pensée exacte de ces militants. Mais ce qu'il aurait fallu, et je l'aurais fait personnellement si j'avais pensé que personne d'autre ne le ferait, c'était de mettre les délégations venues de tant de pays devant ce premier problème : ouvriers et révolutionnaires vont-ils être une fois de plus impuissants ou vont-ils, sans attendre le fracas des bombes atomiques, lancer l'appel du Zimmerwald de 1949 ?

Les préoccupations étaient d'un autre ordre. Un désaccord interne était d'ailleurs visible. De mon banc, tout en haut de l'amphithéâtre de la Sorbonne où j'avais été refoulé n'ayant pas de carte d'invitation, je l'avais assez vite perçu. Quand Sydney Hook jusque-là chaudement écouté, avait dit son acceptation du plan Marshall et du pacte Atlantique un froid avait passé sur l'assemblée. Par contre, Claude Bourdet, que j'entendais mal, que je comprenais par morceaux — il avait la bouche sur le micro — reprenait

et réchauffait la salle en parlant pour la dictature et surtout en attaquant le pacte Atlantique.

Journée contre la dictature ? Qui pouvait se méprendre sur le sens du mot dictature en ces circonstances ? Il s'agissait évidemment de dictature totalitaire, fasciste, naziste, stalinienne. Il n'était pas question de la dictature du prolétariat. Je ne supposais vraiment pas que Claude Bourdet était aussi passionnément attaché à celle-ci.

Il se mêlait à son discours un vieux relent de soviétophobie, de « s'entendre avec la Russie », de stalinophilie. Le « s'entendre avec la Russie » a marqué l'attitude de Roosevelt. On sait à quoi cela a abouti. On ne peut s'entendre avec les Soviétiques, puisqu'ils n'existent plus et n'ont vécu qu'une vie vraiment brève. On ne peut s'entendre avec le peuple russe, puisqu'il est le plus bâillonné de tous les peuples et qu'une de nos tâches devrait être de l'aider à arracher son bâillon. Reste s'entendre avec Staline. Bourdet peut être certain qu'il est impossible de s'entendre avec Staline. Il garde sans doute des illusions sur ce point. Qu'il se dépêche d'entrer au parti communiste. Il faut y avoir passé pour perdre la dernière de ces illusions.

Mais le plan Marshall, le pacte de l'Atlantique ? Il faut avoir l'esprit bien fumeux pour ne pas faire la distinction entre les faits tels qu'ils sont et notre propre pensée, notre propre volonté. Nous avons devant nous le jeu adverse des deux impérialismes, le russe et l'américain. Nous sommes bien obligés de juger les coups de l'un et de l'autre. C'est la condition pour voir, pour saisir le moment et le point où la force ouvrière, la force internationaliste, pourront chercher à s'insérer et à peser de tout leur poids.

Le plan Marshall ? Sans lui dans quel état serait l'économie française ? Bourdet se l'est-il demandé ? Et qui donc a donné une pointe antirusse au plan Marshall en refusant d'y participer, en interdisant à ses vassaux d'y participer, sinon Staline parlant au nom de la Russie ? Pourquoi Staline a-t-il agi ainsi ? Pour aggraver mécaniquement, artificiellement les difficultés économiques de l'Europe occidentale, y créer le chômage et la misère qu'il exploiterait, qu'il ferait exploiter par ses partis pour faire ce qu'il appelle la révolution. Grande et savante opération, qui part du mépris des masses qu'on affame, qu'on brasse, qu'on lance à la conquête du pouvoir pour aboutir au mépris de ces mêmes masses condamnées aux travaux forcés du régime totalitaire.

Le pacte Atlantique ? Il était inscrit dans le jeu des impérialismes. J'avouerai à Bourdet que je suis étonné que ce pacte n'ait pas été réalisé depuis deux ans déjà, comme l'unification des zones d'occupation en Allemagne d'ailleurs. Cette unification, entravée par les généraux satrapes, était inscrite dans le chemin qui mène à l'Allemagne rendue aux Allemands. Que nos nationalistes ne veulent pas cela, je le comprends. Qu'un internationalisme le refuse, je ne comprends pas. D'autant que cette unification marche de pair avec une autre, l'unification de l'Europe occidentale, à défaut de l'unification de l'Europe tout court. Staline fait tout pour empêcher l'Europe occidentale. L'Amérique agit pour la réaliser. Dans son intérêt impérialiste. Dans notre intérêt aussi, puisque des nations s'estompent, des souverainetés nationales sont entamées ; le corset de fer des autarcies est délacé en attendant d'être flanqué aux poubelles. Le pacte Atlantique est la réponse naturelle, tardive mais fatale qu'appelait la militarisation de la Russie et de ses vassaux.

Ni Moscou ni Washington, d'accord. L'action révolutionnaire internationale des peuples, d'accord. Alors Zimmerwald ! Zimmerwald, qui fut la préface de la Révolution russe. Zimmerwald 49, qui sera la préface de la Révolution européenne.

APRES LA CONFERENCE DE DIMANCHE

Cette opinion bizarre sur la scission syndicale de 1947, due à la renaissance de l'économie capitaliste libérale et aux grèves Molotov, je pensais que Racine, ou quelqu'un de ses camarades, nous l'expliquerait, nous l'éclairerait, à la réunion de dimanche sur l'unité syndicale. J'ai particulièrement regretté leur absence. D'autant plus regretté, que Guilloire, qui m'a accroché sur ce point, n'a évidemment pas mieux compris que moi, et l'a dit franchement. Si Racine ne veut pas s'expliquer pour moi qu'il le fasse au moins pour Guilloire, son camarade de Cartel.

Je n'avais pas inventé cette opinion, on le pense bien. Je l'ai tout bonnement trouvée, noir sur blanc, dans un canevas dactylographié établi pour les Cours de formation syndicale de la Fédération nationale des Syndicats autonomes : « La scission : causes réelles : renaissance de l'économie capitaliste libérale ; causes spectaculaires : les grèves de décembre. »

Guilloire s'est étonné que j'aie parlé d'une partie non gaulliste des syndicats autonomes, comme s'il y en avait une partie gaulliste. Il ne croit pas à l'existence de cette partie. Comme syndicat autonome gaulliste, on ne pourrait, à son avis, alléguer que le syndicat de la traction du Métro ; et l'on aurait tort de le faire, son secrétaire Clément ne pouvant être confondu avec le syndicat. Certainement, je ne confonds pas Violet et les camarades qui l'entourent avec leur secrétaire syndical Clément. Mais que Guilloire me permette une remarque : il ne suffit pas qu'une résolution ait été votée par la Fédération des Syndicats autonomes condamnant le gaullisme pour que la pénétration gaulliste dans les syndicats autonomes n'existe pas, ou n'existe plus. Tous les syndicats autonomes n'ont pas adhéré à la Fédération. Je ne veux pas dire que tous ceux qui sont restés en dehors sont sous l'influence gaulliste. Je dis simplement que si les gaullistes ont renoncé pour le moment à constituer leur Confédération syndicale ils n'ont pas renoncé à travailler dans les syndicats existants et même à en créer portant l'étiquette d'autonomes ou d'indépendants.

Guilloire fait remonter bien au delà des grèves Molotov de décembre 1947 les causes profondes de la scission. Moi aussi, bien sûr. Il voit les causes réelles dans la situation internationale, les dangers de guerre, dans l'alignement de la C.G.T. sur l'impérialisme russe tandis qu'un autre courant syndical s'aligne sur le nationalisme français et l'impérialisme américain.

J'avais écrit que les grèves Molotov étaient la manifestation éclatante du danger stalinien. Il est bien certain que le danger existait déjà. Seulement il était moins éclatant. Moins lourd. Moins proche aussi.

Ce qui s'est produit en Tchécoslovaquie en février 48 nous pendait au nez en France en décembre 47. Ce danger est momentanément écarté. Il n'a pas disparu. Il se manifesterait de nouveau peut-être bientôt.

J'ai cru discerner dans la pensée de Guilloire un rapprochement entre l'union sacrée et le mouvement syndical de masse. En 1919, période d'union sacrée, mouvement de masse ; en 1936, nouvelle période d'union sacrée, nouveau mouvement de masse ; en 1944, l'union sacrée donne encore une C.G.T. de six ou sept millions d'adhérents. Chaque fois la rupture de l'union sacrée aurait été suivie de la rupture de l'union syndicale. Si je me trompe, Guilloire le dira. C'est un sujet qui mérite vraiment discussion. Mais ce rapprochement union sacrée-mouvement de masse me paraît faux. A mes yeux, ni en 1919, ni en 1936, ni

en 1944, le gonflement extraordinaire des effectifs syndicaux n'a été le fait de l'union sacrée. Ce gonflement est venu du brassage que les événements avaient fait subir à la classe ouvrière ; les souffrances de la guerre l'avaient arrachée à son sommeil, forcée à se mettre debout ; elle s'était dressée, redressée, rassemblée, en 19, prête à aller de l'avant. La C.G.T. n'a su lui assigner aucune grande tâche ; alors les syndiqués se sont débandés. En 1936, on peut attribuer à la menace fasciste de février 1934 l'ébranlement des couches ouvrières les plus profondes qui s'est traduit par la grève générale du 12 février, la victoire électorale du Front populaire, le vaste mouvement des occupations d'usines. Une autre fois encore, la C.G.T. n'a rien su proposer de grand à ses millions d'adhérents. En 1944, au sortir de la seconde guerre mondiale, même vague profonde ; la classe ouvrière attend de grandes choses. On lui en donne de petites. Le stalinisme essaie de capter cette espérance et cette force : il réussit en grande partie. Il fait accepter son ersatz de révolution. On va faire comme en Russie. De là vient la puissance des staliniens sur la C.G.T. Mais leur duplicité fait leur faiblesse.

Leur escroquerie morale dévoilée ne suffit pas à renvoyer vers F.O. les vagues d'ouvriers déçus. C'est que rien ne les attire de ce côté. Ni une grande espérance ni une maison où ils se sentiraient chez eux.

Joyeux a indiqué le péril qui menace aujourd'hui le syndicalisme : les ouvriers n'attendent plus grand-chose de lui ; ils passent à côté ; demain ils le dépasseront. Si les syndicalistes révolutionnaires tardent à se ressaisir et à s'unir ils seront rayés comme force révolutionnaire effective ou latente. Cela me paraît, dans l'ensemble, très juste. Mais comment y remédier ? Le remède proposé est inopérant. Le Cartel d'action syndicaliste a été une tentative de plus pour rassembler, mais elle n'a pas réussi. Du moment où le Cartel n'attirait pas à lui dès le début les signataires de la déclaration d'Angers, son départ était raté. L'espérance de bâtir demain sur une Fédération du Livre ayant proclamé son autonomie n'est pas moins fragile. En somme le Cartel est un lien entre une partie des autonomes et la C.N.T. La minorité de la C.G.T. ne peut y être représentée puisqu'elle est éparsée et sans le moindre lien. Lambert ni Boucher ne se font pas d'illusions, j'espère. Quant à la minorité de F.O., elle n'est pas moins absente du Cartel.

Ce qui m'a le plus frappé dimanche, une fois de plus, c'est qu'au fond les différents courants syndicalistes révolutionnaires ne désirent pas tellement s'unir et se fondre. Chacun — autonomes, C.N.T., partisans de F.O. — reste convaincu d'avoir pleinement raison et de constituer le pôle de rassemblement. Je ne parle pas de ceux qui ne se sont pas exprimés, C.E.T.E.S. et Front ouvrier. Leur absence ou leur silence parle encore plus clairement que des paroles. Le rassemblement des syndicalistes révolutionnaires n'est pas mûr. Il ne sert à rien de vouloir s'illusionner. On n'ira pas plus vite. On ne précèrera rien de solide. Il faut tendre à ce rassemblement et ne rien faire pour le contrecarrer ou le retarder. Mais ce n'est pas en taisant ce qu'on pense, par souci de conciliation, qu'on se rapprochera. C'est au contraire en disant sur les problèmes qui se posent toute sa pensée qu'on verra si l'on est d'accord, et j'espère qu'on verra alors souvent que l'on est d'accord. C'est en travaillant que l'on se trouvera tout naturellement rapprochés.

Si Lafond, au secrétariat de F.O., était resté, avait été l'interprète de la minorité révolutionnaire, celle-ci se serait renforcée rapidement, par des éléments intérieurs qui se cherchent et par des éléments extérieurs qui auraient été attirés ; elle serait devenue une force, pour le plus grand bénéfice du syndicalisme révolutionnaire, aussi pour le plus grand avantage de F.O.

Il ne s'agit pas de s'attarder sur trop de problèmes du passé et de gémir sur des « si ». Gardons-nous cependant de médire du mythe de l'unité. Non, Hébert,

nous n'avions pas tort de croire à la puissance que peut donner l'unité syndicale. Nous n'avons pas dit hier : C.G.T. unique, C.G.T. de trahison. Ceux qui ont osé dire cela, ce sont les mêmes stalinien qui aujourd'hui jouent l'air de l'unité, à tous les carrefours, sur leur orgue de Barbarie. Demain, ils ne se gêneront pas pour jouer un autre air. Mais nous, pensons et disons net que, contraints à la scission, nous restons partisans d'une union réelle de tous les travailleurs sur le terrain économique, d'une véritable C.G.T. symbolisant l'unité de classe, au-dessus des partis, et qui aurait d'autres soucis que de faire la besogne de Molotov et de Staline.

Nous devons regarder les problèmes du présent : voir comment remédier à la faiblesse, pour ne pas dire l'impuissance, du mouvement syndical ; comment refaire un mouvement sain, fort et indépendant. Si F.O. peut constituer ce mouvement, tant mieux. Si elle s'en montre incapable, tant pis pour elle.

Présentement, il s'agit de savoir si les syndicats doivent devenir des sociétés protectrices d'animaux ouvriers. Tout par le sommet, rien par la base. Le syndiqué n'a qu'à cotiser, et de loin en loin faire grève sur ordre d'en haut. On pense, on agit pour lui. Charlot me répliquera que ce sont les ouvriers eux-mêmes qui demandent le maximum de résultats tout en faisant, eux, le minimum d'efforts. C'est tristement vrai. Mais c'est contre cela qu'il faut réagir. Réagir aussi bien à la base qu'au sommet. Depuis vingt ans, trente ans, les directions fédérales et confédérales ont acclimaté cette habitude. Il paraît que c'est ainsi qu'on opère à l'étranger. Ce serait à voir d'ailleurs. On va partout, dans un tas de commissions d'Etat ou de l'O.N.U., sans demander à l'organisation de mandat précis et sans lui rendre compte de ce qu'on a vu, dit et fait. Le mouvement a avalé la politique de la présence. Il ne ferait pas mal de se reprendre et d'imposer son contrôle sur cette politique. C'est bien le moins qu'on puisse lui demander pour commencer. D'un abus de la critique il ne faut pas tomber dans l'abus contraire, les yeux fermés, en attendant les catastrophes.

Si nous ne sommes pas des réformistes, nous ne faisons pas fi des réformes. Nous ne rechignons pas à l'œuvre revendicatrice quotidienne. Pour nous le syndicalisme a une double besogne, une besogne quotidienne et une besogne d'avenir. Il ne doit négliger ni l'une ni l'autre. Fidèles à la résolution d'Amiens, nous voulons que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance soit, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. Fréquemment, nous sommes accusés de piétiner sur des positions vieillies. Hier encore dans la « Revue Syndicaliste » on nous trouvait bien sympathiques mais rêvant d'un retour en arrière et perdant notre temps. « Le syndicalisme de 1949 n'a pas beaucoup de points de rencontre avec celui de 1906. Le temps a marché... Ce qui répondait, voici quarante ou soixante ans, à un état donné de la société, serait aujourd'hui à peu près dépourvu de tout sens. » Exactement le contre-pied de la déclaration de la Ligue syndicaliste quand elle prétend que la charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906.

C'est un débat que nous ne devons pas fuir. Je pense que les militants de la « Revue syndicaliste » se rattachent plus à Albert Thomas qu'à Pelloutier et à Proudhon. Ils retournent eux aussi en arrière, au réformisme le plus traditionnel. J'avais mis de côté l'an dernier une longue série d'articles de Lefranc sur « le Destin du syndicalisme » et je me proposais de les examiner. Depuis, j'ai trouvé dans B.E.D.E.S. plusieurs articles sur la crise du syndicalisme qui méritent l'attention. Voilà que Bernard, au congrès des Ingénieurs et Cadres de la métallurgie, présente un gros rapport d'orientation qui ne vaut pas seulement pour les ingénieurs. Je tâcherai de parler sérieusement de ces divers documents un de ces jours. Je ne pense

pas que le rapport de Bernard incline au réformisme. Par contre, Lefranc comme B.E.D.E.S. me rappellent tout à fait le vieux réformisme syndical ; du temps où le réformisme n'avait pas honte de paraître exactement tel qu'il était ; où, loin de jouer au révolutionnaire, il ne cachait pas sa phobie de la révolution.

B.E.D.E.S. donne à méditer une formule de Simone Weil : « La révolution, c'est l'opium du peuple. » Je ne connaissais pas cette formule de Simone Weil. Peut-être faudrait-il savoir quand elle l'a frappée, et en voir le contexte. Mais prenons cette formule et pesons-la. Simone Weil, dans son voyage à travers toutes les idées, était devenue croyante. Sans doute, a-t-elle voulu retourner la célèbre formule bolchéviste : « La religion, c'est l'opium du peuple. » En réplique, elle déclare que c'est la révolution qui est l'opium du peuple. C'est jouer sur les mots. Il est trop vrai que la religion est un opium pour les couches attardées de la classe ouvrière. Peut-être certaine conception de la révolution est-elle aussi un opium pour les couches de la classe ouvrière aventurées dans l'impasse du stalinisme. Mais la révolution reste le grand et seul levier de l'émancipation ouvrière, la tâche à laquelle il faut se préparer de bien des façons. Cette tâche que Pelloutier définissait ainsi dans sa Lettre aux anarchistes : « Poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres. »

Peut-être avons-nous tort de ne pas donner vie réelle à la Ligue syndicaliste. Il conviendrait de demander à ceux qui sont pleinement d'accord avec sa déclaration s'ils sont disposés à travailler effectivement. Un travail est négligé, un travail préparatoire à l'action de demain.

L'an dernier, j'avais lancé l'idée de petits groupes de camarades par industrie examinant, en premier lieu comment leur organisation syndicale pouvait passer de groupement de résistance au groupement de production et de répartition. Mon idée n'a pas trouvé d'écho. Au lieu de dix cercles, si l'on commençait par en former un ? Au lieu de prendre seulement un sujet si on prenait les plus importants ? Est-il impossible de trouver une centaine de camarades dans la région parisienne pour participer à un travail d'étude de ce genre ? Avec des correspondants dans les divers départements et dans les diverses corporations. Avec quelques jeunes qui prendraient la chose en main.

Aujourd'hui, on méprise volontiers ce qui ne compte pas des milliers et des millions de participants. On a grand tort. En fin 1914, je disais à Trotski : Nous ne sommes plus qu'une poignée d'une vingtaine de militants à résister à la guerre et à rester fidèles à l'internationalisme. » Il me fit cette réponse : « N'avez-vous pas remarqué que dans le mouvement ouvrier français tout a commencé, toujours, par un petit groupe de vingt qui savaient ce qu'ils voulaient et qui le voulaient vraiment ? »

Aujourd'hui, on doit pouvoir compter non sur une vingtaine, mais sur beaucoup plus. Voulez-vous qu'on essaye ?

Ce que j'écris là, j'aurais dû le dire dimanche. Bien sûr. Mais j'étais plus désireux d'écouter que de parler. Et puis, l'aiguille de la montre tournait. Après les camarades inscrits comme orateurs, il aurait fallu engager une véritable discussion, c'est-à-dire arrêter les discours, dire en deux ou cinq minutes ce qu'on avait à objecter, à rectifier, à proposer. Peut-être était-il fatal qu'il en fût ainsi une première fois. Mais si l'on reprend ces causeries, il conviendra d'ordonner de véritables discussions ; c'est à cette condition qu'on ne perdra pas son après-midi et que ces causeries porteront quelques fruits.

Pierre MONATTE.

Le Mouvement Ouvrier Américain

D'AUJOURD'HUI

Considéré de quelque point de vue que ce soit — philosophie de base du syndicalisme, unité de l'A.F.L. et du C.I.O., attitude politique ou comme une des grandes forces sociales des Etats-Unis — le mouvement ouvrier américain est dans une période de transition. Pour comprendre ce qu'il est aujourd'hui et où il va, il est nécessaire d'examiner quelques-unes des forces qui ont façonné la classe ouvrière et inversement ont été façonnées par elle, depuis la crise jusqu'à nos jours.

Le changement le plus fondamental de la vie américaine qui sortit de la grande crise 1929-1938 fut probablement la modification du rapport de forces des trois groupes : travail, capital et gouvernement. Travail et gouvernement (pouvoir exécutif) sortirent relativement plus forts ; le capital plus faible, avec un secteur du capital — le capital financier, du type représenté par la grande banque Morgan — perdant sa position prédominante par rapport au capital industriel. La guerre et ses répercussions ont encore contribué à réduire le rôle du capital financier en tant qu'arbitre de la politique intérieure et étrangère des Etats-Unis.

De la crise naquit le C.I.O., qui modifia profondément la vie américaine.

1° Il organisa avec succès les industries de base, jusque-là inorganisées, des E.-U. ;

2° Il contribua à amener la scission dans le mouvement ouvrier américain, qui a eu des effets gros de conséquences sur la scène nationale et même internationale ;

3° Il contribua à modifier la psychologie des travailleurs, non seulement dans le C.I.O., mais aussi dans l'A.F.L. En fait, il eut une action sur la psychologie de la nation tout entière.

Par exemple, la manœuvre d'obstruction qui se produisit au Sénat, et dont le but était d'empêcher la prise en considération du projet de loi sur les Droits civils, n'aurait pas eu lieu, n'eût été le changement de climat engendré dans l'opinion sur une large échelle, par l'organisation des Nègres du C.I.O.

C'est la crise qui a été la cause de l'accroissement de pouvoir de l'exécutif gouvernemental, qui tend de plus en plus vers le capitalisme d'Etat.

La guerre une fois de plus amena un changement dans le rapport de forces entre la classe ouvrière, le capital et le gouvernement, avec prépondérance du capital industriel. En voici les raisons :

1° Développement prodigieux de la grosse industrie, qui a aujourd'hui de larges ressources liquides en plus du capital investi ;

2° Apathie de la classe ouvrière, due dans une large mesure au manque d'efficacité de Truman dans sa lutte pour son ambitieux programme de *New Deal* ;

3° Désir général du peuple américain de chasser un Congrès qu'on avait identifié avec l'éphémère contrôle du temps de guerre.

Le renouveau de force de l'industrie relativement à la fois à la classe ouvrière et au gouvernement (pouvoir exécutif) fut symbolisé par le vote par le Congrès de la loi Taft-Hart-

ley, et l'adoption de mesures similaires et souvent plus rigoureuses par les deux tiers environ des législatures des quarante-huit Etats des Etats-Unis.

L'effort de la classe ouvrière pour améliorer sa position et empêcher la grosse industrie de dominer la nation (effort de domination dont le vote de la loi Taft-Hartley est tout à fait représentatif) est en train d'amener des changements profonds dans la philosophie du syndicalisme. Certaines des activités des Travailleurs Unis de l'Automobile (C.I.O.) peuvent être prises pour exemple. Dans la dernière grande grève de l'Automobile contre la General Motor, le syndicat demanda une augmentation des salaires qui ne se répercuta ni sur les prix ni sur les profits, tout en permettant à l'entreprise de tourner. Cela voulait dire : ouvrir la comptabilité de la G.M. à l'examen du syndicat. Cette revendication est un acte révolutionnaire pour la classe ouvrière américaine, dans la mesure où elle essaie d'intervenir directement dans les problèmes de gestion.

Le syndicat des Travailleurs Unis de l'Automobile (Union Auto Workers), dans sa lutte contre la vie chère (qui a son origine en grande partie dans les profits exorbitants de la grosse industrie), a mis sur pied des coopératives de consommation. Il a essayé de changer quelques modèles établis depuis longtemps dans l'industrie du Bâtiment, en dressant des plans grâce auxquels les usines d'aviation pourraient être transformées de façon à fournir des maisons préfabriquées en série. (C'était en des temps plus heureux, il y a quelques années, quand il semblait que les usines d'aviation militaire devraient fermer leurs portes pour manque de commandes.) De plusieurs autres façons, l'U.A.W. arriva à avoir une influence sur la vie sociale, industrielle et politique de l'Amérique.

Nous voilà bien loin de l'ancienne philosophie de la classe ouvrière américaine, qui voulait : « Un salaire équitable pour une journée normale de travail. »

Bien que tous les syndicats, A.F.L. ou C.I.O., ne soient pas allés si loin, néanmoins les exigences du cadre social et économique américain rendront de plus en plus nécessaire l'emploi des méthodes de l'U.A.W.

La classe ouvrière américaine éprouve le besoin d'agir non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique. Jusqu'à une date récente, le C.I.O. était plus conscient des problèmes politiques que l'A.F.L., bien qu'il ait généralement accordé son soutien au parti démocrate. Il n'y a pas encore très longtemps, la maturité politique de l'A.F.L. se trouvait résumée dans son slogan : « Récompensez vos amis et punissez vos ennemis. » Le résultat pratique était que l'A.F.L. ne pouvait pas avoir d'influence effective sur la politique nationale. Dans certains cas, elle a appuyé les Démocrates, dans d'autres les Républicains, et une fraction soutient aujourd'hui le parti libéral, dont l'influence demeure limitée à l'Etat de New-York. Dans la dernière

élection présidentielle, ce n'est qu'avec la plus grande difficulté que la Fédération du Travail de l'Etat de New-York fut dissuadée par certains de ses membres de soutenir la candidature de Dewey.

Cependant, le vote de la loi Taft-Hartley par le 80^e Congrès poussa à la fois l'A.F.L. et le C.I.O. à s'engager dans une activité politique jusqu'alors sans exemple. L'A.F.L. créa une arme politique permanente : la Ligue ouvrière pour l'éducation politique (L.L.P.E.) qui, en même temps que le Comité d'action politique (P.A.C.) du C.I.O., organisa les travailleurs pour mettre en échec les membres du Congrès qui s'étaient prononcés pour la loi Taft-Hartley. Aussi bien le P.A.C. que la L.L.P.E. représentent une transition vers la formation d'un véritable parti travailliste national, mais une transition seulement. Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis a encore certaines illusions en ce qui concerne le rôle qu'il peut jouer tout en restant dans l'un ou l'autre des deux grands partis capitalistes du pays. Une grande illusion, partagée par une personnalité aussi avérée politiquement que Walter Reuther, de l'U.A.W., est qu'il est possible de mettre la main sur l'organisation politique du parti démocrate et d'en faire ainsi une organisation qui réponde aux besoins des travailleurs.

Une autre illusion, moins ambitieuse à vrai dire, et partagée par la plupart des dirigeants ouvriers, est que la pression exercée par le P.A.C. et la L.L.P.E. obligera les partis capitalistes à faire voter une législation favorable à la classe ouvrière.

Ces deux illusions recevront inévitablement un rude choc quand le Congrès actuel sera finalement mis à l'épreuve. En fait, le Congrès tel qu'il est constitué aujourd'hui, en dépit de la « victoire ouvrière », n'est pas tellement différent de celui qui l'a précédé. Tous les deux ans, un tiers seulement du Sénat est soumis à réélection, ce qui laisse pour les deux tiers sa composition inchangée par rapport aux deux années précédentes. S'il est vrai qu'un certain nombre de sénateurs Taft-Hartley ont été battus, les dispositions actuelles du Sénat doivent être jugées d'après la manœuvre victorieuse d'obstruction dirigée contre la prise en considération de la loi sur les Droits civils et d'après la nouvelle loi sur les loyers qui est une grande victoire pour les propriétaires fonciers, malgré tout ce qu'on en peut prétendre. Quant à la Chambre des Représentants, s'il est vrai que beaucoup de partisans de la loi Taft-Hartley ont été battus, un nombre plus élevé n'en a pas moins été réélu.

En outre, la coalition des Républicains et des Démocrates du Sud rend problématique la possibilité que la classe ouvrière soit satisfaite de ce qu'elle obtiendra de ce Congrès.

La question se pose : Alors, que va faire la classe ouvrière ? La réponse dépend de beaucoup de facteurs complexes :

A. — L'étendue de la désillusion ouvrière quant à l'activité du Congrès :

Comme on l'a dit plus haut, elle a des chances d'être très grande, particulièrement en ce qui concerne l'abrogation de la loi Taft-Hartley, la politique du logement et les mesures du bien-être social comme la santé publique.

B. — L'unité ouvrière :

Quelle que soit l'importance de la désillusion, un parti travailliste n'est pas possible sans la

fusion du C.I.O. et de l'A.F.L. en une seule grande centrale. Pour le moment, l'insistance de l'A.F.L. pour que le C.I.O. entre dans ses rangs sans être assuré des droits dont jouira le C.I.O. dans l'Union est le principal obstacle à l'unification. Un autre obstacle important est la question du pouvoir personnel auquel il faudra renoncer quand l'unité sera réalisée.

Certains facteurs contribuent à rendre l'unification plus facile qu'il y a quelques années :

- 1° L'effroyable perte de force du parti communiste dans le C.I.O. ces temps derniers ;
- 2° La désaffiliation du C.I.O. de la F.S.M. ;
- 3° La nécessité de faire face aux attaques des industriels, qui deviendront de plus en plus fortes (à condition que la préparation à la guerre ne s'accroisse pas considérablement au-dessus de ce qu'elle est aujourd'hui, ou que le plan Marshall ne soit pas institué à l'échelle mondiale).

C. — La situation économique :

La classe ouvrière des Etats-Unis sera touchée non seulement en ce qui concerne l'unité, mais aussi dans sa force propre actuelle.

En ce moment, les Etats-Unis subissent une dépression (qui n'est pas la même que la crise de 1929-1933). Elle est caractérisée par les traits suivants :

1° 3.500.000 chômeurs environ (en réalité 2.000.000 si l'on tient compte du chômage venant des conflits du travail) ;

2° Baisse de la production industrielle jusqu'à l'indice 189, depuis le point le plus élevé de 195 en novembre 1948 ;

3° Chute brusque des prix des denrées agricoles sur ceux de l'année dernière ;

4° Déclin plus lent mais continu de l'activité économique ;

5° Légère baisse du prix de la vie, non seulement affectant les prix de détail des denrées alimentaires, mais commençant à atteindre les articles de consommation semi-durables, tels que : frigidaires, machines à laver et, finalement, automobiles ;

6° Concurrence accrue et introduction de nouvelles machines pour abaisser le coût de la main-d'œuvre ;

7° Réduction de la marge de 50 % pour achat de marchandises par le Federal Reserve Board pour stimuler l'activité boursière. Jusqu'ici, cette mesure a eu peu d'effet ;

8° Commencement des fermetures de certaines aciéries et chômage dans les industries de base (pas très grand, et on ne pense pas que ce soit très important dans un proche avenir) ;

9° Augmentation des faillites mais pas sur une très grande échelle ;

10° Intérêt croissant, de la part des industriels, au programme de Truman pour le développement des régions coloniales du monde ;

11° Resserrement d'un milliard de dollars dans les crédits de consommation.

La période actuelle est caractérisée par un sentiment général d'incertitude, qui cependant n'est pas du pessimisme à l'égard de la situation économique immédiate du pays. Ce qui se produit actuellement est un ajustement des facteurs suivants :

1° Production agricole accrue en Europe, phénomène joint au manque de dollars, si bien que les Etats-Unis ne peuvent se débarrasser d'énormes surplus comme précédemment ;

2° Production nationale dépassant la demande effective. Les prix sont encore trop élevés par rapport aux salaires ;

3° Exportation en décroissance : phénomène

produit par la renaissance de l'industrie européenne, qui elle-même s'engage dans un effort pour exporter et en même temps essaie de limiter ses achats en dollars. Le commerce extérieur des E.-U. est en outre réduit en raison des restrictions d'importations adoptées par des pays non européens qui n'ont plus de réserve de dollars (pays de l'Amérique latine).

Cependant aucune crise grave n'est en vue pour les quelques années à venir :

1° Les industries de constructions ont des commandes pour environ 18 milliards de dollars (chiffre inférieur de 5 % seulement à celui de l'an dernier). Jusqu'ici aucune nouvelle réduction n'a été annoncée ;

2° Les commandes aux industries de guerre, dont le plein choc est encore à se faire sentir sur l'industrie américaine ;

3° Les exportations au titre du plan Marshall ;

4° Une forte cohésion ouvrière, qui, en résistant aux baisses de salaires, a un effet salutaire sur la production ;

5° Diverses lois d'assistance sociale, qui laissent quelque pouvoir d'achat aux mains des chômeurs ;

6° Pas de spéculation déchainée ;

7° Forte position en liquidités de la grosse industrie.

Cependant l'actuelle dépression produit un choc sur le mouvement ouvrier au moins dans deux sens :

1° Il ne réclame généralement pas de franches hausses de salaires, mais des avantages, comme un meilleur système de retraites industrielles, un salaire plus élevé, des congés payés, etc... ;

2° Il développe ses efforts d'organisation, surtout dans le Sud, pour faire face à la contre-attaque attendue des industriels dans la période de dépression.

Si l'attaque contre la classe ouvrière devient très violente, mais si en même temps l'effort d'organisation du C.I.O. et de l'A.F.L. est un succès satisfaisant, il y aura une tendance à la coopération plus étroite des deux grandes centrales américaines.

D. — *La situation internationale :*

Si la situation internationale devient plus tendue qu'elle n'est à présent, cela touchera naturellement l'économie intérieure du pays, en raison de l'augmentation de la production de guerre. Dans ce cas la pression contre la classe ouvrière — pression politique et économique — tendra à se relâcher. Il y aura une période de hausse des prix et — comme l'histoire du mouvement ouvrier le montre — une recrudescence du syndicalisme. L'attitude du C.I.O. et de l'A.F.L. dans la précédente période de hausse des prix et la croissance de la force du syndicalisme ne portent pas à croire qu'ils seraient très désireux de réaliser la fusion si une autre période de hausse des prix survenait.

E. — *Un plan Marshall mondial :*

Il est trop tôt pour qu'on puisse dire quel effet un plan Marshall mondial aurait sur le commerce et la politique internationaux. Il est vrai que les hommes d'affaires américains prennent un intérêt croissant à la proposition de Truman pour développer les territoires non exploités du monde. Jusqu'ici aucun plan défini n'a été dressé. Mais en cas de réalisation, cela pourrait stabiliser le capitalisme américain et avec lui le capitalisme européen pour beaucoup d'années à venir.

Si l'on prend les facteurs ci-dessus en con-

sidération : 1) désillusion de la « victoire ouvrière » à la dernière élection présidentielle ; 2) absence d'unité entre A.F.L. et C.I.O. ; 3) situation économique ; 4) en outre, considération de l'attitude de la classe ouvrière envers la politique dans le passé, il est douteux qu'un parti ouvrier national soit formé au moment des prochaines élections présidentielles. Ce qui est plus probable, c'est qu'une sérieuse inquiétude, à l'égard de la sagesse qu'il y a à rester à l'intérieur des deux grands partis capitalistes, s'emparera des dirigeants du mouvement ouvrier américain.

Mis à part l'augmentation de la tension internationale, la guerre ou un gigantesque plan Marshall universel, la période 1952-56 peut très bien être une période de véritable crise aux E.-U. Si cela se produisait, les conditions objectives dues à une autre crise, et en outre la désillusion des années précédentes forceront le mouvement syndical à examiner la question de la création d'un parti travailliste national plus sérieusement qu'à aucun moment de son histoire.

L'A.F.L. et le mouvement ouvrier international

L'attitude de l'A.F.L. à l'égard du mouvement ouvrier international peut être formulée très brièvement par une citation extraite de l'article : « Vers une coopération ouvrière internationale », de Matthew Woll dans l'« International Free Trade Union News », de juillet 1947 :

« ...On ne saurait assez insister sur le fait qu'une véritable coopération ouvrière internationale ne doit pas être sous la domination de ce qu'on appelle les grandes puissances. Nous sommes tout particulièrement opposés à la mainmise, sur quelque organisation ouvrière internationale que ce soit, du mouvement syndical de quelque grand pays ou bloc de pays que ce soit. Un mouvement syndical de bonne foi dans une petite nation doit avoir les mêmes droits et prérogatives que le mouvement syndical de la plus grande nation... Et dans les rangs de la classe ouvrière internationale il ne peut pas y avoir de citoyens de deuxième zone. Il faut donner aux mouvements syndicaux d'Italie, d'Allemagne et du Japon toutes les possibilités de se développer en tant que libres organisations ouvrières, et leur accorder des droits égaux dans les congrès de la classe ouvrière. »

Ce ne sont pas là des formules de style, destinées à être oubliées aussitôt prononcées. Parce qu'elle savait très bien que la F.S.M. était l'instrument de l'Union Soviétique, l'A.F.L. non seulement refusa de se joindre à cette organisation mais encore démasqua impitoyablement la F.S.M. toutes les fois que cette dernière, agissant pour le compte de la Russie, manqua à son devoir de protéger les intérêts des travailleurs. L'A.F.L. a rendu publics des faits tels que ceux-ci :

1° La F.S.M. n'a pas dit un mot au sujet de la destruction des droits des travailleurs et des normes du travail en Tchécoslovaquie et dans les pays balkaniques ;

2° Elle a uniformément soutenu la politique étrangère de l'Union Soviétique ;

3° Elle a tenté d'introduire le travail forcé en Allemagne.

L'A.F.L. prit une part active dans la campagne pour faire adopter par les Nations Unies un projet de Code International des Droits.

En donnant son plein appui au plan Marshall, l'A.F.L. a insisté pour que les droits du travail fussent garantis. En conséquence, elle a réclamé :

1° Des conditions décentes de logement et d'habitation, un pouvoir d'achat accru et une sécurité améliorée pour l'ensemble de la population ;

2° Une représentation adéquate de la classe ouvrière dans l'agencement, l'administration et l'application de l'É.R.P. ;

3° La garantie de la liberté de parole dans les discussions collectives.

L'A.F.L. a insisté également pour que les mouvements syndicaux d'Italie, d'Allemagne et du Japon non seulement revivent mais encore prennent une part active dans la tâche de guider ces pays vers l'établissement d'un mode de vie démocratique.

En Allemagne, par exemple, non contente d'insister pour que le peuple allemand soit autorisé, par le moyen d'une Assemblée constituante, à exercer un plein pouvoir pour déterminer les caractères de l'ordre économique, le régime de la propriété et les règlements correspondants, et régler démocratiquement toutes les conséquences capitales de la politique économique auxquelles le peuple allemand doit actuellement faire face, l'A.F.L. a également réclamé le développement de la libre discussion collective comme procédure de base des relations dans l'industrie. De même qu'elle a affirmé que « pour préparer l'établissement d'un gouvernement allemand démocratique, il est indispensable que le gouvernement militaire des trois zones occidentales restitue au véritable mouvement syndical libre tous les immeubles, équipements de bureau et avoirs qui lui ont été volés par le Front du Travail nazi ».

Le point de vue du C.I.O.

En raison de son adhésion à la F.S.M., jusqu'à une date récente le C.I.O. n'avait pas et ne pouvait pas avoir la même attitude que l'A.F.L. envers le mouvement ouvrier international. Tant qu'il resta membre de la F.S.M., il s'exposait aux mêmes attaques que l'A.F.L. portait contre la Fédération Syndicale Mondiale. Toutefois le C.I.O. a été et est encore aujourd'hui un ferme partisan du plan Marshall. Maintenant que le C.I.O. n'est plus membre de la F.S.M., sa politique internationale sera plus en harmonie avec sa position intérieure : une organisation vigoureuse et sincère luttant pour les intérêts de la classe ouvrière.

Le mouvement ouvrier et Wall Street

Les communistes ont proclamé à grands cris que le mouvement ouvrier américain, en appuyant le plan Marshall, est un agent de Wall Street. D'abord il serait bon d'examiner ce qu'ils entendent par Wall Street. Entendent-ils le Wall Street qui déversa des milliards de dollars américains à l'étranger, dans les années 20 à 30, sur l'Allemagne et l'Amérique latine ? Ce Wall Street ne finance pas le plan Marshall et ne tire pas de revenu des lancements d'emprunts, ni de profits d'investissements directs dans les pays du plan Marshall. Si par Wall Street on entend la grande industrie, alors les relations entre les forces de la grande industrie elle-même doivent être examinées de plus près. Pour cela il faut revenir en arrière à l'époque du président Roosevelt.

En 1937, à l'instigation du président Roosevelt, l'industrie américaine de l'acier, qui n'avait jamais pu être organisée avec succès par la classe ouvrière, reconnut brusquement le syndicat américain des travailleurs de l'acier (C.I.O.), sans qu'il y ait eu aucune grève. Cela voulait dire que l'industrie des biens d'équipement avait décidé de se conformer à la politique offensive du président Roosevelt à l'étranger, parce qu'elle amènerait un développement constant des conventions gouvernementales et aussi un élargissement des marchés pour les biens d'équipement dans les pays semi-coloniaux comme la Chine et l'Amérique latine. L'acier américain devait s'assurer la paix à l'intérieur en reconnaissant le syndicat de l'acier, pour tirer avantage de la politique étrangère de Roosevelt.

Un autre secteur de la grande industrie — les producteurs d'articles semi-durables, comme les automobiles — devinrent des ennemis politiques acharnés de Roosevelt parce qu'ils avaient peur des effets de la construction d'industries de base dans les pays semi-coloniaux sur leurs ventes futures à l'étranger. Ce groupe avait tendance à soutenir la politique isolationniste aux E.-U.

Cependant la menace de guerre et la guerre elle-même amenèrent un changement d'attitude de ce secteur de l'industrie à l'égard de la politique étrangère. Aujourd'hui la tension avec la Russie maintient encore le bon accord dans les rangs de la grande industrie en matière de politique étrangère. Mais néanmoins, du fait de la reconstruction de l'économie européenne, cette unité en matière de politique étrangère commence à subir des tiraillements tant économiquement que politiquement, et, abstraction faite de la tension avec la Russie, les divergences en politique étrangère dans un avenir assez proche deviendront plus grandes. Il y a, déjà, des protestations d'entreprises américaines (pas d'industries de base, cependant), prétendant, qu'à cause du plan Marshall les débouchés extérieurs se restreignent. La Convention d'organisation internationale du Commerce, que les E.-U. ont aidé à mettre sur pied, est très critiquée dans le monde industriel (pas de la part des industries de base).

Dans le proche avenir, quand le courant d'exportations de l'Europe — à la fois vers les E.-U. et en Europe même — aura fait de nouveaux progrès, il est plus que probable que les cris d'angoisse, de la part de certains secteurs de l'industrie américaine, augmenteront et qu'ils influenceront la politique étrangère américaine. Etant donné ce qui précède, l'affirmation que la classe ouvrière américaine est un instrument de la tendance impérialiste de Wall Street est ridicule.

Avec plus de raison, on peut affirmer ceci : l'industrie de base et le mouvement ouvrier sont en faveur du plan Marshall, mais les buts de la classe ouvrière et de l'industrie, en ce qui concerne le plan Marshall, ne coïncident pas sauf en ce qu'ils veulent mener à bonne fin la reconstruction de l'Europe et arrêter l'avance du communisme.

Cependant les industries de base visent à une économie européenne rétablie à leur propre image — une économie capitaliste. Le mouvement ouvrier américain désire une Europe dans laquelle la classe ouvrière jouera un rôle de premier plan ; ce qui est loin d'être ce que veut la grande industrie américaine. Par exemple, dans la question allemande, l'A.F.L. est opposée au contrôle international de la Ruhr, tandis que le gouvernement américain,

sous l'influence à la fois de ses propres industriels et de la France, consentait à installer une autorité internationale dans la Ruhr.

Le 2 mai 1948, le Comité des syndicats libres de l'A.F.L. présenta une déclaration au président Truman et au secrétaire d'Etat Marshall, déclaration que nous citons ci-dessous en partie : « L'erreur fatale de traiter l'Allemagne, qui est au cœur de l'Europe, comme une dépendance coloniale ou comme un ensemble de colonies camouflées, doit être abandonnée...

» Toute tentative pour démembrer l'Allemagne ou pour en soumettre certaines parties, comme la Ruhr, à de prétendues internationalisations, doit être abandonnée comme nuisible à l'établissement d'une démocratie allemande virile, à son intégration dans le front démocratique du continent, à sa capacité de jouer un rôle important dans la reconstruction de l'Europe. »

Significative, à l'égard de la propagande qui affirme que le mouvement ouvrier américain est un instrument de Wall Street et du Département d'Etat, est l'observation suivante faite par l'A.F.L. au sujet de la convention mettant sur pied une autorité internationale dans la Ruhr (« International Free Trade Union News », février 1949) : « ...La convention ne mentionne même pas la loi adoptée par le parlement de la Rhénanie-Westphalie, élu démocratiquement, en vertu de laquelle l'industrie de la Ruhr doit être transformée en un service public, propriété du peuple et administrée démocratiquement. Cette solution réglerait une fois pour toutes la question des anciens propriétaires nazis, mais sans doute ne satisferait pas ceux qui veulent imposer à la Ruhr une organisation de propriété « internationale » de type colonial. »

Il n'est guère probable que Wall Street veuille des « instruments » ainsi réalisés.

L'A.F.L. est en faveur d'une constitution allemande obtenue par les délibérations et le vote du peuple allemand, sans intervention des autorités occupantes.

Finalement, longtemps avant que la grande industrie américaine eût décidé d'écarter le plan Morgenthau (par peur de la Russie), l'A.F.L. était fortement opposée à une politique qui empêcherait le relèvement économique de l'Allemagne.

Le mouvement ouvrier et le stalinisme

La classe ouvrière américaine n'a pas toujours été unanime dans son opinion sur le problème communiste. Tandis que l'A.F.L. a toujours résisté énergiquement et avec succès à l'infiltration communiste dans ses rangs, ce n'est que récemment que le C.I.O. a pris une position ferme contre les machinations du parti communiste. C'est John Lewis lui-même, au temps où il était encore au C.I.O., qui fit le front unique avec les communistes, ce qui eut pour résultat qu'ils gagnèrent le contrôle du syndicat des ouvriers de l'Automobile il y a quelque dix ans. A la même époque, une clause des statuts des mineurs du charbon interdisait aux membres du P.C. d'avoir une fonction dans leur syndicat.

Le parti communiste put conquérir le contrôle de beaucoup des syndicats du C.I.O., en les colonisant à l'aide de quelques milliers de membres, à une époque où les syndicats industriels étaient au stade de leur formation,

et aussi à une époque où les autres organisations de gauche étaient trop faibles pour prendre avantage de la situation. De cette façon le P.C. se rendit maître de syndicats aussi puissants que le syndicat des travailleurs de l'Electricité et le syndicat des Marins, en plus, naturellement, des ouvriers de l'Automobile. En outre, dans les années de 30 à 40, le P.C. prit part à l'organisation des syndicats « à faux col », dans un temps où la petite bourgeoisie et les intellectuels étaient passés à la gauche.

La collaboration entre les dirigeants du C.I.O. et le P.C. fut longtemps, très étroite, parce que le P.C. était une très grande force dans le C.I.O., et par suite de la collaboration russo-américaine du 22 juin 1941 à la fin de la guerre.

Pendant cette période le P.C. réussit à obtenir des positions importantes dans les postes supérieurs du C.I.O.

Quoique Reuther, un anticommuniste, eût réussi à devenir président des ouvriers de l'Automobile quelques années auparavant, ce ne fut qu'au dernier congrès de ce syndicat qu'il put obtenir une majorité anticommuniste à la commission exécutive nationale.

Deux raisons expliquent la perte d'influence du P.C. dans le C.I.O. :

1° Une conscience de plus en plus claire de la part des ouvriers du rôle véritable des communistes dans le mouvement syndical ;

2° Le durcissement des relations entre les E.-U. et la Russie.

Curran, président du syndicat national des Marins, Quell, président du syndicat des Transports, qui tous deux avaient été de très proches collaborateurs des communistes, dont on les distinguait à peine, se retournèrent contre le parti. Leur action fut confirmée par les membres du syndicat. Actuellement, tandis que le P.C. contrôle encore les fonctions exécutives nationales du syndicat de l'Electricité, il commence à perdre d'importantes localités au profit des forces anticommunistes. Le P.C. reste encore puissant dans les syndicats « à faux col », qui cependant n'occupent pas une place importante dans l'économie américaine.

Voici deux symptômes récents de la perte de puissance du P.C. dans le C.I.O. :

1° Interdiction par la direction du C.I.O. de l'appui officiel de la candidature Wallace à la présidence de la part d'aucun des syndicats du C.I.O. (cette interdiction fut respectée par des syndicats contrôlés par le P.C.) ;

2° Liquidation du Conseil industriel de la Cité de New-York, contrôlé par le P.C., par le Conseil industriel de l'Etat de New-York.

La puissance des communistes dans l'A.F.L. est négligeable.

La position ouvrière en face de la guerre

La tension actuelle entre la Russie et les E.-U. a eu, bien entendu, des répercussions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement ouvrier, particulièrement dans le domaine des libertés civiles. Les forces réactionnaires américaines ont pris avantage des sentiments anticommunistes actuels pour faire voter de nouvelles lois et interpréter des lois anciennes de manière à mettre en danger sérieusement les droits garantis par la Constitution. Une mesure particulièrement brutale a été la publication d'une liste de prétendues organisations subversives (qui peuvent appartenir ou non au front communiste) ; le fait d'en être membre risque de faire perdre le droit à un poste de

fonctionnaire du gouvernement. Même l'association avec des membres de telles organisations met en danger le droit d'un fonctionnaire à garder son poste. Beaucoup d'employés fédéraux ont déjà perdu leur place parce qu'ils appartenaient à des organisations inscrites sur la liste des organisations subversives par l'Attorney general des E.-U. (N. d. T. = à peu près : Procureur général près de la Cour de cassation.). L'Etat de New-York vient de faire voter une loi qui licencie les enseignants qui sont reconnus membres des organisations enregistrées comme subversives par l'Attorney general.

De toute évidence, de telles lois sont un grand danger pour la démocratie, mais jusqu'ici le mouvement syndical en général n'a pas fait d'opposition à ces dangereux développements. Dans l'ensemble, ils font trop confiance à l'action du gouvernement pour éliminer la menace du communisme, procédé qui à la fin risque de se révéler très nuisible au mouvement syndical lui-même.

« Notre pays ne devrait pas perdre de temps à proclamer un soutien sans réserve de l'idée

d'un pacté de défense commune des nations libres d'Europe. Rien de plus efficace ne peut être fait pour refroidir l'ardeur d'expansion du Kremlin que l'assurance de l'Amérique aux peuples démocratiques que les E.-U. les aideront et les défendront au cas où l'un d'entre eux serait menacé d'agression. » (Extrait de : « Pour la Liberté, le Travail et la Paix », déclaration présentée par l'A.F.L. au président Truman et au secrétaire d'Etat Marshall le 26 mai 1948.)

Ainsi, presque une année entière avant la signature du pacte Atlantique, l'A.F.L. demandait qu'un tel engagement soit pris par le gouvernement américain.

Le C.I.O., au cours des discussions qui ont amené au pacte, ne fit aucune opposition.

Si le mouvement ouvrier américain avait l'impression que la Russie a entrepris une action agressive contre quelque nation que ce soit, il est de toute évidence qu'il soutiendrait le gouvernement américain dans toute mesure prise par le gouvernement des E.-U. contre l'Union Soviétique.

Frederick RANDOLPH.

Les forces de l'Armée Rouge

Les « Etudes Matérialistes » d'avril publient, d'un article de O'Dempsey, paru dans la revue socialiste mensuelle londonienne « Left » (« Gauche »), les importants renseignements suivants :

L'enrôlement des Asiatiques dans les armées russes est maintenant l'un des traits caractéristiques de la politique militaire russe. On sait que le Kremlin a fait, il y a quelque temps une étude comparée des ressources en hommes et en produits de la Russie d'Asie et de la Russie d'Europe. Cela est significatif, principalement peut-être pour ce qui touche le matériel humain. Staline et son entourage en sont venus à considérer le Russe asiatique comme le type idéal du soldat : un tueur parfait, fataliste, frugal, indifférent à la souffrance et à la mort, inaccessible au sentiment et aux émotions, et qui méprise les modes de vie et de penser européens. Primitif et brutal par nature, il n'a pas besoin d'être beaucoup poussé pour devenir féroce au combat. Tandis qu'au contraire, le Russe européen s'est adouci par son contact avec le « décadent » Occident.

Un nouvel élan a été donné à l'enrôlement des Asiatiques par le fait que la situation intérieure de la Russie d'Europe empire. Durant l'été 1947 le nombre de personnes détenues dans les camps de concentration était de 17 millions ; aujourd'hui, il est de 19 millions. Les causes de cet accroissement sont nombreuses. Il y a d'abord un mécontentement général parmi les travailleurs à la suite de l'abaissement du niveau de vie qui a suivi la dévaluation du rouble. En second lieu, il y a du mécontentement parmi les intellectuels, écrivains et artistes, qui provient de la politique instaurée par Jdanov, qui les oblige à suivre au doigt et à l'oeil la ligne du parti. Troisièmement, on constate un accroissement de la corruption dans les entreprises industrielles et agricoles. Quatrièmement, il faut noter le déplorable état des chemins de fer et autres moyens de communication, même autour de centres comme Moscou et Leningrad et comme dans la région industrielle de l'Oural. Enfin, attisant secrètement ces flammes plus ou moins vives du mécontentement, il y a les agents d'un mouvement anticommuniste largement répandu bien qu'assez mal organisé dont les dirigeants appartiennent principalement aux différents partis démocratiques, avec une petite poignée de monarchistes du vieux style...

Les plans comportent six théâtres d'opérations. Bien que contrôlés par un centre unique, ces théâtres d'opérations sont cependant indépendants les uns des autres, et chacun a ses propres centres de ravitaillement.

Le premier est celui de l'armée du Nord, avec quartier général à Leningrad et comme commandant en chef Vorochilov (né en 1881) ; son rayon d'action couvre l'ensemble de la Scandinavie. Au second est affecté l'armée de l'Europe centrale, avec quartier général à Minsk, et comme commandant en chef Rokossovsky (né en 1905), elle doit venir en aide aux armées russes d'occupation d'Allemagne et d'Autriche, son action doit s'étendre sur la totalité de l'Europe occidentale. En troisième lieu il y a l'armée de l'Ukraine et des Balkans, avec quartier général à Odessa, et ayant comme général en chef Joukov (né en 1895), elle est destinée à couvrir l'aile gauche de Rokossovsky et à opérer, avec l'aide des satellites, dans les Balkans et dans la région des Dardanelles, son objectif est Trieste. Quatrièmement, il y a l'armée du Caucase, avec quartier général à Tiflis, et comme commandant en chef l'Arménien Bagramyan (né en 1895). Cette armée a pour mission de couvrir les puits de pétrole de Bakou et elle serait en outre utilisée pour coopérer avec Joukov contre la Turquie dans les Dardanelles et à agir éventuellement à l'intérieur de l'Asie Mineure. La cinquième armée est l'armée d'Extrême-Orient, avec quartier général à Tchita, et Malinovsky comme commandant.

Dans l'ensemble, ces forces représentent quelque 212 divisions, dont chacune est forte d'un peu plus de 10.000 hommes. Il convient cependant d'avoir à l'esprit qu'une grande partie des unités de cette formidable force ne sont pas actuellement au complet et qu'il leur faudra six à huit semaines pour achever leur mobilisation.

La sixième armée d'opérations est composée de 16 divisions qui sont sous les ordres du ministre de l'Intérieur et qui sont organisées à la manière des anciennes troupes de choc allemandes, les SS. Il y a également une quinzaine de divisions sous le commandement du maréchal von Paulus, fortes chacune de 10.000 hommes.

Enfin, il y a en plusieurs pays la cinquième colonne, qui s'appelle maintenant la septième armée et qui est sous le commandement du lieutenant-général Fedor Artemovitch Kovpak, dont le second est le général yougoslave Kosta Nagy.

Situation au point de vue pétrole :

Les Etats-Unis (y compris le Venezuela et l'Iran) disposent environ de 75 % de la production mondiale.

La Russie (y compris la Roumanie) dispose environ de 25 % de la production mondiale.

En 1945, l'aviation allemande (inférieure à nulle autre) dut rester au sol par manque de carburant.

Dans la tradition de Zimmerwald

Il nous est souvent difficile de répondre à l'appel de « nos jeunes » qui voudraient que notre action s'exerçât hors des colonnes de notre revue. Que chacun d'entre nous accomplisse son devoir de militant à la place qu'il a choisie ou que le sort a choisie pour lui; que la R.P. éclaire ce devoir et en renforce la volonté d'accomplissement, ce n'est pas une raison suffisante pour nous « engager » collectivement, ce qui nous obligerait à subordonner notre « coopérative intellectuelle » aux nécessités de la propagande. Elever une tribune où l'on peut dire « tout ce qu'il faut dire », c'est la justification de la publication de la R.P. Même si c'est inopportun, déconcertant, décourageant. L'engagement collectif suppose au contraire un choix de vérités bonnes à dire actuellement... Encore s'agit-il plus souvent d'affirmations que de vérités!

Mais nos jeunes n'ont pas tort de bousculer notre prudence. Ils sentent — peut-être mieux que nous — tout ce que la R.P. représente et qu'elle est seule à représenter. Il faudra tout de même penser sérieusement au « mouvement » par lequel s'exprimera le groupement réalisé autour de la R.P. Et l'organiser pratiquement. En attendant, on comprendrait mal notre silence, lorsque de graves questions sont posées brutalement devant l'opinion publique, dans l'intervalle de deux numéros de notre revue.

La R.P. doit se faire entendre. Même si cela irrite les susceptibilités de certains d'entre nous. Même si nous imposons notre présence à certains que notre compagnie gêne quelque peu...

Le rassemblement organisé le 30 avril par le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, sous le titre de **Journée Internationale de Résistance à la Dictature et à la Guerre** répondait trop à nos préoccupations dominantes pour nous laisser indifférents et passifs. Nous pouvions, en principe, nous y exprimer librement. On a pu lire, dans la page de « Franc-Tireur », du 29 avril 1949, consacrée à la préparation de cette journée, le schéma de l'intervention que nous aurions volontiers développée, le 30 avril, à la tribune de la Sorbonne ou à celle du vélodrome d'Hiver. Personne cependant n'aurait été plus qualifié que Pierre Monatte — l'homme du syndicalisme de 1906, celui qui brisa le premier publiquement, en 1914, avec la politique de guerre et d'Union Sacrée — pour représenter la résistance syndicaliste à la Dictature et à la Guerre.

LA LUEUR DANS LA NUIT DE 1915

Nous avons cependant annoncé notre adhésion sous le titre: « **Dans la tradition de Zimmerwald** ». Sans doute, pouvions-nous choisir d'autres souvenirs dans l'héritage du syndicalisme révolutionnaire, pour qui la lutte contre la guerre et la dictature s'est toujours imposée comme une nécessité vitale, comme la condition essentielle de son existence et de son développement. Sans doute, le syndicalisme révolutionnaire n'a-t-il pas dominé à Zimmerwald. Mais ce nom représente pour nous une étape capitale dans l'histoire du mouvement ouvrier international. C'est certainement le mépris de l'esprit de la Charte d'Amiens qui explique la décadence du syndicalisme français. C'est l'oubli, l'ignorance et le mépris de l'esprit de Zim-

merwald qui explique les défaites successives du prolétariat international.

Est-ce la Révolution russe de 1917 qui a provoqué la naissance de la Troisième Internationale: de l'Internationale Communiste? Il est vrai que celle-ci a été fondée à Moscou, en 1919 — que c'est bien l'extraordinaire prestige du bolchevisme triomphant, dont l'isolement même favorisait la légende, qui a bousculé les états-majors socialistes et dissocié les cadres de l'Internationale ouvrière. Mais il en fut du « miracle russe » comme de la « Révélation » chrétienne et de la Réforme luthérienne. Il était attendu et espéré depuis le déchaînement de la guerre de 1914, par ceux qui avaient déjà réalisé, en esprit, la cassure qu'il a réalisée dans les faits.

Tandis que les dirigeants de tous les partis socialistes et des centrales syndicales des pays belligérants — à l'exception des organisations italiennes — s'engluaient dans la politique de guerre et d'union sacrée, des minorités composées de militants d'écoles diverses se durcissaient dans une opposition de plus en plus intransigeante et tentaient de se grouper par delà les frontières. C'est ainsi que se réunirent en Suisse les conférences de Zimmerwald, en 1915, et de Kienthal, en 1916.

La France fut représentée à Zimmerwald par deux syndicalistes: Merrheim, le secrétaire de la Fédération des Métaux, et Bourderon, le secrétaire de la Fédération du Tonneau — et à Kienthal par trois députés socialistes: Pierre Brizon, Alexandre Blanc et Raffin-Dugens.

A Zimmerwald, les Français rencontrèrent le député socialiste allemand Ledebour — de la fraction qui avait rompu en fait avec la social-démocratie officielle (les prisons du Kaiser retenaient Liebknecht et Rosa Luxembourg). Les Russes, tous pros crits, se divisaient en bolcheviks, autour de Lénine, et en mencheviks, autour de Martov.

Cette minorité internationale n'était pas homogène quant à ses origines. Il y avait loin de Merrheim — l'un des défenseurs de la Charte d'Amiens — à Lénine qui avait déjà opposé sa théorie des « révolutionnaires professionnels » à la « spontanéité » du mouvement ouvrier. Mais il s'agissait bien de querelles doctrinales. Un conflit plus significatif qu'on ne l'a jugé à l'époque, et dans les années qui suivirent, opposa deux conceptions de l'action ouvrière immédiate.

Pour Merrheim et Ledebour, qui entraînaient la majorité de la conférence, la tâche essentielle c'était le rétablissement de la paix, sans vainqueurs ni vaincus, sans annexions ni indemnités.

Lénine exprimait, au contraire, tous les espoirs révolutionnaires que la guerre favorisait. La paix n'était pas un but, mais un mot d'ordre, par lequel on soulèverait les travailleurs. Il ne s'agissait pas de rêver d'une paix blanche, qui laisserait les Etats rivaux, intacts, quoique affaiblis — mais de profiter de la défaite militaire d'un Etat — même d'y contribuer — pour s'emparer du pouvoir politique et exercer sur les vainqueurs une pression irrésistible. Une série de soulèvements successifs et non simultanés aboutiraient au triomphe de la révolution prolétarienne. Il faudrait sauter sur l'événement favorable.

Dans l'esprit de Lénine, la Troisième Internationale se dressait déjà par la scission définitive avec

ceux qu'il traitait, d'un égal mépris, de « social-pacifistes » et de « social-pacifistes ».

LE TOURNANT DECISIF DE LA GUERRE

Personne ne retient plus aujourd'hui l'hypothèse d'une machination allemande portant les bolcheviks au pouvoir. Lénine, comme tous les observateurs sérieux du phénomène russe, savait déjà, en 1915, que la bureaucratie tzariste, incapable ou corrompue, ne résisterait pas à l'usure d'opérations militaires longues, coûteuses et malheureuses. De la chute du tzar, en mars 1917, aux événements d'octobre 1917, ce fut une sorte d'interrègne marqué par la débandade de l'armée et la faiblesse d'une bourgeoisie intellectuelle sans base économique. Déjà les Soviétiques — conseils d'ouvriers et de soldats — création de la Révolution de 1905, que les bolcheviks ne dominaient pas encore, étaient acquis, dans leur immense majorité, à l'idée de la paix, pour laquelle les paysans mobilisés votaient « avec leurs jambes » (selon la pittoresque expression de Lénine), en abandonnant spontanément le front des armées. Les différents partis socialistes, tiraillés entre la volonté populaire, leurs velléités de résistance à l'impérialisme allemand, leur désir de ne pas rompre avec les nations démocratiques occidentales, s'accrochèrent à l'espoir d'une action concordante du socialisme européen. Sous leur pression, les partis socialistes de France et d'Allemagne acceptèrent de se rencontrer dans une conférence internationale à Stockholm — initiative qui se heurta aux interdictions gouvernementales et n'aboutit pas.

Lénine n'attendait plus rien ni de la démocratie occidentale, ni d'une Internationale divisée en fractions belligérantes, ni d'un pacifisme velléitaire aux bélemements inoffensifs.

Grouper les masses populaires sur le mot d'ordre de paix immédiate — dont la résonance fut amplifiée par celui de la terre aux paysans — s'emparer de « la majorité décisive aux points décisifs », conquérir le pouvoir, signer la paix avec l'Allemagne, « céder de l'espace pour gagner du temps » — tel fut le programme qu'il proposa et imposa à son parti et dont il dirigea la réalisation avec une sûreté implacable, aidé par le prodigieux génie d'organisation et la volonté surhumaine de Léon Trotski.

L'élan vers la paix provoquant la révolution — la révolution mettant fin immédiatement à la guerre étrangère — Lénine tenait la promesse formulée à Zimmerwald. Il n'était guère possible, en 1917, d'appliquer en France et en Allemagne son programme révolutionnaire. Mais la classe ouvrière ne pouvait-elle imposer l'application du programme pacifiste de la majorité de Zimmerwald ?

Des deux côtés du Rhin, des hommes d'Etat clairvoyants songeaient à une solution diplomatique du conflit. Peut-être aurait-il suffi, pour imposer celle-ci, d'un mouvement populaire parti des armées ! Les intrigues de Briand, les projets de Caillaux, les mutineries militaires et les grandes grèves de Paris et de Saint-Etienne, toutes ces manifestations apparaissent aujourd'hui comme les syndromes d'une crise qui marqua le tournant décisif de la guerre. Il est hors de doute que la pression des impérialistes anglais et des capitalistes américains s'exerça dans le sens du « jusqu'au-boutisme ».

Depuis le 2 avril 1917, les Etats-Unis étaient entrés officiellement en guerre. Clemenceau — dont le jacobinisme servit souvent la politique britannique — prenait le pouvoir, en novembre 1917, terrorisait les pacifistes bourgeois par l'inculpation de Caillaux et organisait contre les militants zimmerwaldiens une répression d'autant plus efficace qu'elle était plus spectaculaire.

Ce fut la deuxième grande défaite du pacifisme.

Les historiens soulignent la gravité de la paix de Brest-Litovsk qui, en 1918, mit fin aux hostilités entre la Russie et l'Allemagne et ne mentionnent guère l'appel lancé préalablement par les Soviétiques à tous les peuples « pour une paix sans annexions ni indemnités ».

Simple mot d'ordre d'agitation ? Peut-être ! Mais qui représentait l'ultime chance d'une paix sans vainqueurs ni vaincus, avant le choc final. L'état-major allemand lança dans une suprême offensive des armées grossies par les troupes libérées à l'Est, quelque peu ébranlées dans leur moral par le spectacle de la fuite vers la paix et vers la terre des moujiks révoltés. Dans Paris bombardé et menacé, l'inquiétude regroupa, pendant quelques jours, les partisans de la paix blanche. Mais l'intervention américaine atteignait son plein effet et rompit l'équilibre au profit de l'Entente.

LA DOUBLE DEFAITE DU PROLETARIAT INTERNATIONAL

Le dernier mot n'était pas dit. Une dernière chance s'offrait aux pacifistes : celle de liquider la politique de guerre, sous le signe de la paix et non de la victoire. Les dirigeants américains et anglais, ayant atteint leur but : la défaite et l'écroulement de l'impérialisme allemand, inclinaient simplement à rétablir « l'équilibre européen ». On avait même constaté quelque analogie entre la déclaration en quatorze points du président Wilson et le programme de la majorité de Zimmerwald. L'atmosphère semblait donc favorable à un grand mouvement populaire pour la conclusion d'une paix équitable, qui soit autre chose que la loi du vainqueur. On se contenta d'exprimer à Wilson une confiance bruyante et peu clairvoyante. Car une double défaite termina la carrière du puritain démocrate. Le traité de Versailles consacra le reniement des idées wilsoniennes. Le brutal désaveu du peuple des Etats-Unis liquida la politique wilsonienne.

On avait posé le dilemme : Wilson ou Lénine. Celui-là éliminé, il ne restait que celui-ci, c'est-à-dire la solution révolutionnaire.

Déjà, le Comité pour la reprise des relations internationales — fondé pour la diffusion des idées de Zimmerwald — amputé sur sa droite des dirigeants de la Fédération des Métaux et sur sa gauche des éléments anarchistes qui fondèrent le Comité de défense syndicaliste, s'orientait nettement vers le bolchevisme et prit naturellement, en 1919, le titre de « Comité de la III^e Internationale ». La minorité de la C.G.T., abandonnée par Merrheim, en 1917, et par Dumoulin, en 1918, attendit pour reprendre son élan et regrouper ses forces, la démobilisation et le retour de Monatte.

Tout était-il possible à cette époque ? La vision de Lénine d'une Europe s'embrasant, par vagues successives et rapides, ne procédait-elle pas d'une logique mécanique ? C'était la vacance du pouvoir en Russie qui avait déterminé la Révolution bolcheviste. En France et en Allemagne, les institutions subsistaient. Et ne s'illusionnait-on pas sur le dynamisme des travailleurs démobilisés ? En Allemagne, la démobilisation fut brutale et souvent spontanée. En France, elle se prolongea pendant toute l'année 1919. Ce qui explique sans doute les journées spartakistes de Berlin de janvier 1919 et l'ampleur à Paris du Premier Mai 1919. Mais, pour la majorité des démobilisés, s'agissait-il d'autre chose que d'une gesticulation désordonnée après le cauchemar et ne désirait-on pas surtout le repos dans la sécurité ? Si violente que fut l'opposition à la politique de guerre, elle groupait une cohorte aux aspirations vagues, et non une classe sociale, consciente de sa mission et de sa puissance. Le sanglant échec de la Révolution en Allemagne, l'avortement du mouvement en France s'ex-

pliquent aussi bien par des causes objectives que subjectives.

Les deux idées-forces de Zimmerwald : la paix immédiate et la révolution prolétarienne n'avaient donc, en fin de compte, triomphé qu'en Russie, par une conjonction unique dans l'histoire.

A l'Occident, les forces populaires pacifistes et révolutionnaires subissaient une double défaite qui provoqua la dispersion et la débandade. Défaite dont nous subissons encore les effets. On relirait avec profit à ce sujet le discours de Monatte au congrès confédéral de Lyon, en 1919. La liquidation de la politique de guerre et d'Union sacrée s'imposait comme condition essentielle de toute action révolutionnaire. Pour s'en être révélée incapable, la classe ouvrière française a subi Versailles... c'est-à-dire la première cause (non la seule) de l'hitlérisme. Et l'isolement de la Révolution russe explique la dégénérescence du bolchevisme et le triomphe de Staline.

L'ESPRIT QUI NOUS ANIME

Evoquer Zimmerwald, ce n'est pas seulement s'attendrir sur un passé révolu. En 1936, nous osions encore poser la question en ces termes : **Moscou, Genève ou Zimmerwald** — c'est-à-dire que nous demandions aux militants ouvriers de constater la faillite des espoirs exprimés par les deux premiers termes. L'espoir d'un Etat ouvrier au service de l'Internationale ouvrière — nous n'avions plus qu'une phalange internationale au service d'un Etat bureaucratique. L'espoir d'une paix, d'où serait exclue la notion de vainqueurs et de vaincus, basée sur le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes et sur l'égalité des droits de tous les Etats. Nous proposons donc de retourner à Zimmerwald — c'est-à-dire à la reconstitution d'une Internationale ouvrière marquant une **rupture totale** avec les pouvoirs établis.

Nous avons progressé en treize ans. Le régime stalinien n'est plus seulement la dégénérescence, mais la négation de tout ce que Moscou représentait, en 1919. L'O.N.U. est beaucoup plus éloignée que la Société des Nations des rêves genevois. Raison de plus pour maintenir l'esprit de Zimmerwald.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de discuter un programme pratique, immédiat. On comprend que d'aucuns soient impatients d'écarter les menaces actuelles. Nous pouvons individuellement prendre parti sur le plan Marshall, le pacte Atlantique, comme nous débattons de Munich, en 1938. Comme il est normal que les militants ouvriers s'inquiètent des salaires, des conventions collectives, des conditions de l'action syndicale. Nous entendons les camarades qualifiés qui nous démontrent docilement l'archaïsme de nos formules. Nous avons déjà entendu des théories savantes, successives et contradictoires qui ont justifié toutes les déviations, les reniements et les violences, et n'ont jamais rien expliqué, ni prévu. Nous entendons aussi ceux qui nous affirment — et nous les approuvons — que le destin du monde est actuellement dominé par le conflit U.R.S.S.-U.S.A. Nous examinerons, avec quelque hardiesse, toutes ces questions.

Mais ce qui nous importe, c'est d'orienter notre effort et de justifier l'existence de notre groupe. Si nous croyons encore en la révolution prolétarienne, c'est l'esprit du syndicalisme de 1906 et l'esprit de Zimmerwald qui doivent déterminer notre action nationale et internationale, c'est-à-dire la prévision d'une classe ouvrière opposant ses propres institutions à celles de la bourgeoisie et de l'Etat — c'est-à-dire la prévision d'une Internationale ouvrière s'opposant à la politique de tous les Etats.

Roger HAGNAUER.

« Faites un roi, morbleu !... »

Conseil aux Belges

Depuis que leur sol est libéré de l'occupation étrangère, les Belges n'ont plus de roi chez eux, tout juste un « régent » ! En ce moment, où il est question de rappeler le roi, nous ne pouvons que leur recommander le conseil que leur donnaît Béranger en 1831, alors qu'après s'être séparés violemment de la Hollande, ils hésitaient entre la république et la monarchie.

(Air de la République)

*Finissez-en, nos frères de Belgique,
Faites un roi, morbleu ! finissez-en :
Depuis huit mois, vos airs de république
Donnent la fièvre à tout bon courtisan.
D'un roi toujours la matière se trouve :
C'est Jean, c'est Paul, c'est mon voisin, c'est moi.*

*Tout œuf royal éclôt sans qu'on le couve.
Faites un roi, morbleu ! faites un roi :
Faites un roi, faites un roi.*

*Quels biens sur vous un prince va répandre !
D'abord viendra l'étiquette aux grands airs ;
Puis des cordons et des croix à revendre ;
Puis ducs, marquis, comtes, barons et pairs ;
Puis un beau trône, en or, en soie, en nacre,
Dont le coussin prête à plus d'un émoi.
S'il plaît au ciel, vous aurez même un sacre.
Faites un roi, morbleu ! faites un roi :
Faites un roi, faites un roi.*

*Puis vous aurez baisemains et parades,
Discours et vers, feux d'artifice et fleurs ;
Puis force gens qui se disent malades
Dès qu'un bobo cause au roi des douleurs.
Bonnet de pauvre et royal diadème
Ont leur vermine : un dieu fit cette loi.
Les courtisans rongent l'orgueil suprême.
Faites un roi, morbleu ! faites un roi :
Faites un roi, faites un roi.*

*Chez vous pleuvront laquais de toute sorte,
Juges, préfets, gendarmes, espions ;
Nombreux soldats pour leur prêter main forte ;
Joie à brûler un cent de lampions.
Vient le budget ! nourrir Athènes et Sparte
Eût, en vingt ans, moins coûté, sur ma foi.
L'ogre a diné : peuples, payez la carte.
Faites un roi, morbleu ! faites un roi :
Faites un roi, faites un roi.*

*Mais, quoi ! je raille ; on le sait bien en France :
J'y suis du trône un des chauds partisans.
D'ailleurs l'histoire a répondu d'avance :
Nous n'y voyons que princes bienfaisants.
Pères du peuple, ils le font pâmer d'aise ;
Plus il s'instruit, moins ils en ont d'effroi,
Au bon Henri succéda Louis XIII (1).
Faites un roi, morbleu ! faites un roi :
Faites un roi, faites un roi.*

BERANGER.

(1) Il s'agit là, évidemment, d'une évocation — discrète — du régicide. (N.D.L.R.)

La renaissance du syndicalisme

Dans le Syndicat national des Instituteurs

Préparons le Congrès de Mulhouse

Trois questions d'orientation syndicale sont à l'ordre du jour de ce congrès (examen de la situation générale, réformes de la structure syndicale, conditions de l'unité).

La section de la Loire demandera au congrès national de Mulhouse d'affirmer, à leur propos, sa fidélité à la motion générale d'orientation des congrès de mars 1948 F.E.N. et S.N.I., de l'adapter aux circonstances immédiates ; d'en préciser les modalités de mise en application pratique ;

Elle propose, dès à présent, à tous ceux, militants ou sections, qui sont d'accord sur ce programme : un cadre général pour une résolution claire.

Et, à ce propos, elle déclare :

Un sourd malaise sévit dans l'ensemble de notre Syndicat national autonome. Depuis mars 1948, le principe dit de la double affiliation, l'une des rançons à peu près inévitables de la non moins inévitable autonomie, permet aux camarades amis de la C.G.T. de développer avec une grande continuité de vue, qui pourrait servir de leçon à certains, leur propagande sur deux fronts : à l'intérieur et à l'extérieur et d'affirmer en fait publiquement et constamment les positions de leur tendance avec le maximum d'efficacité.

A cette activité qui mérite certes l'hommage dû à tout adversaire de tendance conséquent, nous ne trouvons pas de contre-partie suffisante. Ce n'est pas la lecture de notre « Ecole Libératrice » qui peut réveiller notre enthousiasme à ce propos.

Les camarades F.O. qui jugent la défense du syndicat autonome insuffisante en face de l'activité cégétiste, commencent à utiliser pour leur propre compte le principe de la double affiliation pour mener eux aussi le combat à l'intérieur et à l'extérieur.

Un résultat paradoxal de cet état de chose c'est que les autonomistes conséquents, ceux qui sont restés fidèles au sens syndical et ouvrier, de la décision d'autonomie de mars 48, sont les seuls à ne pouvoir profiter des possibilités et de l'efficacité d'une propagande à la fois intérieure et extérieure.

Il serait mieux de dire qu'ils ne profitent ni des possibilités de la propagande intérieure si ses possibilités de la propagande extérieure mais c'est là une autre histoire.

Nous ne la soulèverons pas ailleurs que dans les organes spécifiques du syndicalisme enseignant autonome.

Toutefois, nous disons tout de suite que nous n'accepterons pas toujours que notre fidélité à une discipline à sens unique soit un handicap pour notre défense des conceptions de la majorité du congrès de mars 1948.

Nous n'accepterons pas toujours qu'elle nous mette à la merci d'une stratégie dont le but essentiel est d'empêcher la motion de la majorité de sortir des cartons où elle dort.

Quelles idées guident notre action ?

Nous nous proposons d'affirmer la nécessité de faire renaître l'esprit et prolonger l'action du syndicalisme universitaire tel qu'il se manifestait dans son originalité créatrice et révolutionnaire à travers les manifestes de ses pionniers d'avant 1914, à travers les congrès des Fédérations de l'Enseignement et du Syndicat national de 1919 à 1939. Ce redressement, auquel nous voulons consacrer toutes nos forces, a été déjà amorcé par l'adoption d'une motion d'orientation qui, approuvée par l'immense majorité de l'En-

seignement, votée par le Congrès de Pâques 1948 (E.L. 1948, n° 24, page 277) donnait à la décision d'autonomie son sens syndical, ses armes de défense et d'action, ses possibilités progressistes.

Nous en appelons pour le respect de cette motion et l'application de ce programme, à toutes les sections qui n'admettent pas son enterrement, à tous les militants, même minoritaires dans leur section, pour qu'ils en prennent vigoureusement la défense dans leurs assemblées générales départementales, en vue du congrès de Mulhouse.

Tous les syndicalistes enseignants, qui n'ont pas rejeté ce programme après son adoption, ceux qui ne l'ont pas décrété inapplicable après coup et sans avoir tenté de l'appliquer, ceux qui ne le combattent pas à l'heure actuelle après l'avoir admis, en se prétendant, ce faisant, plus « majoritaires » que la majorité qui l'a fait sien, tous ces syndicalistes, disons-nous, qu'ils appartiennent à la fraction la plus active de l'ancienne majorité d'avant guerre, qu'ils soient des amis de « l'Ecole Emancipée », de la « Révolution prolétarienne », de l'ex « Action Syndicaliste », de « l'Unité Syndicaliste » ou qu'ils sympathisent avec les groupements libertaires, pourvu qu'ils soient disciplinés dans la corporation et le Syndicat autonome des Instituteurs ne peuvent qu'affirmer leur fidélité à ce programme.

Partisans, dans son cadre, de la reconstitution de l'unité syndicale dans l'indépendance totale du syndicalisme à l'égard de tous les partis, sectes ou gouvernements, nous n'entendons pas subordonner au seul problème tactique d'orientation du choix d'une centrale l'exécution du programme qui rassemble en 48 la majorité de notre syndicat, — que l'on souhaite la lutte minoritaire ouvrière dans la C.G.T., dans la C.G.T.F.O., ou avec la C.N.T. que l'on n'aperçoive pas actuellement d'autre solution que le maintien de l'autonomie, il reste que la participation prévue de notre syndicat autonome à la renaissance du syndicalisme ouvrier et du syndicalisme universitaire suppose le maintien de l'accord de tous les syndicalistes enseignants pour une action vigilante, concertée et tenace dans le sens que nous fixons ici, dans le sens qu'un congrès a déjà fixé, à contre-sens de tous ceux qui s'opposent aux décisions de ce congrès.

Nous pensons que cette détermination est grave. Ou le congrès de Mulhouse va reprendre à son compte la motion générale d'orientation de mars 48 et par conséquent exiger qu'on l'applique, faire preuve de volonté constructive, de continuité de vue, et rester fidèle au sens donné clairement par la majorité des syndiqués, après le referendum, à la décision d'autonomie.

Ou bien le congrès de Mulhouse va abandonner la position doctrinale donnée à la décision d'autonomie et qui a permis son adoption, démontrer que les décisions de ce congrès sont sans valeur, frapper d'inutilité ses propres assises par conséquent et accepter d'affirmer qu'il est normal d'avoir tourné le dos au congrès précédent, comme il sera normal aussi bien, pourquoi pas ? dans le scepticisme et le doute ainsi sans cesse amplifiés, de tourner le dos après le congrès de Mulhouse, aux décisions qu'il prendra.

C'est de cette ornière que nous voulons sortir ; que tous ceux, militants ou sections qui sont d'accord avec nous, nous le fassent savoir.

Objetif essentiel : Après chaque congrès, notre Syndicat national, profondément attaché à sa tradition démocratique doit mettre tout en œuvre pour appliquer au maximum les décisions prises.

A propos des conditions de l'unité

I. — FIDELITE A LA MOTION DE MARS 48

Nous considérons que la motion générale d'orientation des congrès de mars F.E.N. et S.N.I. exprimait le sens syndical que les enseignants syndiqués entendaient donner à leur décision d'autonomie lors du referendum national.

L'autonomie ne signifiait pas pour eux l'isolement préjudiciable à la longue, même à leurs possibilités revendicatives corporatives, mais le moyen de maintenir le contact entre tous les travailleurs et d'essayer de reconstituer leur unité...

...avec la même passion, les mêmes efforts incessants et parfois désespérés qu'avaient mis leurs aînés à la réaliser.

Le congrès du Syndicat national des Instituteurs, réuni à Mulhouse en juillet 1949, affirme sa fidélité intégrale à la motion générale d'orientation des congrès de mars 1948 F.E.N. et S.N.I. qui exprime son opinion sur les conditions de l'unité d'action d'abord, de l'unité syndicale ensuite.

II. — CONDITIONS DE L'UNITE D'ACTION

Elles ont trait à trois questions essentielles :

- 1) Le problème de la structure syndicale ;
- 2) Le programme revendicatif minimum ;
- 3) La lutte contre la guerre.

III. — RAPPEL DE LA MOTION DE MARS 48

A leur propos le congrès rappelle les termes de la motion de mars 48.

1. — Propositions de réformes de structure assurant une pleine démocratie.

(Motion d'orientation : L'Ecole Libératrice du 8 avril 1948, page 277, colonne 3).

— Election à bulletin secret par tous les syndiqués de base de tous les responsables syndicaux.

— Election à la représentation proportionnelle des organismes administratifs et homogénéité des organismes d'exécution.

— Possibilité pour toutes les listes de faire connaître leur programme un mois avant les élections par une publicité égale.

— Révocabilité à tout instant des responsables et leur non-rééligibilité après une période de cinq années.

— Interdiction du cumul des fonctions politiques et syndicales.

— Indépendance syndicale, etc...

2. — Programme revendicatif minimum.

- 1) Minimum vital ;
- 2) Suppression des zones de salaire ;
- 3) Echelle mobile, ou volant mobile ;
- 4) Contrôle ouvrier et participation à la gestion ;
- 5) Défense laïque ;
- 6) Défense républicaine.

3. — Lutte contre la guerre.

- 1) Protestation contre les guerres coloniales actuelles ;
- 2) Réduction massive des crédits militaires ;
- 3) Opposition à la politique dite des « blocs » ;
- 4) Internationalisme ouvrier.

IV. — POLITIQUE SYNDICALE

1. — Sur le plan syndical intérieur

1°) Actualisation des revendications essentielles prévues dans la motion de mars 48.

2°) Création et animation, sur les bases de ces revendications, de comités permanents de liaison inter-syndicale groupant des organisations ayant seules pouvoir de décision, et à titre de sympathisants, avec voix consultative seulement, des groupes de tendances et des cercles d'études (Unité Syndicale, Révolution prolétarienne, Ecole Emancipée).

3°) Création et animation de cartels d'unité d'action et de propagande, épisodiques, élaborés dans les comités permanents de liaison inter-syndicale ci-dessus définis.

4°) Mise à l'étude par ces cartels d'unité d'action de l'unité d'action en bloc, dans les circonstances où elle est souhaitable et possible, avec la C.G.T.

2. — Sur le plan international et de la lutte contre la guerre

1°) Le congrès différencie nettement le pacifisme sentimental, philosophique ou éducatif de l'internationalisme ouvrier.

2°) Il propose que le syndicat participe à toute campagne effective orale, ou écrite, par voix de meetings ou de pétitions dont il peut admettre les termes, contre toute guerre en cours, mais en visant à développer à travers ces campagnes la popularisation des mots d'ordre, de boycottage et d'action directe spécifiquement ouvriers.

3°) Il propose que le syndicat participe, s'il ne peut en prendre lui-même l'initiative, à tout congrès mondial de lutte contre la guerre, où l'expression de ses propres mots d'ordre sera autorisée et, où la démocratie sera suffisante.

4°) Il propose que le syndicat lutte pour qu'en de tels congrès, les personnalités sans mandat, quelle que soit leur notoriété scientifique, artistique ou politique, n'aient que voix consultative si elles ne représentent ni organisation ni groupement.

Toutefois, il est naturel que leur soit permise la participation à la vie des organismes réguliers issus de ces congrès, si elles sont mandatées pour cela par les congrès eux-mêmes.

5°) Dans tout rassemblement contre la guerre, le congrès propose que le syndicat multiplie les contacts et lutte pour la construction d'une internationale syndicale indépendante, démocratique et d'abord pluraliste (compte tenu de la situation actuelle) comprenant les secrétariats professionnels internationaux et les organisations syndicales libres de tous les pays, quelles que soient leur étiquettes nationales, sans aucun préjudice de l'action syndicale spécifique qu'il peut amener en dehors de tout rassemblement hybride.

V. — COMITE PERMANENT (1) DES QUESTIONS SOCIALES ET INTERNATIONALES

a) Propagande générale intérieure et extérieure autour de la position sociale de notre syndicat ;

b) Doctrine générale du syndicalisme de démocratie et de liberté, de son combat et de ses perspectives, sur les bases de la motion présente.

Nous demandons aux secrétaires de sections S.N.I., aux militants minoritaires dans leurs sections qui veulent nous aider à défendre ces points de vue au congrès de Mulhouse, de nous proposer dès à présent les motions correspondantes de leurs départements ou les motions qu'ils se proposent d'y défendre, même si elles se différencient sur certains points de celle que nous rejetons dans le cadre ci-dessus.

Nous leur demandons d'urgence leur adhésion à ce projet général.

Jean DUPERRAY
32, rue des Francs-Maçons
SAINT-ETIENNE (Loire)

Jean GIRY
rue Jules-Ferry
FIRMINY (Loire)

(1) Ce comité permanent d'études des questions sociales et internationales naîtra très probablement du congrès de Mulhouse, tous les courants de la commission nationale de révision des statuts s'étant accordés à reconnaître la nécessité de sa création et ayant admis la généralisation du système du comité permanent d'études pédagogiques à toutes les questions intéressant le syndicat.

Notes d'Economie et de Politique

LE PACTE ATLANTIQUE RETARDE

LA GUERRE

En 1935, sous le titre « La réponse à faire à Hitler », nous écrivions : « La constitution d'un Etat fédéral analogue à l'Empire britannique comprenant, comme pièces maîtresses, la Grande-Bretagne, les pays scandinaves et la France, voilà la première besogne urgente, la seule qui puisse éviter la guerre à brève échéance. » (1)

Pourquoi pensions-nous cela ? Pour la raison que nous avions donnée plusieurs années auparavant (2), à savoir qu'il ne peut y avoir de guerre que si deux Puissances ou deux groupes de Puissances sont de force suffisamment équivalente pour que chacun des deux futurs belligérants puisse escompter la victoire. Plus récemment (3), nous ajoutâmes cette précision : deux Puissances n'entrent en guerre que si elles sont de même force, ou si l'une d'elles est sur le point d'acquérir la même force que l'autre, cas dans lequel cette dernière peut déclencher une guerre « préventive ».

Nous n'avons point changé d'avis : il n'y a pas de danger de guerre tant que l'un des deux antagonistes est nettement plus faible que l'autre (4) ; donc, toute mesure qui renforce la supériorité du plus fort tend à écarter le danger, toute mesure qui diminue sa supériorité l'aggrave. C'est pourquoi le pacte Atlantique éloigne la guerre.

C'est une banalité, mais il ne faut point cesser de la répéter, quelque désagréable qu'elle puisse être à certains : si la guerre n'a pas encore éclaté entre la Russie et l'Amérique, c'est uniquement à cause de la supériorité que confère à l'Amérique le fait d'être seule à posséder des bombes atomiques ; aussi le physicien américain Compton a-t-il eu mille fois raison de déclarer au Vélodrome d'Hiver que le monopole américain de la bombe atomique était une assurance de paix. Le jour où la Russie posséderait, elle aussi, des bombes atomiques en quantité suffisante, il ne s'écoulerait pas vingt-quatre heures avant que la guerre éclate. Elle éclatera même sans doute un peu plus tôt, dès le jour où l'Amérique saura que la Russie a commencé à fabriquer des bombes ou est sur le point d'en fabriquer, c'est-à-dire qu'elle va devenir aussi forte qu'elle-même.

Le facteur essentiel de la paix, dans le monde d'aujourd'hui, est donc le monopole de la bombe atomique.

Cependant, disions-nous également en mai 47, il y a un cas où, malgré la disproportion des forces, la guerre peut éclater, c'est lorsque le plus faible ne se rend pas compte de sa faiblesse ; plus précisément, lorsqu'il espère pouvoir compenser ses éléments d'infériorité dans un domaine par une supé-

riorité dans d'autres. C'est ce risque de guerre que le pacte Atlantique élimine. Si la Russie pouvait espérer n'avoir affaire qu'à la seule Amérique plus ou moins bloquée dans son lointain continent, si, de même que Guillaume II et Hitler croyaient que l'Angleterre n'interviendrait pas à côté de la France, Staline pouvait croire que les Etats français et britannique opteraient pour une politique de neutralité et refuseraient aux troupes américaines l'accès de leur sol, alors le risque serait grand que la Russie compte compenser son infériorité technique par une occupation de l'Europe occidentale qui lui fournirait ce qui lui manque en outillage et en hommes. En supprimant cet espoir, le pacte Atlantique est donc une assurance contre le risque d'une semblable erreur dans l'estimation du rapport des forces par les gens du Kremlin.

Durant près de dix ans, nous avons clamé avec une insistance grandissante, au fur et à mesure que le danger s'approchait, que la seule chance d'éviter la guerre avec l'Allemagne résidait dans une étroite collaboration franco-anglaise, allant jusqu'à la fusion politique ; aujourd'hui, et pour les mêmes raisons, nous disons que le seul moyen, non point d'éviter la guerre, mais de la retarder jusqu'au jour, encore inconnu, où la Russie sera à même de fabriquer des bombes atomiques, consiste dans une collaboration de plus en plus étroite, allant jusqu'à une fusion ou une semi-fusion politico-économique, entre les Etats de l'Occident européen et les Etats-Unis.

Et c'est pourquoi, pour notre part, nous approuvons pleinement la déclaration faite en faveur du pacte Atlantique, au meeting de la Sorbonne, par notre camarade hollandais de Kadet, l'ennemi intrépide de l'impérialisme hollandais, et qui, très logiquement, est aussi l'ennemi de l'impérialisme russe.

PREMIERS EFFETS DU PACTE ATLANTIQUE

Le premier effet du pacte Atlantique n'a pas tardé à se produire : la Russie abandonne les deux fronts sur lesquels elle avait engagé la guerre : le front de Berlin et le front de Grèce.

Sur le front de Berlin, où elle avait pris cette terrible mesure de guerre qu'est le blocus d'une agglomération de deux millions d'hommes, ce sera déjà une chose finie lorsque ces lignes paraîtront. Par contre, sur le front grec, on n'en est encore qu'au stade préparatoire : on fait demander officiellement au président de l'Assemblée de l'O. N. U. par le ministre des Affaires étrangères du « gouvernement » qui a succédé à celui de Markos de faire intervenir les « Nations Unies » pour mettre fin au conflit, et ledit ministre demande même un visa d'entrée aux Etats-Unis pour y venir en personne plaider la cause des insurgés... et de la paix. Venant après l'échec de l'offensive dans les monts Grammos, d'où les guérillas ont été délogées assez rapidement des hauteurs où elles avaient pris pied, cette démarche indique que là aussi, sur ce front plus important cependant encore que celui de Berlin pour la Russie, ce front qu'elle entretient soigneusement depuis quatre ans, et qui devait l'amener à Salonique, déboucher sur la mer Egée, déboucher sur la Méditerranée, déboucher sur la mer libre, la Russie s'apprête à renoncer — au moins momentanément — à ses espérances.

Bien entendu, la cause directe de ce recul n'est pas le pacte Atlantique. Si les Russes reculent à Berlin, c'est en raison de la victoire écrasante qu'y

(1) R.P. du 25 mars 35. — Il est intéressant de constater que M. Vansittart, qui fut durant de longues années « secrétaire permanent » au Foreign Office, découvre seulement aujourd'hui qu'une union politique de la France et de la Grande-Bretagne aurait arrêté Hitler. S'il avait lu la R. P. il aurait pu faire cette découverte en temps utile. Cela pour indiquer simplement, et une fois de plus, quelle est la pauvreté d'esprit des dirigeants de la société bourgeoise, même des plus éminents.

(2) Voir R.P. du 1er octobre 28 : « La guerre n'est pas là ».

(3) R.P. de mai 47 : « L'Amérique a-t-elle pris sa décision ? »

(4) Cela ne s'applique évidemment pas au cas des expéditions coloniales, mais il s'agit alors d'une « expédition », non d'une guerre.

ont remportée la technique et l'organisation américaines ; si les Russes abandonnent leur joussée sur Salonique, c'est par suite de la détermination montrée par les Américains dans la défense de la Grèce, par leurs fournitures d'armes et leurs conseils. Mais le pacte Atlantique a été la chiquenaude qui a détruit l'inertie. La Russie était embarquée, sur ces deux points, en des aventures dont elle savait depuis déjà longtemps qu'elles ne pourraient aboutir (1). Mais on continuait, parce qu'on y était. Il fallait un fait nouveau pour qu'on se décide à renverser la vapeur ; le pacte a été ce fait nouveau.

Reste le front chinois.

C'est une habitude séculaire de la Russie, presque une tradition, que de se retourner vers l'Est lorsque est freinée son expansion vers l'Ouest, et vice versa.

Il est donc probable que son abandon de Berlin et de la Grèce ne sera que le prélude à une action renforcée, de sa part, en Chine. Mais là il ne s'agira point de combattre l'Amérique, ni les Puissances européennes, mais... Mao Tse Tung. Il s'agit pour la Russie de parvenir à ce que la Chine communiste soit une dépendance russe, et non une Chine communiste indépendante ; il s'agit pour elle, de s'assurer, pour le moins la Mandchourie, si elle ne peut garder toute la Chine. Lutte qui sera très certainement fort âpre, mais dont nous ne percevons, sans doute, que des échos très affaiblis. Lutte qui bat déjà son plein, comme l'a montré l'arrivée en Mandchourie de Li Li San, l'ancien adversaire politique personnel de Mao Tse Tung, en 1931, et qui, depuis lors, fut gardé à Moscou, au fameux hôtel Lux, le lieu habituel de résidence surveillée pour communistes étrangers temporairement disgraciés — et comme l'indique, sans doute aussi, la récente expulsion de Russie d'Anna Strong, la vieille journaliste américaine, propagandiste pour les Soviétiques depuis toujours, qui est soupçonnée d'avoir conservé de ses longs séjours en Chine trop de sympathie pour Mao Tse Tung et les communistes chinois. Ainsi que l'écrivait récemment Jack Brad dans *the Socialist Leader* : « C'est une guerre qui se passe dans la chambre noire entre factions rivales pour l'acquisition de positions-clés, mais sa férocité ne doit pas être sous-estimée ; l'enjeu est énorme ».

L'enjeu, en effet, c'est toute la Chine, c'est tout l'Extrême-Orient. La Chine sera-t-elle russe, ou sera-t-elle chinoise ? L'Extrême-Orient tombera-t-il sous la domination de la Russie, ou deviendra-t-il indépendant ? C'est ce qui va se décider dans la période qui s'ouvre, et l'on comprend qu'avec une telle bataille en vue, si peu spectaculaire qu'elle puisse apparaître du dehors, le Kremlin ne veut laisser divertir aucune de ses forces.

CITOYENNETE DU MONDE

A côté de ces réalités, il y a le mouvement Garry Davis, c'est-à-dire le mouvement qui tend à faire disparaître toutes les nationalités en établissant une seule citoyenneté : la citoyenneté du monde.

Comme tous les absolus, la proposition de Garry Davis est du plus haut intérêt, mais d'un intérêt à longue échéance, parce que, comme tous les absolus elle n'est à peu près d'aucune importance pour l'immédiat. Que ce soit par centaines de mille et par millions que les hommes se déclarent prêts à abandonner, comme Davis, leur propre nationalité pour

(1) Notons que, pour la première fois depuis longtemps, Staline est apparu sur la place Rouge, à l'occasion du 1^{er} Mai. Question de santé ? Peut-être ! Mais peut-être aussi autre chose. Nous avons toujours pensé que les séjours de Staline à Sochi ressemblaient fort à ceux de Pétain à Villeneuve-Loubet. Il ne saurait, certes, être question de rupture entre le bureau politique et Staline, pas plus qu'il n'en aurait pu être question entre Pétain et ses conseillers.

devenir citoyens du monde, ou qu'il n'y en ait que quelques dizaines, cela ne retardera ni n'avancera la guerre d'un seul jour.

L'intérêt principal de ce mouvement réside en ce qu'il est lié au développement de l'impérialisme américain. Il y a seulement dix ou vingt ans, personne n'aurait osé faire une telle proposition, personne, même les internationalistes les plus radicaux, n'aurait osé proposer aux Français, aux Anglais, aux Allemands, de cesser d'être Français, Anglais ou Allemands, et si, par extraordinaire, quelqu'un s'y était risqué, cela n'aurait pas eu le moindre écho, tout juste le succès d'un Ferdinand Lop. Si aujourd'hui il n'en est pas de même, si Davis rencontre un accueil enthousiaste, c'est que les développements de l'empire américain font prévoir, dans un délai assez court, l'unification des nationalités.

Le jour où les Etats-Unis auront politiquement unifié le monde, la citoyenneté unique deviendra, en effet, une possibilité, et qui ne tardera point à être réalisée : tout le monde deviendra citoyen américain. Deux siècles après que Rome eut unifié, par la création de son empire, le monde méditerranéen, c'est-à-dire la totalité du monde civilisé d'alors, l'empereur Caracalla décida que tous les habitants de l'empire seraient citoyens romains ; en ce jour de l'an 212, la citoyenneté du monde a été réalisée. Il en sera de même pour notre monde moderne. On cessera d'être Français, Anglais ou Allemand, comme on cessa alors d'être citoyen d'Athènes, sujet du roi d'Egypte, ou membre d'une tribu africaine, parce qu'il n'y avait plus de cité athénienne, de roi d'Egypte, ou de tribus indépendantes. Lorsqu'il n'y a plus qu'un seul Etat et qu'un temps suffisant s'est écoulé pour que le souvenir des anciens Etats ait plus ou moins disparu, la pluralité des citoyennetés ne correspond plus à rien, elle doit donc disparaître. Bien que cela ne soit certainement pas dans les intentions de son promoteur, le mouvement de Garry Davis est, si l'on peut dire, une anticipation idéologique sur le développement de l'empire américain, et même, dans une certaine mesure, il le prépare. Et c'est pourquoi il ne pouvait être lancé que par un Américain.

EN ASIE LA PERFIDIE NE PAIE PLUS

Pour obtenir de Bao Daï qu'il retourne en Indochine, nos gouvernants ont été obligés de lui promettre que la Cochinchine serait réunie au Tonkin et à l'Annam. Et comme Bao Daï sait ce que valent les promesses des Français, il n'a consenti à partir qu'après que l'Assemblée des Quisling cochinchinois instituée par la France eut voté cette réunion ; de plus, il ne rejoindra Hanoï et ne prendra part aux affaires gouvernementales qu'après que le Parlement français aura ratifié la décision de l'assemblée de Saïgon.

Ainsi, ou bien nos ministres devront finalement se passer de Bao Daï — leur dernière carte ! — ou bien ils devront consentir à ce qu'ils avaient jusqu'ici obstinément refusé : la réalisation de l'unité du Vietnam par la réunion en un seul Etat de la Cochinchine, vieille colonie française, et de l'Annam et Tonkin, protectorats relativement plus récents.

Quand nous disons qu'ils ont refusé cette réunion, c'est, dans la forme, inexact. Par l'article premier du traité qu'ils ont conclu, en 1946 avec Ho Chi Minh,

Mais, à défaut de rupture, il peut y avoir mauvaise humeur d'un maître dont les créatures ne sont pas assez promptes à se ranger à son avis. La prudence de Staline est égale à sa perfidie. Aussi la politique de casse-cou suivie depuis quelques années ne devait pas lui plaire beaucoup. Aujourd'hui qu'elle a échoué et qu'il faut l'abandonner, Staline redonne sa caution aux gens du bureau politique en paraissant en public à côté d'eux, plus solide que jamais puisque les événements lui auront, cette fois, donné raison.

ils avaient accepté, en effet, qu'un referendum soit tenu en Cochinchine pour décider si elle voulait, ou non, s'unir avec le reste du Viet-Nam. Mais c'était un engagement que nos honorables représentants étaient bien résolus à ne pas tenir ; malgré tous les rappels du gouvernement du Viet-Minh, non seulement le referendum ne fut jamais organisé, mais, au lieu et place, on institua avec quelques pantins un gouvernement cochinchinois indépendant, et cela dès avant la rupture avec le Viet-Minh. Car l'on sait que pour les fripouilles qui « représentent » la France, les traités et les engagements conclus avec plus faibles que soi ne sont que « chiffons de papier ».

Mais nous ne sommes plus à l'époque du traité de la Tafna. On n'a plus affaire à un marabout berbère ou à quelque roitelet nègre, mais à un peuple tout entier, un peuple rénové, disposant d'appuis extérieurs, et, en pareil cas, la perfidie ne paie pas.

Toute l'histoire de la rupture avec le Viet-Minh n'a été qu'une suite de perfidies. La première, celle de base, est celle que nous venons de dire ; la seconde, celle qui a amené les premiers coups de feu est celle du 30 octobre 46, lorsque, le jour même où devait entrer en vigueur le **modus vivendi** négocié à Fontainebleau avec les représentants du Viet-Minh, les troupes françaises chassaient les douaniers indochinois de la douane d'Haïphong en prétendant que l'union douanière prévue pour l'Indochine par le **modus vivendi** impliquait que les douanes indochinoises devaient être occupées par la France ! Enfin la dernière perfidie fut celle que le gouvernement français n'avoua jamais, mais n'osa tout de même pas démentir, celle qui consista à exiger que les Viet-namiehs, contrairement aux droits qui leur avaient été reconnus, remettent à l'administration française, la police de leur capitale ; ce fut la dernière goutte qui fit déborder le vase et qui obligea les dirigeants du Viet-Minh, contrairement à leurs intentions et malgré tous les abandons qu'ils avaient consentis depuis le coup d'Haïphong, à proclamer la rupture... et la guerre.

Ainsi, dès maintenant, le premier maillon de cette longue chaîne de manquements à la parole donnée est brisé par la volonté de Bao Daï, et il est bien probable que ce n'est qu'un commencement. Contrairement à une opinion assez répandue, l'ancien empereur d'Annam ne me semble avoir rien d'un Quisling ou d'un Pétain ; c'est ce qui ressort de toute sa conduite jusqu'à présent. Il continuera à profiter du besoin qu'a de lui le gouvernement français, pour obtenir pour son pays une indépendance beaucoup plus complète que celle qu'Ho Chi Minh avait pu se faire donner. Et il serait bien étonnant qu'une fois mis en selle, et pourvu des pouvoirs qui lui sont nécessaires pour conduire une politique indépendante, son premier soin ne soit pas de rétablir la paix en Indochine par un accord avec le Viet-Minh.

Ainsi, non seulement la France aura fait pour rien trois ans de guerre — qui lui auront coûté je ne sais combien d'hommes et de milliards — mais elle ne parviendra à vivre avec son ancienne possession que selon un **modus vivendi** qui, à tout point de vue, lui sera beaucoup moins avantageux que celui qu'elle aurait pu instituer si elle avait été loyale, si elle avait appliqué honnêtement les accords qu'elle avait signés.

En Asie, la perfidie ne paie plus ; malheureusement, il n'en est pas encore de même en Afrique.

POUR UNE LIMITATION DU TRAVAIL A LA TACHE

Il est symptomatique que l'époque où le 1^{er} Mai a disparu comme journée revendicative, en devenant « fête légale », soit également celle où la revendication pour laquelle le 1^{er} Mai avait été institué — la diminution du temps de travail — ait cessé d'être

au centre des préoccupations ouvrières. Non seulement on l'a abandonnée, mais on lui tourne le dos !

Pendant cent cinquante ans, depuis le début même de la grande industrie, le principal objectif de tous les travailleurs conscients, que ce soit en Europe ou en Amérique, a été de limiter le plus possible la dépense d'énergie fournie par le travailleur à son patron. Cela, par deux moyens : d'une part, par raccourcissement de la journée de travail, d'autre part, par le maintien de l'intensité du travail à un niveau raisonnable, au moyen d'une cadence de production suffisamment lente.

Huit heures de travail, huit heures de loisir, Huit heures de sommeil, huit shillings par jour,

chantaient les travailleurs britanniques, dès le milieu du siècle dernier. Et, d'autre part, ils pratiquaient le « ca canny » : « va lentement ». Tout une série de règles de détail, dont l'observation était rigoureusement exigée de chacun de leurs membres, avait été établie par les trade-unions afin d'éviter le surmenage. En France, les choses n'avaient pas été aussi codifiées, mais les « pousseurs de charge » étaient suffisamment mal vus dans les ateliers pour qu'ils ne puissent longtemps insister.

Or, depuis cette dernière guerre, tout est changé ! Non seulement on s'est laissé enlever les 40 heures, et même la journée de 8 heures, sans protester, non seulement les heures supplémentaires, chose jadis honnie, sont recherchées par tous, sans que personne ne dise mot, mais — et c'est peut-être encore plus grave — les méthodes d'organisation aussi perfectionnées qu'antiscientifiques du travail à la tâche ont conduit, partout où elles ont pu être appliquées, et principalement dans la métallurgie, à une cadence du travail telle qu'après huit heures, l'ouvrier sort de l'usine plus fourbu, plus épuisé, plus « vidé » qu'il n'en sortait autrefois après ses dix ou douze heures.

Il y a là un danger pour la santé et, plus encore, pour l'intelligence de ce peuple — car quelle vigueur peut encore avoir l'esprit lorsque le corps n'en a plus ? — contre lequel on ne saurait assez lutter.

Et puisque, maintenant, il ne saurait plus être question de lutter contre quoi que ce soit, autrement que par des réglementations, c'est à une réglementation du travail à la tâche, à une fixation de vitesses et de « normes » que personne ne doit dépasser, que devraient s'atteler les organisations syndicales intéressées. Au mot d'ordre patronal-étatique-stalinien : « Produisez ! », que les travailleurs opposent celui qui a toujours été dans leur tradition avant qu'ils soient corrompus par le ruisseau : « Ménagez vos forces ! Ne produisez que dans la limite de celles-ci ! »

Un camarade reprochait récemment à la « R. P. » de ne pas fournir de « mots d'ordre concrets » ; je ne pense pas que jamais à la « R. P. » quelqu'un aura l'outrecuidance de lancer des « mots d'ordre », mais si la suggestion que nous faisons ici était suivie d'effet, ce serait l'occasion d'une belle action, bien « concrète », et d'une utilité immédiate pour tous ceux qui n'ont à vendre que leur force de travail.

Evidemment ! pour qu'une telle action puisse réussir, il faudrait que la classe ouvrière soit dégrisée : qu'elle cesse de considérer Stakhanov comme un héros ! Tant qu'elle sera sujette à l'illusionisme russe, tant qu'elle prendra le nouveau czar pour son Sauveur, elle suivra nécessairement le mot d'ordre que celui-ci donne et qui est celui de tous ceux qui profitent de la plus-value, quelle que soit sa forme : « Produisez ! Produisez encore ! Produisez davantage ! Car plus vous produisez et plus vous me produirez de plus-value ! De cette plus-value dont j'ai besoin pour vivre et pour jouir ! »

R. LOUZON.

Fédéralisme et enseignement

Une autorité locale sujette à commettre des erreurs a plus de chance de faire du travail utile qu'une autorité locale qui se contente d'exécuter la volonté d'un organe central.

Harold LASKI.

Je trouve excellent que Guilloché et Hagnauer aient consacré des études d'ensemble au problème de l'enseignement. Il le fallait bien, du moment qu'un plan global a été élaboré, avant toute enquête et toute expérience, par la commission Languevin-Wallon. Mais...

...Mais, sans être vieux, nos camarades sont des militants qui ont déjà pas mal de bouteille. Ils se défient des solutions étatistes, et il ne faudrait sans doute pas les pousser très fort pour qu'ils déclarent qu'ils attendent peu de chose des vastes projets qui nous ont été proposés. Nos amis se souviennent sans doute que les **Compagnons de l'Université nouvelle** proposèrent déjà, il y a un quart de siècle, de changer, de fond en comble, la structure et les formes de l'enseignement public. La montagne accoucha d'une chétive souris : rien ne changea, seules les bourses nationales furent attribuées plus libéralement. Au dire du grand universitaire qu'était M. Francisque Vial, le niveau des lycées s'en trouva relevé, mais ce fut tout.

C'est par le biais du fédéralisme que je traiterais des réformes à apporter dans l'enseignement. Comme le notait notre vieux Sorel, les fédéralistes n'ont pas peur de la complexité. Ils savent que les projets d'apparence simple sont remarquables vus du centre qui les élabore sur le papier, mais qu'ils sont infidèles aux faits périphériques qu'ils prétendent intégrer et condenser. **La traduction est ici trahison.**

La tradition étatiste est, chez nous, solide. On raconte encore parfois, histoire de paraître spirituel, qu'un Grand Maître de l'Université, au temps du second empire, tira sa montre et déclara à un quelconque interlocuteur : « Monsieur, il est trois heures ; tous les élèves de nos lycées font en ce moment une version latine ». Ce propos imbécile, si énormément stupide, n'a probablement jamais été tenu. Mais il est bien dans la ligne de l'ânerie étatiste. L'été dernier, dans la France entière, tous les candidats au brevet du premier cycle ont composé ensemble, le même jour, aux mêmes heures, sur les mêmes sujets.

Rappelons que les premiers syndicalistes de l'enseignement, à partir de 1903, se dressèrent presque farouchement contre les programmes trop généraux d'Octave Gréard. Ils les assouplirent et gagnèrent la partie, de sorte que, sur place — de 1904 à 1914 — au lieu même où ils exerçaient, les institutrices et les instituteurs purent organiser librement leur enseignement et le mieux adapter aux besoins des usagers. Les chefs, les revues pédagogiques subirent l'attraction syndicaliste, participèrent à notre effort décentralisateur.

Malheureusement il y eut la guerre, une guerre de quatre ans qui, par le césarisme qu'elle institua, favorisa le retour aux idées et aux pratiques de la réaction. Celle-ci, depuis 1918, a marché à pas de géant. Qu'il se dise républicain, socialiste, voire « communiste », l'Etat est devenu beaucoup plus

réactionnaire qu'autrefois. Pour les gouvernants et les planificateurs, l'homme est quelque chose comme un atome moyen, apte à toutes les tâches que l'Etat juge nécessaire de lui imposer. Du moment, disent-ils, que l'homme est un être social, c'est qu'il est fait de ressemblances, de similitudes. On peut le pétrir à sa guise et le jeter dans un moule unique (1). Ces « penseurs » — laissez-moi rire ! — oublient tout simplement que partout où il est libre, vraiment libre, l'humain le plus porté à la vie sociale choisit avec soin les groupes auxquels il désire appartenir et que la variété de ces groupes est littéralement prodigieuse. Il les quitte dès qu'ils n'accueillent pas cordialement l'expérience strictement individuelle qu'il a du monde. Cette expérience, nos hommes d'Etat l'exilent au lieu de lui faire place. D'où tant de désastres.

En effet, le rendement des contraintes étatistes est faible, même derrière un rideau de fer. Sur le papier, la loi ordonne impérieusement, mais comme l'ont bien vu Jean Cruet et Maxime Leroy, « les coutumes et la jurisprudence la transforment, la tournent, la désagrègent et la rendent même parfois caduque avant toute velléité d'exécution de la part des gouvernés ». Les magistrats d'esprit novateur ne jugent pas le Code à la main. Ils consultent leur Dalloz ou leur Sirey, ils se réfèrent aux commentaires des annotateurs d'arrêts.

L'exemple des juristes devrait être médité par les membres du corps enseignant. Trop de maîtresses et de maîtres, aujourd'hui, se reportent sans cesse aux programmes et aux horaires officiels pour préparer leur classe. Ils sont infiniment trop des fonctionnaires d'Etat (2).

Une marche inverse de celle des planificateurs pourrait et devrait être suivie. Ce sont les périphéries qu'il convient d'abord de considérer. A l'école primaire, les programmes d'études devraient être élaborés canton par canton, puis circonscription inspectoriale par circonscription, pour aboutir à des programmes départementaux et, au grand maximum, à des programmes régionaux, le centre de référence étant en ce cas le chef-lieu de l'Université.

Insistons sur un point important. Les nouveautés que l'on introduit dans un secteur restreint peuvent être suivies, contrôlées de près dans leurs conséquences. Les erreurs, quand erreurs il y a, sont plus aisément discernables ; il est plus facile de les corriger. Les dégâts sont plus limités. Des résultats excellents peuvent être obtenus qui seront ensuite étendus à des secteurs plus nombreux et plus vastes.

Je n'irai pas bien loin pour chercher mon exemple. Il existe à Lyon — heureuse ville d'hérésies et

(1) Les chefs staliniens ne font d'exception que pour eux, les **profes**, les nouveaux jésuites. Qui a vu de près les universitaires staliniens, a pu se rendre compte que ces messieurs étaient d'une autre **essence** que nous.

(2) Il y a 100.000 institutrices et instituteurs syndiqués. Combien cela fait-il de syndicalistes ? Avec leur idée d'une **mission** générale, trop d'instituteurs et d'institutrices ont aux épaules cette tunique de Nessus qui s'appelle l'Etat, l'Etat de l'avenir que l'on oppose à l'Eglise, Etat du passé. Comme si l'Etat n'était pas toujours l'Etat et comme tel fatal au bonheur de la personne humaine !

de non-conformisme! — une école d'ingénieurs, l'école Centrale lyonnaise. Elle n'a pas toujours eu bonne réputation. On prétendait naguère qu'elle était une école de fils à papa et de recalés des grandes écoles (Polytechnique, Mines et Ponts et Chaussées). Son conseil de perfectionnement l'a heureusement transformée. Pour certains enseignements, elle a été rattachée à l'Université. Bien avant nos planificateurs, on y a établi des « équivalences » qui ont élargi les bases du recrutement. C'est ainsi que les bons élèves des quatre écoles nationales professionnelles de la région (La Martinière, Voiron, Saint-Etienne et Chalon-sur-Saône) ont été admis au même titre que les bacheliers. Il a été créé des places de préparateurs rétribués pour les premiers de la promotion sortante. Ils peuvent ainsi se vouer à la recherche scientifique et acquérir l'esprit de découverte. Aujourd'hui les élèves de Centrale lyonnaise font prime régionalement et sont de plus en plus appréciés ailleurs. L'exemple donné a été salutaire. A Lyon il a été imité par l'école de chimie industrielle et l'école française de tannerie qui, l'une et l'autre, ont créé une section préparatoire accessible à des élèves n'ayant pas passé par le lycée. Les anciens instituts polytechniques de Toulouse et de Nantes, devenus des écoles nationales d'ingénieurs, ont également créé des sections préparatoires et ont heureusement gardé leurs anciens caractères distinctifs.

Par contre une erreur commise au centre se généralise, s'amplifie sans même qu'on s'en rende compte. Comment d'ailleurs réparer les fautes commises?... Ou l'Etat les ignore, ou il les cache, car les planificateurs à grande échelle ont leur amour-propre. Ils n'avouent jamais s'être trompés. Ils accusent les événements imprévisibles d'avoir traversé leurs projets ou encore ils se plaignent de ce que ces derniers ont été sabotés par les exécutants.

Voyez plutôt. Dans l'enseignement technique il existait une vingtaine d'écoles nationales professionnelles qui avaient leur statut propre. Elles avaient ce caractère très original que pouvaient y accéder sans trop de peine les bons élèves du cours supérieur **vrai** des écoles primaires. Certes, au concours d'entrée, les candidats issus de ces établissements se classaient en général moins bien que les élèves des cours complémentaires et des collèges modernes, mais ils avaient l'esprit plus neuf, plus solide. Aussi rattrapaient-ils vite leur retard initial (1). Témoin tel d'entre eux qui, reçu 80^e sur 100, prenait la tête de sa promotion six mois plus tard et gardait son rang trois années de suite.

Les E.N.P. constituaient un secteur à part dans le domaine de l'enseignement. Le succès leur était venu peu à peu. On avait commencé timidement, il y a 65 ans, par deux écoles situées dans deux petites villes industrielles : Vierzon et Voiron. Comme elles surclassaient de loin les écoles pratiques d'industrie installées dans des villes plus importantes, on procéda à l'installation de nouvelles E.N.P. soit par création (Armentières), soit par transformation d'une bonne école d'industrie (Nantes, Saint-Etienne, Lyon). Elles acquièrent ainsi, par le niveau sans cesse plus élevé de leurs études, le quasi-monopole de la préparation aux Arts et Métiers. On vit également leurs meilleurs sujets se distinguer dans les instituts électro-techniques et les écoles régionales de chimie.

Cette autonomie ne pouvait durer, attendu qu'elle n'entraînait pas dans les cadres des planifi-

cateurs. Aussi, cette année, a-t-on transformé les E.N.P. en véritables lycées techniques où les études dureront cinq ans. Fait grave : à cause des langues vivantes, il sera désormais impossible aux élèves des écoles primaires d'entrer directement dans les E.N.P. Les candidats devront avoir passé par la sixième et la cinquième soit d'un lycée, soit d'un collège, soit d'un cours complémentaire.

Aura-t-on ainsi de meilleurs sujets ? J'en doute. J'en doute d'autant plus que sera incontestablement favorisé le « bachotage » organisé par les petits cours complémentaires et les modestes collèges des chefs-lieux de canton. Pour ces établissements la préparation aux E.N.P. est en quelque sorte leur « industrie » particulière. Mais oui : l'industrie. Tel cours complémentaire de l'Isère n'aurait plus que des effectifs squelettiques s'il ne s'était spécialisé depuis 35 ans dans la préparation à l'E.N.P. de Voiron. Ce cours complémentaire a une clientèle, presque aristocratique, de fils d'industriels aisés. Les parents — j'ai conversé avec eux — veulent que leur enfant arrive coûte que coûte et je vous prie de croire qu'on leur en donne pour leur argent. Candidat présenté, candidat reçu, pourrait porter le palmarès de l'école. Demain, ces adolescents surchauffés (qui s'effondreront quelques mois plus tard) battront aisément des concurrents intrinsèquement meilleurs. Et le contre-poids manquera des élèves plus âgés, mais plus raisonnables, plus volontairement laborieux du cours supérieur **vrai** des écoles primaires.

Le cours supérieur **vrai**, les écoles à une seule classe et à multiples divisions gênent les planificateurs. Celles-ci et celui-là on les voudrait voir au diable. On dirait qu'ils représentent quelque chose de périmé, d'anachronique. Dès que l'enfant moyen atteint sa dixième année, on lui saute sur le paletot, on se l'adjuge, il appartient au deuxième cycle. Il doit être confié à la noble phalange des licenciés et des agrégés. S'ils manquent on en fabriquera dans les facultés, par larges fournées industrielles.

Seulement, que voulez-vous : dans plus de 30.000 communes on ne trouve que cette modeste école à une classe. **Des cantons entiers ne connaissent qu'elle** et, comme de bien entendu, jamais un inspecteur général n'y porte ses pas et sa valise bourrée de gilets de flanelle, car il découvrirait, malgré lui, de trop consternantes réalités. Si les meilleurs sujets quittent leur modeste école de campagne à dix ou onze ans, que lui restera-t-il ? Qui donnera quelque vie à la classe plus qu'à moitié vide ? **Et puis qui voudra y enseigner ?**

Je lisais récemment, dans cet alerte centenaire qui s'appelle le **Manuel général**, les lignes bien curieuses que voici :

« La carrière d'instituteur a cessé d'être maintenue en vase clos. Elle ne constitue plus une sorte de prison dont il n'était possible de s'échapper que par des moyens de fortune. La substitution du baccalauréat au brevet supérieur en a ouvert les portes toutes grandes. Tout instituteur voit luire à « son » horizon les possibilités de préparer une licence. »

Très juste, mais possibilité aussi de filer ailleurs. On ne s'en prive pas. Et puis il y a maintenant les « planques » latérales qui permettent d'éviter le « trou » campagnard qui attend les débutants. Alors ? Alors il faut recourir, de plus en plus largement, à un personnel de deuxième zone dont la pudique Administration se garde bien de parler. Nous ne l'imiterons pas.

En vain imprime-t-on en long, en large et en travers que ne pourront exercer dans l'enseignement public que les jeunes gens ayant passé par l'école normale. La raréfaction des candidats et les évasions font que « le nombre des instituteurs

(1) C'est ce qui se voyait naguère également pour les élèves des écoles primaires qui entraient directement à l'école normale. Sans avoir passé par un cours complémentaire ou une école primaire supérieure.

et des institutrices qui entrent dans l'enseignement par la porte des suppléances ne diminue pas en importance », déclare le Manuel général. Au contraire, dirons-nous (1). On nous promet, il est vrai qu'on élèvera le niveau de ce personnel. Il effectuera quelque jour un stage dans les écoles normales...

Autant dire que demain on rasera gratis car, immédiatement après la guerre de 1914-1918, la loi avait déjà prévu un stage analogue. Elle resta lettre morte. « Il y a quelques années un nouveau texte avait fait revivre la mesure. Elle devait être inexorablement appliquée à partir du 1^{er} janvier 1944. Les mêmes obstacles obligèrent l'Administration à accorder les dispenses puis, en 1946, à reculer la date d'application au 1^{er} janvier 1951 », nous apprend l'excellent Manuel général.

Ne nous frappons pas. D'ici deux ans, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts et le cadre hétéroclite des suppléants et des intérimaires n'aura fait que croître et embellir.

Naguère, dans certains petits villages du Massif Central, il existait des personnes pieuses appelées les « béates ». C'étaient, si j'ose dire, des congréganistes au rabais. Elles enseignaient les rudiments du catéchisme et du savoir. Eh bien ! c'est un personnel de « béats » et de « béates » laïques qui se constitue au jour le jour dans l'enseignement public. Cet infortuné personnel qui ne songe, et pour cause, qu'à gagner sa pauvre vie, n'a ni la curiosité ni le sens des choses de l'éducation.

Sans doute n'a-t-on pas voulu cela. Mais le projet de l'étatisme est justement de manquer à ses promesses et d'aboutir à des faillites qu'il impute généreusement... aux autres.

Nous devons adopter une attitude toute contraire et, puisque le mot est à la mode, revenir à un syndicalisme gestionnaire. Je dis bien revenir, car notre syndicalisme, toujours jeune, toujours actuel, toujours à la page, unissait la pensée et l'action. Nous disions et nous disons toujours que les intéressés doivent exécuter eux-mêmes, toutes les fois qu'ils le peuvent, les projets qu'ils veulent voir aboutir « en ne laissant aux gouvernants que le résidu de leurs initiatives et le soin des entreprises qui échappent réellement à leur atteinte ». Et, même dans ce cas, ils ne restent pas passifs; leur critique vigilante, leur alerte scepticisme tiennent les pouvoirs publics en éveil. Fontaine se souvient sans doute d'un énorme inspecteur d'académie du Rhône, large comme deux armoires à glace, qui nous déclarait ingouvernables parce que nous ne laissions passer aucune injustice.

A Lyon, un peu avant la guerre de 1914-1918, après nos réunions syndicales, nous déjeunions entre amis, à quatre ou cinq. Tortillet était parfois des nôtres. Nous disions couramment que rien ne serait fait tant que nous n'aurions pas commencé par le commencement : à savoir par la création d'écoles syndicalistes, ouvrières et paysannes. Nous prétendions — et ce n'était point orgueil mais certitude — que ces écoles vraiment laïques n'auraient aucune peine à surpasser les écoles gouvernementales.

La guerre vint. Les espérances que suscita la Révolution russe donnèrent naissance à un ardent messianisme qui effaça l'apport des pionniers, tout comme le léninisme se muant en stalinisme a re-

(1) Une circulaire ministérielle du 4 octobre dernier a fait connaître que des candidatures d'institutrice et d'instituteur étaient susceptibles d'être satisfaites dans les départements de l'Aube, du Calvados, du Finistère, de la Loire-Inférieure, de la Manche, de la Mayenne, du Bas-Rhin, de la Sarthe, de la Seine-Inférieure et de la Somme. On comprend sans peine qu'on ne se montrera pas sévère dans le choix des postulantes et des postulants.

couvert de ses alluvions la coutume ouvrière et l'a remplacée par un césarisme strictement hiérarchisé.

Définions-nous donc, à parts égales, du messianisme et du plat réformisme. « Ce que nous apprennent les juristes observateurs — écrit sagement Maxime Leroy — c'est que la pratique a besoin de renseignements fortement particularisés. » Ils ne détruisent pas les vues d'avenir, toujours utiles et nécessaires, mais la prévision, grâce à eux, se double de données positives, de solides certitudes permettant d'éviter les erreurs qu'engendrent les projets trop vastes et à trop longue échéance.

Comme les « Compagnons de l'Université nouvelle », les planificateurs brassent à la pelle des milliards dont ils ne possèdent pas le premier centime. Ils tirent des chèques sur la lune. Pourquoi, beaucoup plus simplement, nos nouveaux prophètes n'utilisent-ils pas, en premier lieu, les moyens du bord ? Ils verraient que, sur place, de grands progrès peuvent être réalisés.

Dans une petite ville de 4.000 habitants, je connais un cours complémentaire que je tiens pour très supérieur à de nombreux collèges modernes. Il possède une section industrielle, une section commerciale et une section agricole. Il rend de réels services aux usagers. Mais il est proprement inclassable, ce dont je me réjouis. Il me fait penser à ces braves toutous, bâtards sans pedigree qui battent à plate couture, sur le terrain de chasse, les chiens de haut lignage. Pourquoi le cataloguer et le faire entrer dans un lit de Procuste signé Wallon ou Machin ? Créer de tels cours, dans tous les cantons où la chose est possible, voilà une œuvre vraiment nécessaire et peu coûteuse.

Quand elle n'est pas possible, nous ne sommes pas perdus pour cela.

Les planistes, eux, ont une solution toute prête. Là où le cours complémentaire n'existe pas on le créera et pour faire plus noble ce sera un collège technique. Un autocar procédera chaque jour au ramassage des élèves, commune par commune. Si ce ramassage se heurte à de trop grandes difficultés matérielles, on édifiera un internat avec parc, champs d'expériences, ateliers, eau courante, électricité et licences à regonfle. Rien ne sera trop beau, rien ne coûtera trop cher.

Billevesées ! Ce bel établissement, avec quels élèves le peuplera-t-on ? — demandais-je déjà, il y a trente ans, à mon inspecteur primaire, lors de la conférence pédagogique du canton de Monsols (1). C'est en effet un lieu commun, dans certains cantons ruraux, de dire qu'il y a, le jour du certificat d'études, presque autant d'examineurs que de candidats. Et parmi les lauréats un certain nombre vont ailleurs, dès octobre, parce que leurs parents le veulent ainsi. Les gardera-t-on de force ?

La vie est plus féconde en cas divers que le législateur n'en peut imaginer. A Villefranche-sur-Saône, il existe une importante amicale de parents dont les fils fréquentent le collège technique de Cluny, alors pourtant que Villefranche possède un collège du même genre. Il faut bien admettre

(1) Rien de nouveau sous le soleil. A l'automne de 1918, les institutrices et les instituteurs furent déjà invités par M. Lapie à lui donner leur avis sur la création de cours complémentaires dans chaque canton. Il y a une certaine manière de secouer le prunier, pour que les fruits tombent où l'on veut que se produise leur chute. Les questions de M. Lapie se coulaient d'une façon « dirigiste » le prunier pédagogique. A Monsols, on vota d'enthousiasme tout ce que voulait le regretté directeur de l'enseignement. Je fus le seul à m'abstenir en dépit des adjurations de mon chef. « L'avenir nous départagera », lui dis-je. Il nous a départagés. La création d'un cours complémentaire ou d'un collège moderne est plus impossible que jamais dans le canton déshérité où j'enseignais alors.

que l'un des établissements ne vaut pas l'autre puisque les usagers ont des préférences marquées pour le plus lointain.

Au lieu de rêver à de problématiques internats cantonaux, utilisons donc ce que nous avons sous la main, c'est-à-dire notre modeste école primaire. Qu'elle soit à une ou plusieurs classes, on peut toujours y faire fonctionner un cours supérieur vrai donnant aux élèves des connaissances pratiques et un savoir général largement égaux à celui du brevet actuel.

Soyons sérieux ! Au temps où les écoles rurales étaient presque trop peuplées, alors que le savoir pédagogique des maîtres n'était pas mirobolant, le cours supérieur fonctionnait d'une manière satisfaisante ; on s'y préparait au brevet élémentaire et à l'école normale. Alors que vient-on nous chanter quand on nous raconte qu'aujourd'hui, dans une classe de 10 ou 12 élèves (et parfois moins), un bachelier ou une bachelière ne peuvent s'occuper de 4 ou 5 grands sachant déjà travailler seuls ? On se f... de nous en proférant des stupidités aussi intégrales.

Il existe dans le personnel enseignant rural un profond découragement qui, pour n'être pas avoué, existe tout de même. Il provient en partie de ce que la classe campagnarde manque de vie et d'intérêt. On y éprouve une impression de creux, d'inachevé, d'incomplet. La vie, l'intérêt renaîtront quand chaque école, si déshéritée qu'on la suppose, deviendra une manière de cours complémentaire. On nous dit, et je le crois volontiers, que les nouvelles institutrices et les nouveaux instituteurs nous surpassent. Eh bien ! qu'ils le montrent. Certains médecins pête-sec nous font regretter les humbles « officiers de santé » qui aimaient leurs malades et les guérissaient. Ainsi un Bretonneau. Que le personnel enseignant prenne garde à la désaffection, lui aussi. Il ne faut pas qu'un jour on lui préfère des maîtres moins instruits mais plus attachés à leur œuvre.

Je suis de l'avis d'Alain. L'enfant, l'adolescent veulent qu'on les prenne au sérieux et qu'on ne leur épargne pas la peine. Ils ne viennent pas à l'école pour rigoler. S'ils se détournent d'elle, c'est qu'on ne les instruit pas comme ils souhaiteraient l'être.

D'une manière générale, on commence deux ans trop tôt les études du second degré. Je trouve donc très juste l'image familière dont use couramment Guilloire : le cours supérieur vrai est une plaque tournante d'orientation en vue du futur. Dans le cadre de l'Université régionale, l'école primaire peut parfaitement fournir de bons sujets aux collèges techniques, aux écoles pratiques d'agriculture et enfin aux écoles normales qui, présentement, se recrutent mal (trop peu de candidats et surchauffage de ces derniers). Dans notre région rhodanienne, les excellentes écoles pratiques d'agriculture de Cibeins et d'Ecully ne sont pas assez connues. Les meilleurs élèves de nos écoles rurales pourraient, devraient y entrer à 15 ans et à leur sortie de ces établissements devenir des artisans du progrès agricole (1).

Les planificateurs regardent de haut les fédéralistes et leur esprit de clocher. On m'accusera donc d'être trop terre à terre et de manquer d'envergure. Je répondrai paisiblement que je suis, tout comme un autre, capable de songer à l'avenir. Seulement je pense qu'on construit une maison en commençant par les fondations et non par le toit. Je

(1) Un jeune homme que je conseillais, après avoir passé par l'école de Cibeins, est allé se parfaire à l'école d'œnologie de Beaune. Il sera demain un excellent viticulteur. Bachelier, il aurait été un fruit sec de notre alma mater.

viens de parler des écoles pratiques d'agriculture. On pourrait leur donner des prolongements. Je suis persuadé qu'à l'exemple de Nancy et de Toulouse chaque université régionale pourrait posséder un institut agricole spécialisé. Ces instituts agricoles, outre les élèves des écoles pratiques d'agriculture, recevraient des normaliens. Ils seraient des foyers de novation agricole.

Il est temps de conclure. Deux cruelles guerres ont porté des coups terribles à l'enseignement primaire, base de tout. C'est lui qu'on aurait dû et qu'on devrait encore relever, en premier lieu. Or on n'a eu, on n'a d'yeux que pour d'autres établissements et on pense surtout aux enfants prodiges.

Les masses sont plus ignorantes que jamais. Les taudis scolaires se multiplient ; on parle d'un plan de détresse et d'écoles préfabriquées mais on ne réalise rien et messieurs les architectes ne veulent que des écoles sur mesure ! On en est là de ce conflit grotesque, digne des Gros-Boutiens et Petits-Boutiens du Lilliput de ce grand Swift. On en est là et d'ailleurs qu'importe : L'essentiel est de savoir si nous aurons quelque jour assez de licenciés pour les écoles du second degré qui sont encore dans les limbes !

Négliger le présent qui attriste et s'occuper d'un avenir douteux que l'on embellit par le rêve, tout l'étatisme est là.

A.-V. JACQUET.

THEVENON est réintégré

Notre ami Thevenon est réintégré. La sanction inique qui l'avait frappé est enfin annulée.

Nous voulons dire simplement la joie profonde que nous en éprouvons.

C'est d'abord, évidemment, parce que c'est la réparation d'une injustice. Mais c'est aussi parce que l'on a résisté victorieusement au chantage de la calomnie et de la haine exercé par les staliniens.

L'annulation de l'arrêté de révocation a été obtenue grâce à l'action du Syndicat autonome des Instituteurs de la Loire et de la Fédération F.O. de l'Education nationale, et à l'intervention de nombreux amis syndicalistes et socialistes dont Petrus Faure, Hussel et Henri Barré.

Il est tout de même curieux de constater qu'avec un gouvernement dont les membres ont approuvé la Déclaration des droits de l'homme de l'O.N.U., les bureaucrates partisans aient pu empêcher pendant des mois l'examen du dossier et se permettre même de le perdre !

C'est à dire que les staliniens ont su mettre à profit la « libération » en farcisant les administrations d'hommes à tout faire.

Mais enfin, on en peut venir à bout.

C'est pourquoi la réintégration de Thevenon est mieux que l'heureuse conclusion d'un long et difficile effort, c'est un signe de redressement et de renaissance.

— Quel est le pays qui a mis à mort le plus de marxistes ?

— C'est la Russie marxiste.

— Où Marx est-il mort de mort naturelle ?

— En Angleterre.

VIVE LA LIBERTE !

LA LUTTE DE CLASSES sous la Démocratie populaire

Dès le début de l'automne 1948 on observe en Tchécoslovaquie une nouvelle étape de l'édification de la démocratie populaire, caractérisée par de profonds changements dans l'ensemble de la tactique gouvernementale. Ce tournant marque de façon très nette la fin de la période de préparation et d'improvisation du régime de février — au cours de laquelle on construisit plutôt l'échafaudage du nouveau système que ce système lui-même — et le commencement de la phase de transformation définitive de la structure sociale. Ainsi, d'un côté les tendances essentielles du système sont déjà complètement développées, mais d'un autre côté elles ne peuvent pas encore dissimuler les forces adverses. Nous sommes en présence d'une situation où tous les facteurs et les éléments de la démocratie populaire sont mis à nu. Une occasion unique nous est donc offerte ainsi pour pénétrer jusque dans les recoins les plus sombres de l'officine où ce système est fabriqué.

PSYCHOLOGIE DE LA TERREUR

Le début de la nouvelle étape fut marqué par un discours du ministre de la Justice, Cepicka, du 1^{er} septembre, dans lequel il déclarait entre autres : « L'occasion a été donnée à tous de reconnaître et de réparer leurs erreurs et leurs fautes... Dorénavant nous ne nous laisserons plus arrêter et nous trouverons les moyens énergiques pour la protection de notre République démocratique populaire. » Cette promesse a été tenue.

En septembre et octobre les lois sur les camps de travail forcé et pour la protection de la République démocratique populaire ont été promulguées. Dans les camps « seront internées les personnes, de 18 à 60 ans, qui se dérobent au travail ou qui mettent en péril l'ordre démocratique populaire ou la vie économique, en particulier le ravitaillement général, ainsi que les personnes qui s'en rendent complices. Seront internées aussi les personnes qui ont été condamnées suivant la loi sur la protection de la République démocratique populaire et qui après l'accomplissement de leur peine doivent recevoir encore une éducation spéciale, ainsi que celles condamnées suivant les lois de répression du marché noir, de la protection du plan biennal et des entreprises nationalisées. Dans les deux premiers cas l'internement dans les camps de travail est décidé par des commissions créées auprès des conseils départementaux ». Il s'agit donc de sanctions administratives.

En ce qui concerne la loi sur la protection de la République, sa comparaison avec l'ancienne loi de 1923 sur la protection montre les moyens par lesquels démocratie bourgeoise et démocratie populaire combattent leurs adversaires politiques. Laissons de côté les nombreuses aggravations des peines ; le condamné pouvant être interné au camp de concentration après l'accomplissement de sa peine, l'indication des peines est de toute façon plus ou moins illusoire. Fait beaucoup plus grave : alors que d'après l'ancienne loi les tentatives de changer de régime par la force étaient punissables, la nouvelle loi supprime le critère de la violence. Là où la démocratie bourgeoise ne cherchait qu'à limiter la lutte politique au terrain parlementaire, la démocratie populaire met la lutte politique sous quelque forme que ce soit hors la loi. La notion de délit est élargie à un tel point que le citoyen le plus loyal ne peut s'empêcher d'en-

freindre la loi au moins de temps en temps. Ainsi par exemple la négligence dans l'accomplissement de ses devoirs, fût-ce négligence pure, est poursuivie comme sabotage économique. Celui qui, pour affaiblir leur position dirigeante dans le peuple, critique les représentants du régime, même celui qui endommage ou enlève la photo du président ou de son remplaçant, commet un délit grave. L'insulte ou la critique malveillante d'un Etat allié est sévèrement punie. Plus importantes encore sont quelques nouvelles notions de délits : les faits d'aprouver, de ne pas empêcher ou de ne pas dénoncer un délit.

L'aspect psychologique de la nouvelle loi est aussi important que l'aggravation de la terreur directe. Les dirigeants ne sont pas assez naïfs pour croire que la loi et les persécutions vont éliminer tous ces délits. Ils se rendent parfaitement compte de la portée limitée de toutes les mesures policières. Mais ils savent apprécier d'autant plus la terreur psychologique. D'où cette extension, apparemment absurde, de la notion de délit, qui sert pourtant des buts tout à fait précis : ainsi chaque citoyen se trouverait impliqué dans des délits divers afin de perdre par là le sentiment de la sécurité personnelle. En proie à une épouvante permanente et à la crainte des provocations, il cherchera alors à sauver sa peau en recourant désespérément aux dénonciations. Chacun doit se sentir coupable envers le régime et être simultanément son complice. L'organe central du parti communiste « Rude Pravo » a remarqué très justement que la nouvelle loi est conçue de manière « à éduquer les citoyens acquérant une vigilance accrue vis-à-vis des ennemis de l'Etat ».

En octobre les journaux ont publié les comptes rendus d'un procès dans lequel un jeune homme cité comme témoin de l'accusation a confondu son père. Ils signalaient que le fils était « le seul de la famille qui ait eu une attitude positive vis-à-vis de la démocratie populaire ».

EXCITATION DES HAINES TRADITIONNELLES

L'aggravation de la terreur fut introduite par une énorme campagne de propagande, lancée à l'occasion des funérailles du président Benès (7 septembre 1948). Dès la veille on déclarait que les éléments réactionnaires allaient utiliser cet événement pour déchaîner une manifestation anti-communiste. Sous ce prétexte toute participation organisée, aux funérailles, des Sokols et des légionnaires de la guerre de 1914 fut interdite. En revanche la milice ouvrière se présenta, les armes à la main, entourant tout le cortège. A en croire les journaux, les travailleurs se décidèrent spontanément pour cette action dès qu'ils eurent connaissance des desseins réactionnaires. Des extraits de nombreuses résolutions furent publiés en même temps, exigeant au nom des ouvriers que la réaction soit combattue sans merci. La nouvelle loi pour la protection de la démocratie populaire parut donc comme sur commande. Une seule chose était étrange dans ce triomphe de la classe ouvrière. Bien qu'armés, les miliciens semblaient plutôt des vaincus traînés sous les fourches caudines que des triomphateurs : au lieu de se dresser victorieux et fiers ils cheminaient abattus, les yeux baissés. On les sentait humiliés par le rôle qu'on leur avait fait jouer.

Cette contradiction ne s'explique que par ce qui s'était passé, à huis clos, dans les usines. Le matin du jour des obsèques, les travailleurs furent convoqués à des réunions au cours desquelles les plans de la sombre réaction étaient dénoncés et des résolutions toutes prêtes votées à main levée. Après quoi, tous les membres du parti communiste furent invités à se mettre en bleu de travail pour recevoir les armes et descendre dans la rue.

Dans de nombreuses entreprises, 25 % à peine des communistes obéirent à ces consignes. Les autres eurent tout simplement honte de jouer les coupe-gorge devant leurs concitoyens intimidés et mécontents; mais cette hésitation fut vaine. Un nouvel appel, cette fois-ci impératif, fut adressé aux membres du parti et tous, du portier au directeur, se virent transformés par le bleu de travail et le fusil en miliciens prolétariens authentiques. C'est ainsi que s'installèrent le triomphe de la classe ouvrière et la gêne des triomphateurs.

Il paraît, d'ailleurs, que ces miliciens n'avaient pas de cartouches!

A ce propos, la méthode tendant à transformer tous les citoyens en complices du régime fut appliquée selon les limites de classe. Comme les prétendus manifestants se recrutaient surtout dans les couches moyennes et que la nouvelle loi sur la protection de la démocratie populaire devait être dirigée d'abord contre ces couches (étudiants, instituteurs, petits employés, fonctionnaires et prêtres, etc.), l'attaque fut menée, non pas en tant qu'œuvre du régime dictatorial, mais au titre de l'initiative ouvrière. Les travailleurs se virent brutalement forcés de jouer leur rôle dans la comédie. Par des allusions perfides, tous les préjugés possibles se trouvèrent mobilisés. Ainsi celui qui identifie les ouvriers de l'industrie avec le P.C. Il est fortement enraciné dans la petite bourgeoisie. La manœuvre décrite ci-dessus renforce évidemment cette opinion de sorte que la méfiance existant déjà entre ouvriers et petits bourgeois devient un abîme infranchissable. Les petits bourgeois sont de plus en plus persuadés que les ouvriers ne sont que d'humbles valets du régime; on admet tout au plus que ceux-ci se révoltent seulement parce qu'ils sont obligés de travailler six jours par semaine au lieu de cinq, parce que le salaire à la tâche est introduit systématiquement et qu'ils ont peu à manger, etc. Ce qu'il y a d'irréductible dans la résistance des ouvriers, c'est-à-dire les malaises économiques inhérents à leur position dans la société, apparaît aux couches moyennes comme une faiblesse et une atténuation de cette résistance. La tactique du régime a donc rempli sa tâche : les résolutions « loyales » arrachées aux ouvriers par la menace et par la force réussissent à dissimuler, aux yeux du reste de la population, leur résistance farouche. Nul ne se rend compte que s'il n'a pas signé une résolution pareille c'est uniquement parce qu'il n'y a pas encore été obligé!

De même qu'on excite les haines entre l'ouvrier et le petit bourgeois, on excite l'antagonisme traditionnel entre la ville et la campagne. Au début d'octobre 1948, le premier ministre Zapotocky, et après lui tout le chœur des propagandistes, lança des attaques farouches contre les paysans. Notamment dans son discours du 7 octobre devant la Chambre, Zapotocky prétendit que les paysans étaient responsables du ravitaillement misérable, parce que les éléments capitalistes privés prévalent chez eux. Les culs-terreux, neutralisés politiquement et corrompus pendant trois ans par des distributions de terres, provenant des biens volés à la minorité allemande expulsée, et par des avantages de toutes sortes, sont devenus le bouc émissaire chargé de détourner la colère de la population déçue par le vrai responsable, le régime lui-même. Sur ce point encore le gouvernement ne se borne pas à provoquer une réaction « spontanée » des populations urbaines, il l'organise. Au moment de mettre sur pied les commissions extraordinaires du ravitaillement chargées de veiller dans chaque district au respect de leurs obligations par les paysans et de poursuivre les délinquants, il fut prévu, dans chaque commission, des consommateurs urbains, choisis de préférence parmi les ouvriers de l'industrie.

On note même une renaissance de l'antisémitisme qui cadre avec les desseins du régime. Une énorme démonstration antisémite ayant éclaté, en automne 1948, en Slovaquie, la police communiste ne se montra pas. Elle se contenta d'opérer quelques arrestations après coup. Le régime ne peut assurer son caractère monolithique qu'en divisant la population à l'extrême par l'excitation de tous les antagonismes, animosités et préjugés imaginables.

LE ZÈLE DECROISSANT DES COMMUNISTES DU RANG

Le fait que, lors des obsèques de M. Benès, dans nombre d'usines les membres du parti ne furent amenés à la démonstration publique que par une pression directe, démontre incontestablement l'existence d'un phénomène inconnu jusqu'alors : le dépérissement sensible du zèle communiste. Ce phénomène se manifeste d'ailleurs par d'autres symptômes encore. Lors de l'incorporation d'une unité militaire de 200 hommes, 3 recrues seulement se déclarèrent communistes. Le P.C. compte plus de deux millions d'adhérents sur douze millions d'habitants. Or il n'y eut, dans l'unité en question, qu'un homme sur dix, au plus, parmi les militants communistes, qui affirma ouvertement sa couleur politique.

Un baromètre infaillible du zèle du parti, c'est le degré d'initiative des ouvriers eux-mêmes. Bien qu'à chaque appel d'en haut réponde un écho impressionnant de la base, les résultats restent purement théoriques. Le cas des femmes de la commune de Borovany est typique. Après avoir adressé un appel enthousiaste aux paysannes les invitant à augmenter la livraison de lait, on s'aperçut que celles qui lançaient cet appel ne remplissaient pas les normes minima prescrites! Autre exemple : après le coup d'Etat de Février, des prétendus contre-plans, par lesquels les ouvriers s'engageaient à dépasser le plan biennal, poussèrent comme des champignons. Mais quand les usines durent annoncer les résultats, elles déclarèrent avec un humour savoureux qu'elles avaient, en attendant, remplacé le contre-plan initial quantitatif par un autre plan qualitatif. Les fameux projets des ouvriers portant sur l'amélioration de la technique ou de l'organisation de la production? Ils économisent environ un millième de la valeur moyenne de production. Grâce à la discipline de fer du parti, chaque consigne est suivie partout et immédiatement, à moins qu'elle ne réclame un effort supplémentaire. Quand il s'agit cependant d'effort véritable, tout le zèle communiste d'autrefois est complètement éteint.

Dans cette situation, l'épuration systématique du parti exécutée au cours de l'automne et de l'hiver derniers apparut inévitable. Le but en fut moins l'excommunication que l'enregistrement de tous les délits commis par chaque membre, car l'existence d'un dossier à charge renforce extraordinairement la discipline et l'obéissance. Le « Rude Pravo » du 12 décembre 1948, annonce, par exemple, que dans les aciéries de Chomutov ce sont précisément les camarades réprimandés lors de l'épuration qui diminuent aujourd'hui les anciennes normes du travail aux pièces.

Cependant, dans des cas innombrables cette purge n'aura pas seulement pour effet de ranimer l'activité endormie, mais de transformer, par ses méthodes avilissantes, l'apathie en haine. Un rapport très intéressant fut publié sur l'épuration opérée au comité du P.C. à Melnik. Il en ressort que la critique des responsables élus fut faite par des secrétaires payés, et supervisée par des secrétaires supérieurs. On lit dans ce rapport que « la critique faite par le secrétaire provoqua de vives discussions. La seule intervention d'un secrétaire supérieur, sur certaines erreurs commises par les membres dudit comité, amena ces derniers à avouer le bien-fondé de la critique du secrétaire régional et à reconnaître leurs propres fautes ». Qui a lu les rapports concernant les purges en Russie, comme par exemple les descriptions de Kravchenko, peut s'imaginer facilement quelles humiliations se cachent sous les termes modestes de ce compte rendu.

L'EXPLOITATION CROISSANTE DES OUVRIERS

Ce n'est pas par hasard que le zèle des communistes du rang s'éteint. Le régime a beau prétendre être le règne des travailleurs, sa nature essentiellement hostile à l'ouvrier ne se dévoile pas moins à chaque instant. Tous ses efforts tendent en effet à l'intensification du travail et à la diminution des salaires.

Après avoir refusé pendant trois ans l'augmentation des salaires en promettant en revanche la baisse des prix, le gouvernement interdit, le 12 août 1948, toute diminution des prix; un peu plus tard le système du double prix fut décrété: depuis le 15 décembre 1948 fut établi le « marché gris », c'est-à-dire le marché noir étatique, pour le lait, les produits laitiers, œufs et volailles, et depuis le 5 janvier la distribution des textiles et des chaussures fut réorganisée selon les principes suivants: 1° environ 20 % de la population (capitalistes et petits bourgeois) ne reçoivent plus de coupons de textiles et de chaussures; 2° environ 34 % des textiles et chaussures rationnés jusqu'ici seront dorénavant vendus au marché gris à des prix considérablement plus élevés; 3° les 66 % restant sont rationnés entre les 86 % de la population à des prix augmentés de 15 à 20 %. Il s'agit donc d'une baisse radicale des salaires réels, mesure par laquelle on veut évidemment inciter les ouvriers à l'augmentation du rendement.

Dans toutes les usines, on adopte le système russe, c'est-à-dire le salaire à la tâche. Aux récriminations des ouvriers on répond par la constatation cynique que ce système n'attire pas obligatoirement une baisse des salaires; il suffit d'intensifier la production! Les anciens tarifs aux pièces sont systématiquement diminués. En même temps, la durée du travail se trouve augmentée d'une façon directe ou indirecte: brigades de « volontaires », travail du dimanche, abolition de nombreux jours fériés, heures supplémentaires obligatoires, etc... Dans les mines principales les congés furent suspendus depuis août 1948.

Pour briser la résistance ouvrière on organise des troupes de choc, largement rémunérées, pour le rendement maximum. Celles-ci se recrutent surtout parmi les éléments n'ayant pas d'expérience syndicale et dont la conscience de classe n'est que très peu développée (femmes et jeunes); fréquemment s'y trouvent encore ceux qui ont eu des difficultés lors de la purge et qui doivent sauver leur tête par tous les moyens. Depuis quelque temps les membres de ces troupes de choc sont délégués aux comités du P.C. dans les entreprises et les organismes syndicaux, pour pouvoir ainsi élargir leur activité de briseurs de grève et étouffer dans le germe toute opposition. Grâce aux troupes de choc, dans le tissage par exemple, l'ouvrier est obligé de contrôler trois métiers au lieu de deux; dans la métallurgie on tente de faire contrôler deux et même trois machines par un seul tourneur.

On a introduit, en même temps, une nouvelle organisation du travail. L'usine est subdivisée en très petites unités dont chacune a sa comptabilité autonome et agit pour son propre compte. En donnant du travail à l'une de ces unités, on lui attribue en même temps les moyens nécessaires à son exécution: salaires, matériel, machines, énergie, etc. En cas d'économie, une partie est distribuée aux ouvriers de ladite unité mais en cas de perte, les intéressés en supportent la totalité. Les membres de chaque unité, collectivement responsables, sont ainsi amenés à se surveiller et à s'exciter mutuellement! Les primes constituent un stimulant au surmenage. Le travail est distribué de telle façon que chaque unité touche des primes de temps à autre. Primes qui seront compensées plus tard par des pertes!

Le moyen universel du régime, c'est la corruption. Obtiendra des primes l'ouvrier qui est prêt à pousser au travail ses coéquipiers. Cette corruption sert non seulement à diviser les ouvriers à l'intérieur de la même usine, mais encore à dresser les travailleurs de différentes entreprises les uns contre les autres. Le but principal est de neutraliser les usines prédominantes sur le plan politique en les isolant des autres. Ainsi la cantine de la « Ceskomoravska », dont les ouvriers avaient tou-

jours été à l'avant-garde du prolétariat de Prague, se voit accorder des avantages inouïs qui provoquent naturellement l'envie des autres usines. Le principe fondamental de la bureaucratie est ainsi transplanté au sein même de la classe ouvrière: car les bureaucrates, eux aussi, jouissent de privilèges sans aucun rapport avec la qualification de leur travail, en récompense du fait qu'ils ont repris à leur tour la fonction de chien de garde du capital. Le moyen de subsistance de la bureaucratie gouvernante est devenu le principe dominant de toute la société: la corruption est généralisée en corruption sociale.

Très significative est la prolongation de la semaine de travail de cinq jours à six. Le nombre total des heures de travail restant après comme avant 48 heures, cette mesure qui provoque une résistance acharnée des travailleurs semble de prime abord absolument irrationnelle. L'argument officiel, selon lequel la semaine de six jours est bien plus rationnelle du point de vue de l'intensité régulière du travail, est cousu de fil blanc, car l'avantage est trop minime pour justifier cette entrée en lutte contre la classe ouvrière. Il s'agit plutôt de la facilité avec laquelle les ouvriers se laissent amener aux heures supplémentaires quand la journée est de 8 heures. L'argument décisif cependant doit être le motif politique: si l'ouvrier reste deux jours par semaine sans surveillance, il sera tenté de réfléchir sur les faits politiques. D'ailleurs, la semaine de travail de 48 heures en six jours n'est pas encore, de ce point de vue, une bonne solution, puisqu'elle laisse aux ouvriers tout un après-midi pour la vie privée et la réflexion. De nouvelles modifications sont proposées. Avec une sincérité magnifique, un certain camarade Placek, « directeur social » des usines d'électricité de la Bohême centrale, déclare dans le « Rude Pravo » du 10 septembre 1948: « Il faudrait remettre l'ouverture des usines de 7 à 8 heures pour que les ouvriers quittent l'usine plus tard et pensent davantage à leur travail dans l'entreprise. » Le vice-président du Conseil Fierlinger a exprimé la même idée dans son discours à Jihlava le 30 août 1948, mais cela d'une façon bien plus élégante: « En nous fiant à la force du camp socialiste et à notre alliance avec l'Union Soviétique, nous n'avons rien à craindre. Nous pouvons consacrer toute notre attention à la vie économique. »

LA LUTTE A L'USINE

La résistance de la classe ouvrière contre cette exploitation accrue ne se manifeste guère que d'une façon passive. Son moyen principal est l'absentéisme massif. Dans les mines par exemple, il y a plus de 20 % des postes où les ouvriers s'absentent. Les cas sont bien fréquents où le même ouvrier, qui a manqué par exemple 16 heures au cours d'une semaine, fait 10 heures supplémentaires la semaine suivante. Puisque le salaire est augmenté de 50 % pour les heures supplémentaires et est exempt d'impôt, l'ouvrier gagne ainsi en 90 heures la même somme qu'en travaillant normalement deux semaines (soit 96 heures) sans absence et sans heures supplémentaires. De cette façon les ouvriers corrigent le blocage des salaires et annulent effectivement l'intensification forcée du travail.

Le régime combat ces pratiques par tous les moyens. Il concentra d'abord ses attaques sur les absences injustifiées et sur les retards. Des amendes énormes furent infligées, ce qui provoquait naturellement l'indignation des travailleurs et de fréquents scandales. Plus tard les autorités annoncèrent que tout ouvrier qui manquerait sans justification 8 heures, à dater du 10 octobre, perdrait tout droit à la gratification de nouvel an. Ce moyen s'étant avéré inefficace, les délinquants sont maintenant internés au camp de concentration. La persécution ne se borne cependant pas aux absences injustifiées, mais porte aussi sur les simulateurs, et les médecins sont l'objet de pressions de plus en plus fortes pour qu'ils délivrent moins de certificats de maladie. On établit en même temps des contrôles extra-médicaux, comme dans les caisses d'assurances, par des visites inopinées chez le malade pour voir s'il est au lit. Le régime s'efforce naturellement de camoufler le caractère policier de

cette mesure en chargeant les comités d'entreprise de l'accomplir. Les institutions officielles admettent cependant que ces derniers refusent assez souvent pareille tâche. Le premier ministre Zapotocky, le ministre de l'industrie Kliment et d'autres dignitaires dénoncent sans cesse les survivances de la mentalité capitaliste, consistant surtout dans une « fausse solidarité ».

Dans la lutte contre l'accroissement du pourcentage des malades, on s'occupe généralement très peu de savoir s'il s'agit vraiment de simulateurs. Or dans de nombreux cas, le taux accru des malades n'est dû qu'aux conditions inhumaines de travail. Lors d'une conférence communiste concernant l'absentéisme, un médecin d'entreprise exposa les conditions dans les mines de la façon suivante : « Le nombre des ouvriers stables diminue sans cesse. A Ostrava il n'y en a plus que 74 %. En même temps, nombre d'ouvriers dépassent la limite d'âge, de sorte que l'âge moyen des mineurs est de 45 ans, celui des piqueurs est de 38,4. Les jeunes ouvriers manquent... Les accidents se multiplient de telle façon que leur nombre est triplé par rapport aux années de guerre. Le travail dans la mine est intensifié. On travaillait jadis avec des instruments primitifs : avant guerre on se servait d'habitude du pic qui pesait 3 kg. Le charbon était chargé à la pelle dans les wagonnets. L'instrument moderne pèse presque 12 kg. et travaille de telle façon que les gens sont déjà fatigués rien que par la vibration. On abat ainsi davantage de charbon, mais on continue à le manier à la pelle. Le pelleteur est alors de plus en plus chargé. La participation aux brigades doit être considérée également comme une source de maladies et d'accidents. Les installations hygiéniques des mines sont très en retard. » (« Rude Pravo », 10 septembre 1948.)

Aussi répandue que l'absentéisme est la fluctuation. Plus de 10 % des ouvriers changent chaque mois d'occupation pour chercher un meilleur salaire et un meilleur gîte. Il est vrai que chaque changement est lié en principe à une autorisation de l'office du travail, mais les fonctionnaires de cet office se bornent d'habitude à demander une autorisation des comités d'entreprise. Beaucoup de ceux-ci étant encore en proie à la « fausse solidarité », refusent de retenir un ouvrier dans l'usine, s'il peut trouver de meilleures conditions ailleurs. Là aussi, il fallait appliquer des méthodes plus sévères : la gratification de nouvel an n'est payée qu'aux ouvriers qui sont employés dans la même entreprise depuis le 1^{er} juin sans interruption. Et les ouvriers instables sont également internés dans les camps de travail forcé.

L'application du nouveau système de travail à la tâche prouve aux ouvriers d'une façon éclatante que la résistance passive, seule, est loin de suffire. Son principe même la brise. C'est donc l'introduction de ce système qui contraint, dans la plupart des cas, les ouvriers à abandonner la résistance passive et à adopter des méthodes de combat plus actives. Dans les grandes usines Tatra à Prague, par exemple, le nouveau système fut refusé nettement par une décision de l'assemblée des travailleurs. Quand on l'applique de force, de petites grèves éclatent souvent.

Des révoltes ouvertes ont eu lieu quelquefois. Le nouveau système de distribution des textiles, dont nous avons déjà parlé, provoqua au début de cette année des troubles dans la plupart des usines, et les représentants du P.C. furent partout hués. Déjà fin juin 1948 une grève sérieuse éclata dans l'ancienne imprimerie du parti social-démocrate et de nombreuses autres imprimeries se déclarèrent prêtes à une grève de solidarité. Au début de l'automne 1948, le premier ministre et président des syndicats, Zapotocky, fut fortement attaqué lors d'une réunion ouvrière à Kladno. Zapotocky avait été depuis la guerre le chef ouvrier le plus populaire, et l'incident avait lieu précisément dans le bastion traditionnel du P.C., dans « son » Kladno, là où il est né et où il travailla de longues années comme secrétaire communiste. Mme Jankovcova, ministre du ravitaillement, fut huée par les femmes de Brno. Le ministre de l'Industrie et président du syndicat des métallos, Kliment, eut des déboires plus désagréables encore lors d'une réunion ouvrière à Trebic. Il fut non seulement sifflé par

les ouvriers présents, mais encore attaqué ouvertement par une vieille ouvrière communiste lui déclarant : « Tant que je resterai la présidente du comité d'entreprise, nous n'accepterons pas la semaine de six jours que tu veux nous imposer. Tu oublies trop rapidement que nous autres communistes avons toujours combattu pour la diminution de la durée de travail. » (1) Cependant de telles révoltes n'éclatent qu'exceptionnellement. On n'en est pas encore à leur généralisation. Mais la résistance passive est générale et s'amplifie chaque jour. Suivant les estimations les plus prudentes, 70 % des ouvriers, communistes comme non communistes, y prennent part. Il paraît même que les ouvriers communistes sont encore plus acharnés que les autres, car ils sont profondément déçus par les pratiques de leurs chefs.

* * *

Les policiers staliniens sont évidemment aussi brutaux pour réprimer les révoltes ouvrières que leurs prédécesseurs nazis. Lors d'une grève, les grévistes furent sortis de chez eux et conduits à l'usine par des policiers armés. Mais l'on s'efforce de ne pas généraliser l'emploi de telles méthodes. La presse communiste répète constamment qu'aux usines il faut substituer la persuasion aux méthodes dictatoriales. Pour comprendre ce que cela veut dire, il faut connaître le dictionnaire spécial aux gens de l'appareil, comme nous le prouve la déclaration suivante : « Les comités d'entreprise appliquent dans le combat contre l'absentéisme des sanctions différentes, telles par exemple des amendes. On ne saurait rejeter ces dernières d'une façon générale, mais elles ne sont pas toujours le moyen le meilleur et le plus efficace d'éducation... Il est avéré qu'appliquées uniquement par décret et isolées du travail éducatif, les sanctions sont dès le début condamnées à l'échec. **Pour rendre ces sanctions efficaces, il faut les faire voter par l'ensemble des ouvriers de l'usine. Ainsi elles deviennent des mesures ouvrières.** » (« Rude Pravo », 7 septembre.) Convaincre quelqu'un signifie donc, selon ce dictionnaire, lui faire voter quelque chose. Un tel vote doit être d'abord « politiquement préparé ». La volonté du peuple est d'abord décrétee par un comité supérieur au comité du parti dans l'entreprise; celui-ci donne les ordres aux instances inférieures qui les transmettent jusqu'aux responsables de cellules qui dirigent les adhérents du rang. Le vote de l'assemblée des travailleurs est alors « politiquement préparé ». Il ne reste au responsable de cellule qu'à surveiller son groupe de dix dans cette assemblée pour qu'ils lèvent la main au moment du vote. De cette façon, on est assuré d'une majorité écrasante. A la minorité non organisée, il ne reste qu'à donner son assentiment puisque toute résistance serait inutile et mettrait l'existence de ceux qui en font partie en danger. Depuis l'automne 1948, ce mécanisme marche encore mieux puisque le nombre de membres par responsable fut réduit de dix à sept ou huit. Et les résolutions sont maintenant non seulement votées collectivement, mais chaque ouvrier est forcé de les contresigner. La capitulation individuelle doit renforcer le sentiment de responsabilité.

Or malgré l'amélioration successive des méthodes de répression, le régime ne peut pas en finir avec la résistance ouvrière. Que l'on isole le travailleur du restant de la population, et l'on renforce seulement sa conscience de classe et donc sa force de résistance. Que l'on introduise des sanctions, et son entêtement se durcit. Si l'on tâche d'étouffer la résistance par « l'éducation et la persuasion politiques », on ne construit que des villages de Potemkine.

(1) L'hiver dernier, une grève de protestation contre le ravitaillement misérable a éclaté à l'usine LADA (machines à coudre, 2.000 ouvriers) à Sobeslav : elle s'est terminée par une victoire incontestable. Les autorités furent obligées de faire un bon nombre de concessions et la persécution envisagée contre les dirigeants de la grève fut impossible, grâce à l'attitude ferme et menaçante de l'ensemble des travailleurs de l'usine. C'est, à notre connaissance, la première grève sous le régime de Février.

LA VÉRITABLE LUTTE DE CLASSES

Quand nous avons considéré l'excitation des haines traditionnelles entre les différents groupes de la population, une attaque contre les couches moyennes de la ville et contre la paysannerie semblait en constituer le but; bien plus encore, le régime semblait s'appuyer dans cette attaque sur la classe ouvrière ou s'assurer tout au moins de sa loyauté. Maintenant, après un examen de la situation des ouvriers eux-mêmes, le tableau change essentiellement. L'antagonisme fondamental de chaque société moderne, celui entre le capital et la classe ouvrière reste en jeu et se manifeste actuellement par une nouvelle vague de la lutte de classes. La dévirilisation des petits bourgeois et des paysans est sans doute une tâche difficile; mais il n'en reste pas moins vrai que la politique qu'un Etat, ayant une industrie très développée (qui a donc un grand pourcentage de salariés), applique aux classes moyennes et à la paysannerie, l'est en fonction de sa politique envers la classe ouvrière.

Si le régime excite les animosités traditionnelles et isole ainsi artificiellement l'ouvrier des autres couches, ce n'est pas tant dans le but de combattre la classe moyenne et la paysannerie, mais plutôt pour empoisonner la classe ouvrière, la désagréger et lui faire perdre confiance en elle-même. Cette méthode se rattache aux autres moyens employés dans le même but, et dont nous venons de parler, c'est-à-dire à la terreur et l'éducation dans les entreprises, à la corruption et aux camps de concentration.

C'est un succès indéniable de la tactique stalinienne d'avoir réussi, par ses manœuvres, à mettre les problèmes secondaires au premier plan et à camoufler par cela même l'antagonisme fondamental entre la classe ouvrière et le capital, de sorte qu'on ne saurait le démêler que par une analyse théorique.

L'élément conscient est ainsi presque éliminé de la résistance ouvrière. Si les ouvriers reprennent pourtant le combat, c'est d'une façon purement instinctive, sous le poids de leurs besoins immédiats. Voilà également une raison des plus importantes pour laquelle cette opposition revêt la forme d'une résistance passive. De même que l'opposition inconsciente et instinctive constitue le stade primordial d'une lutte de classes de même la résistance passive en est le moyen le plus primitif.

De plus, cette résistance se développe dans des conditions tout à fait nouvelles, où les anciennes expériences ne peuvent guère être utilisées. Car avec la nationalisation, la planification, le centralisme et la bureaucratiation systématiques de l'économie, la structure du capital ainsi que ses méthodes d'exploitation sont profondément modifiées. La composition de la classe ouvrière elle-même a changé: le pourcentage des ouvrières a considérablement augmenté; la position des ouvriers spécialistes, qui paraissait immuable, est ruinée, les différences entre ces derniers et les manœuvres sont presque supprimées, la couche intermédiaire de semi-qualifiés augmentant de plus en plus, aussi bien en nombre qu'en importance; des contingents importants d'ouvriers agricoles ont été transplantés dans l'industrie, etc... Une partie considérable de la classe ouvrière actuelle est donc composée d'éléments nouveaux qui n'ont aucune expérience des luttes de classes précédentes.

Ainsi la classe ouvrière, après des combats centenaires, passe de nouveau par une période d'enfance. Comme au début de son existence, elle se met encore une fois à faire les premiers pas sur un terrain totalement inconnu. La résistance passive dépassée depuis longtemps est redevenue le moyen de combat le plus important. De même qu'il fallut jadis aux ouvriers, pour dépasser le stade primitif, prendre conscience du sens et des moyens de la lutte de classes, il leur faut de même aujourd'hui de la patience et de la persévérance pour reconnaître leur propre situation et y trouver des armes efficaces.

Il n'est pas exclu que l'organisation de la répression progresse plus rapidement que le développement de la résistance prolétarienne. Dans ce cas la démoralisation et la division de la classe ouvrière augmenteraient rapidement et sa résistance

finirait obligatoirement dans les camps de travail forcé. Mais cela n'est pas la seule perspective, ni même la plus probable. Bien que les mesures de répression soient chaque jour perfectionnées, elles n'en échouent pas moins: la résistance ne cesse pas d'accroître et, chose plus importante encore, dans cette petite guerre quotidienne, une nouvelle solidarité se fait jour.

La raison fondamentale des échecs de la répression consiste précisément dans la spontanéité de la résistance prolétarienne. S'il s'agissait d'une organisation illégale avec des responsables, comités, etc., il serait assez facile de découvrir les centres actifs et de les détruire. Dans la situation actuelle, le régime se voit obligé de mesurer ses forces avec la classe ouvrière elle-même, ce qui rend sa tâche infiniment plus difficile.

Cette spontanéité absolue reste donc, d'une part, une grande faiblesse de la résistance ouvrière, puisqu'elle ralentit l'échange des expériences et, par cela même, l'épanouissement des forces et qu'elle substitue des bagarres irrégulières à une stratégie systématique; mais, d'autre part, cette même spontanéité protège la résistance, dans sa période de début, des coups de l'appareil de répression.

**

Ainsi se justifie la perspective que la classe ouvrière pourrait continuer de rassembler ses forces sans trop de dégâts jusqu'à ce que leur résistance instinctive et irrégulière se transforme en un mouvement conscient de lui-même. Dans ce cas, les combats et les sacrifices des générations passées d'ouvriers n'auraient pas été vains, car leurs expériences faciliteraient sensiblement cette transformation et permettraient au nouveau mouvement de parcourir certaines étapes à une vitesse telle que la machine de répression ne pourrait pas suivre. Et le retour actuel aux positions de départ depuis longtemps dépassées ne signifierait aucune interruption de l'évolution, mais un de ces détours dialectiques qui facilitent un rassemblement de moyens nouveaux et de forces nouvelles restés jusqu'ici à l'écart du combat.

Le développement d'un mouvement ouvrier vigoureux attirerait sans doute aussi les meilleurs éléments des classes moyennes et de la paysannerie qui auront pu se convaincre de l'impossibilité de toute résistance romantique et nationaliste. Du reste, il se forme d'ores et déjà les conditions d'un pareil regroupement. Nous avons parlé des attaques menées par Zapotocky contre les paysans en automne dernier. A cette époque, une collectivisation forcée fut préparée pour le début 1949; elle devait surtout atteindre les villages qui ont montré la plus forte opposition lors des dernières élections au parlement. Les buts économique et politique devaient alors être combinés: le régime visait à démontrer à la population qu'il était assez fort pour détruire sans merci ses adversaires. Or la résistance dans les usines fut trop forte pour qu'on pût risquer des troubles plus étendus encore. L'attaque fut rapidement décommandée et l'on s'efforce maintenant de calmer les paysans. La résistance des ouvriers sauva donc, provisoirement tout au moins, les villages de la terreur. Plus il y aura de ces expériences, et plus les classes moyennes comprendront le rôle décisif des ouvriers.

L'existence de cette perspective ne signifie évidemment pas que toutes les conditions nécessaires soient déjà réunies, ni qu'on puisse les connaître toutes aujourd'hui. D'autant plus qu'elles ne dépendront pas du seul ouvrier tchécoslovaque. Car le sort des ouvriers et de la population tout entière de chaque pays dépend aujourd'hui plus que jamais de leurs camarades de combat de tous les autres pays.

Paul BARTON.

« La République est l'organisation par laquelle toutes les opinions, toutes les activités demeurent libres. »

PROUDHON.

FAITS et DOCUMENTS

FAITS DU MOIS

- LUNDI 4 AVRIL.** — Signature à Washington du pacte Atlantique.
- JEUDI 7.** — Accord interallié à Washington sur la Constitution allemande.
- DIMANCHE 10.** — Election de l'Assemblée territoriale de Cochinchine. 85 % d'abstentions.
A Belgrade, fin du congrès du Front populaire qui acclame le maréchal Tito.
A Paris, ouverture de la deuxième session des Etats Généraux de la France laïque.
- MARDI 12.** — A Washington, la Chambre des représentants vote les crédits du plan Marshall, soit 5.380 millions de dollars pour 15 mois.
A Londres, grève des dockers.
- MERCREDI 13.** — A Washington, la Chambre des représentants vote 15.909 millions de dollars de crédits militaires et refuse des crédits à la Marine.
La Syrie et l'Etat d'Israël signent un accord de cesser le feu.
- JEUDI 14.** — Contre l'opposition des Etats slaves, l'Assemblée des Nations Unies recommande la limitation du droit de veto.
Le Conseil Economique se prononce pour la discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives.
Election des délégués mineurs : la C.G.T. obtient les deux tiers des voix.
- DIMANCHE 17.** — A Dublin, proclamation de la nouvelle république irlandaise.
- MERCREDI 20.** — Ouverture à Paris du congrès des partisans de la paix, organisé par les communistes.
- JEUDI 21.** — En Chine, l'offensive générale des communistes est déclenchée.
L'Union Nationale des Etudiants de France se retire de l'Union Internationale.
- SAMEDI 23.** — Manifestations à la Grand'Combe, en faveur des écoles libres des houillères.
A Saïgon, l'Assemblée de Cochinchine se déclare favorable à l'union des trois Ky.
- MERCREDI 27.** — Reprise à New-York des pourparlers entre les Américains et les Russes, à propos du blocus de Berlin.
- SAMEDI 30.** — A la Sorbonne et au Vel' d'Hiv', « Journée Internationale de la Résistance à la Dictature et à la Guerre ».

Résultats des élections de délégués mineurs

Voici d'après *Le Monde* du 17 avril les résultats des élections aux postes de délégués mineurs :

Voici le détail des résultats pour les principaux bassins :

Nord et Pas-de-Calais		
C.G.T. : 70.625 voix	126	sièges
Force ouvrière : 20.908 voix	38	—
C. F. T. C. : 9.431 voix	18	—
Lorraine		
C.G.T. : 9.837 voix	12	—
Force ouvrière : 1.238 voix	0	—
C.F.T.C. : 3.787 voix	5	—
Loire		
C.G.T. : 9.141 voix	24	—
Force ouvrière : 1.773 voix	4	—
C.F.T.C. : 868 voix	2	—

« Mandarins de vingt ans » à la tête des nationalisations

Dans Carrefour (20 avril M. Beau de Loménie pose cette question : « La France est-elle condamnée à rester sous la coupe des mandarins de vingt ans ? » Voici la

conclusion à laquelle il aboutit :

Il fallait que l'Etat plaçât de hauts fonctionnaires pour le représenter à la tête des entreprises nationalisées. Or, par une incidence paradoxalement comique, nous voyons certains des hommes qui, grâce au prestige de leur titre, avaient quitté le service public pour passer à la tête de grandes sociétés capitalistes, se réinstaller aujourd'hui dans les mêmes postes, avec une autorité encore accrue, comme représentants de l'Etat.

Les anciens réseaux ont cédé la place à la S.N.C.F. administrée par l'Etat. Mais si les financiers qui avaient été leurs fondateurs ont été écartés de la direction, les polytechniciens et autres membres des grands corps n'ont fait, eux, que monter en grade. Le président, M. Flouret, ses directeurs généraux, les directeurs de chacun des réseaux sont tous des polytechniciens, à l'exclusion de tout ingénieur sorti d'une autre école. Le vice-président, M. de Tarde, est issu du Conseil d'Etat, et, à côté de lui, dans le conseil, figurent plusieurs inspecteurs des finances.

Il en est de même à la direction de la Société nationalisée des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, qui remplace aujourd'hui les anciennes compagnies minières, et aussi à la direction de l'Electricité de France. Dans les quelques banques qui ont été nationalisées, l'opération est comparable, au profit à peu près exclusif des inspecteurs des finances et dans des conditions parfois particulièrement curieuses. Il n'est pas indifférent de constater que, depuis quelques mois, la Banque de France a pour gouverneur M. Wilfrid Baumgartner, gendre de M. Ernest Mercier de l'électricité, des Rothschild et de l'ancien **Redressement français**.

Sans doute les technocrates qui avaient joué la carte vichysoise ont-ils disparu. Mais les grands corps ont eu des hommes dans les deux camps. M. René Mayer, passé à Alger dès les débuts de 1943, y a gagné son siège à l'Assemblée nationale et le portefeuille des Finances qu'il détenait l'année dernière. Quant à M. Petsche, malgré son vote du 10 juillet 1940 en faveur du maréchal Pétain, les titres ultérieurs de résistance qu'il a su faire valider lui ont valu de retrouver le siège parlementaire qu'il avait occupé depuis 1925.

Que pouvons-nous conclure de tout cela ? Il apparaît bien qu'à travers l'histoire des grands corps de fonctionnaires, nous avons suivi le développement et l'installation chez nous d'un système qui, à plus d'un point de vue, représente assez bien cette féodalité des directeurs qu'imaginait l'Américain Burnham.

Cependant, on chercherait en vain à comparer le jeu de notre « élite », des primés des grands concours, et ce qu'a été la prise du pouvoir, au nom d'un parti et d'une idéologie, par les équipes soviétiques ou hitlériennes. On pourrait bien plutôt trouver une analogie assez frappante avec les formules du mandarinat de la vieille Chine. Nous possédons aujourd'hui une oligarchie très étroite de hauts diplômés qui, dès leurs vingt ans, par la vertu des épreuves toutes scolaires d'un concours et parfois aussi grâce aux influences qui ont agi sur leurs juges, voient du jour au lendemain leur carrière faite, sous les seules conditions de savoir, par la suite, cultiver prudemment « l'esprit de leur maison » et utiliser le prestige que leur titre leur assure pour barrer l'accès des hauts postes à tous rivaux possibles venus d'ailleurs.

La question est de savoir si ce sont là de bonnes conditions pour réveiller dans notre pays l'esprit d'entreprise, la fermeté du caractère et l'activité de la pensée, ou si, au contraire, la prééminence accordée à nos corps de « mandarins de vingt ans » n'est pas pour beaucoup dans l'enroulement des rouages de notre vie nationale et si nos récentes nationalisations n'auront pas pour conséquence imprévue, mais logique, de consolider encore leur engourdissante domination.

Sabotage d'avions en 1940

Suivant la ligne du parti stalinien les fabrications de guerre doivent, on le sait, être poussées au maximum ou bien sabotées. Dans ses « Révélations d'un inspecteur des brigades spéciales anti-communistes », M. Jean Giot (Europe-Amérique, 7 avril) fait le récit suivant d'un sabotage d'avions chez Farman en 1940 :

En avril 1940, l'attention d'un brigadier en civil du Commissariat de Boulogne était attirée par les agissements d'un jeune homme qui quêtait en faveur de pilotes militaires victimes d'accidents en plein vol.

Des bruits, provenant de différentes sources, attribuaient ces accidents à des actes de sabotage, commis sur des moteurs sortant des usines « Farman », rue de Sully, à Billancourt.

L'enquête permit d'établir que le quêteur était un nommé Rambaud, âgé de dix-huit ans, travaillant comme apprenti chez Farman. On apprit également que la famille Rambaud était notoirement connue comme communiste militante et que le jeune Rambaud appartenait lui-même aux Jeunesse communistes.

Aux usines « Farman », des recherches discrètes révélèrent que le jeune Rambaud, en raison de son emploi, avait toutes facilités pour circuler dans les différents ateliers, pour des raisons de service plus ou moins justifiées.

Alertée par les soins du brigadier, la Direction effectua des vérifications sur des moteurs prêts à être livrés, après avoir subi les essais d'usage. Ce travail fit découvrir le sabotage, qui consistait dans le sectionnement du fil de laiton servant de frein à l'érou maintenant le tuyau d'arrivée d'essence.

Au bout d'un certain nombre d'heures de vol, l'érou démuné de son frein, se desserrait par suite des vibrations du moteur et laissait s'échapper goutte à goutte, puis plus rapidement, l'essence qui tombait sur la tubulure d'échappement, rougie à blanc, provoquant ainsi des vapeurs qui amenaient l'explosion de l'appareil en plein vol et la mort du personnel navigant.

Des surveillances établies, aussitôt après le départ des ouvriers, dans l'atelier où se trouvaient, sur des bûches, les moteurs ayant subi les essais réglementaires, permirent de prendre en flagrant délit le jeune Rambaud, alors qu'il venait de saboter, sous les yeux des enquêteurs, 17 moteurs sur 20.

Auparavant, des filatures révélèrent que ce Rambaud rencontrait chaque soir, à la sortie de son travail, cinq jeunes gens, dont les noms Lebeau et Leroux. Ces jeunes gens furent également arrêtés. Ils appartenaient, comme Rambaud, aux Jeunesses communistes.

Au cours des interrogatoires, le jeune Rambaud avoua qu'il avait agi ainsi à l'instigation de son frère aîné.

Il précisa qu'au cours d'une réunion qui s'était tenue chez son frère aîné, ce dernier lui avait remis un croquis lui indiquant la manière d'effectuer le sabotage.

Rambaud aîné, interpellé à son tour, reconnut les faits et déclara avoir agi sous les ordres de Lebeau aîné, mobilisé dans une Compagnie spéciale et qui lui avait remis le plan au cours d'une de ses permissions de détente.

Lebeau jeune, Leroux et les trois autres jeunes gens reconnurent avoir assisté à la réunion tenue chez Lebeau aîné et déclarèrent avoir rendez-vous chaque soir avec le jeune Rambaud qui leur communiquait le nombre de moteurs sabotés journellement. Ils précisèrent que dans les débuts, Rambaud jeune n'en sabotait que 2 ou 3 par jour, mais que par la suite, encouragé par son frère, il alla jusqu'à en saboter une vingtaine par jour !

A l'interrogatoire, tous reconnurent avoir agi sur les ordres du parti communiste, et avoir obéi aux consignes et appels diffusés dans les tracts clandestins.

Lebeau aîné fut arrêté à son corps, près de Sedan, au moment de la ruée allemande.

Renseignements pris, on constata qu'en 1930, Lebeau aîné avait saboté les turbines d'un navire de guerre sur lequel il effectuait son service militaire. Condamné à 7 ans de travaux forcés, il bénéficia d'une amnistie et fut, à sa libération, pris en tutelle

par le parti communiste qui l'exhiba au cours de meetings comme un martyr de la bourgeoisie. (?)

Rambaud aîné, de son côté, avait été quelque temps auparavant relevé de son « affectation spéciale » chez Farman, pour avoir saboté plusieurs bains de chrome.

Les deux frères Rambaud et les deux frères Lebeau furent condamnés à mort par le Conseil de Guerre de la Région de Paris en mai 1940. Leroux et trois autres jeunes gens furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

En juin 1940, lors de l'évacuation les inculpés furent transférés à Bordeaux où le jugement fut confirmé. Le jeune Lebeau fut gracié en raison de son âge.

Après « l'exode », ils furent tous relâchés et revinrent à Versailles. Le bruit courait dans leur entourage que cette libération était l'œuvre des Allemands !

Puisqu'il faut une fin à mon histoire, je n'aurais qu'à ajouter que le policier qui mena l'enquête est en prison, inculpé « d'intelligences avec l'ennemi » !

La F.S.M. et le travail forcé en Russie

L'American Federation of Labor a proposé au Conseil économique et social de l'O.N.U., que le B.I.T. entreprenne une

enquête sur le travail forcé dans les Etats membres de l'O.N.U. Cette proposition a naturellement soulevé une vive discussion. En voici quelques aspects d'après les Nouvelles Internationales d'avril :

Le représentant britannique estima qu'à l'heure actuelle, près de 200.000 Allemands, prisonniers de guerre aussi bien que civils, sont détenus en Russie et astreints à différentes formes de travail forcé. Il souligna que les camps de concentration soviétiques sont « gardés et dissimulés plus strictement même que n'étaient les camps de concentration hitlériens » et, il proposa que des représentants de l'O.N.U. visitent les régions suivantes de l'U.R.S.S. où se trouvent des camps de concentration : Karaganda, Kolyma, Petchora, Lac Baïkal, Yagi près d'Arkhangelsk, Laponie, Nowaya, Zemlya, Sakhaline, Kamtchatka, Novosibirsk, Krasnoyarsk et les régions arctiques. Il conclut en soulignant qu'aussi longtemps que l'accès de ces camps serait refusé, l'Union Soviétique ne doit s'en prendre qu'à elle-même si les citoyens des pays libres en tirent certaines conclusions.

Dans un second discours, Tony Sender répondit aux allégations du délégué soviétique. Dans son discours, Tsarapkin avait émis des propos parfaitement fantastiques affirmant, par exemple, qu'on aurait employé aux Etats-Unis des chars d'assaut contre des grévistes. Le porte-parole de l'A.F. of L. souligna qu'aux Etats-Unis les grèves ne sont pas interdites et demanda combien de grèves avaient eu lieu en Russie soviétique au cours des dix dernières années. Tony Sender démasqua les efforts de Tsarapkin pour esquiver la question du travail forcé en proférant des accusations contre d'autres pays. Elle déclara :

« Même si les accusations faites par l'U.R.S.S. étaient justifiées, les conditions de travail en Union soviétique ne s'en trouveraient nullement meilleures. D'ailleurs, l'A.F. of L. n'a pas proposé que l'enquête soit limitée au territoire soviétique mais qu'elle soit menée dans les territoires de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies. »

Fidèle à son rôle d'instrument de la politique du gouvernement soviétique, la Fédération syndicale mondiale a soumis au Conseil économique et social un document déclarant :

« La F.S.M., à laquelle sont affiliés les syndicats de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et des démocraties populaires, n'a jamais reçu de preuve que le travail forcé existe dans ces pays. La F.S.M. n'a jamais reçu des plaintes à ce sujet de la part des syndicats nationaux affiliés. En conséquence, l'action de la Fédération américaine du Travail paraît être une manœuvre politique. »

Le Conseil économique et social adopta une motion présentée par le délégué des Etats-Unis qui — en accord avec la proposition de l'A.F. of L. — charge l'Organisation internationale du Travail d'entreprendre une enquête internationale sur l'emploi du travail forcé. L'A.F. of L. a réussi à éveiller la conscience du monde démocratique et à lui ouvrir les yeux sur ce danger qui menace la classe ouvrière et la liberté de tous les hommes.

Notre réunion du 8 mai sur l'unité syndicale

Autant de camarades que pour celle du 27 mars. 150 militants qui se dérangent par un beau dimanche de printemps, ce n'est pas mal. Il est vrai que la question à l'ordre du jour était d'importance.

Lapeyre ouvre la discussion en montrant combien le problème de l'unité syndicale inquiète les syndicalistes. Revenant rapidement sur le passé (1939, le Perreux et la suite), il rappelle qu'en 1947 les « papes » ont dû suivre les militants de base refusant plus longtemps la dictature stalinienne, se manifestant par les grèves Molotov. Ne pouvait-on alors espérer former une grande centrale des syndicalistes libres ? On sait qu'avant le congrès constitutif de F.O., ces essais réussirent là (cheminots, par exemple), échouèrent ailleurs (métaux). Congrès de F.O. : absence remarquée du Livre et de l'Enseignement. Insatisfaction de certains syndiqués F.O. (déclaration d'Angers).

Aujourd'hui, il y a une centrale qui domine largement les autres par le nombre de ses « adhérents » : celle des inorganisés. La C.G.T. décimée reste forte et on pense bien que le P.C. se dépensera (si on ose dire) pour conserver, par exemple, dans les transports, l'avantage d'une cinquième colonne au service de la dépendance soviéto-nationale ; alors que font les responsables du Livre dans cette galère ? F.O. progresse trop lentement (propagande malhabile ou vice congénital ?). La C.F.T.C. est la plus grande bénéficiaire de la scission. La C.G.C. bénéficie du souvenir de l'erreur de la C.G.T. voulant intégrer les cadres dans les fédérations d'industrie et de la situation acquise. Les autonomes ? Certains l'ont été par intérêt (l'enseignement : reclassement, écoles libératrice et laïque), d'autres cherchent à justifier leur existence par une idée de gestion ouvrière (à toi Racine, qu'un congrès en ce jour éloigna de nos rangs), d'autres, parce que ce sont des crypto. Le Comité général des syndicats indépendants ne représente plus le syndicat des exclus mais attire des jeunes. La C.N.T. a d'excellents militants. La confiance règne jusque dans les cartels et surtout dans les unités d'action.

Les syndicalistes libres ont deux adversaires : l'employeur qui n'est plus celui de 1906 mais le plus souvent l'Etat ou un patron qui se voudrait fonctionnaire et le syndicalisme politique qui a des moyens matériels, des militants et l'appui des abbés Joliot-Curie et autres agrégés d'atomes.

Contre le « mythe de l'unité », Lapeyre affirme qu'il ne faut pas confondre unité et gage de mieux-être (demander l'avis des Tchèques). On a eu raison de faire la cassure en 47. Et maintenant ? La C.G.T. parle de faire l'unité « loyalement », jeu de mot sinistre. Pour nous préserver du danger de la société capitaliste n'allons pas, Gribouilles, nous noyer dans la mer Caspienne.

Il faut faire la grande centrale des syndicalistes libres (que chacun y mette du sien, qu'on revienne sur une épuration aveugle des syndicalistes, etc.) et qu'on se mette enfin à la tâche véritable : l'éducation ouvrière.

Guilloré défend l'autonomie. A Monatte il objecte que la scission a pour cause profonde la rupture du front des alliés (l'union sacrée fait l'unité, la division du monde la défait). L'autonomie c'était rompre la liaison entre situation syndicale et opposition des impérialismes. Hagnauer a tort de voir seulement dans le syndicat autonome des instituteurs les défauts corporatistes ; il les avait aussi du temps où Hagnauer faisait partie du bureau et le S.N.I. de la C.G.T. A F.O. il y a le syndicat des policiers, inévitablement partisan du syndicalisme policier. Guilloré croit reconnaître dans une déclaration des enseignants F.O. un sectarisme d'agrégé qui vise les révolutionnaires authentiques (appellation contrôlée) de l'Ecole Emancipée. D'autre part, il attendait mieux

de l'autonomie (affirmations de principes qui ne sont pas venues, révision de l'épuration). Nous n'avons réussi ni les uns ni les autres. Nous devons regrouper les syndicalistes révolutionnaires, où qu'ils militent.

Charlot parle en son nom personnel. Il juge que des efforts ont été faits à F.O. pour rendre la maison habitable par tous et que c'est dans l'action quotidienne, ensemble, que se forgera l'unité plus que dans des discussions sur des textes. Je note en passant que Charlot préfère voir les instituteurs s'occuper de l'école et les ouvriers de leur métier, sans que les uns se mêlent des affaires des autres. A prendre cela au pied de la lettre, se confédérer n'aurait plus de sens. L'orateur a dû être emporté par son éloquence.

Lapeyre répond à Guilloré que les policiers sont autonomes, et que c'est mieux ainsi.

Jaillaud, au nom de la minorité de F.O., préconise l'unité d'action à la base : que ce soit position strictement syndicale, qu'on ne boude plus le cartel d'unité d'action, qu'on l'élargisse.

Roto voit que le mouvement ouvrier s'affaiblit par dégoût du réformisme ; la C.N.T. progresse ; il faut un programme révolutionnaire et respecter le fédéralisme.

Joyeux voit une nouvelle centrale par absorption de celles qui existent et qui sera l'organisation en laquelle le prolétariat aura confiance quand il reprendra, lui aussi, confiance en lui-même.

Roy voudrait l'union de tous les syndicalistes libres contre le danger stalinien ; ne faut-il pas en même temps réviser les injustices commises au nom de l'épuration ?

Cordier préfère la formule regroupement des syndicalistes libres à celle du regroupement des syndicalistes révolutionnaires ; en attendant il pense qu'il faut militer dans le syndicat où il y a des syndiqués, même si c'est désagréable. Pourquoi des cercles d'études syndicalistes n'approfondiraient-ils pas le problème discuté ?

Sadig enfin, voit un moyen efficace de résister au stalinisme dans la propagande pour la citoyenneté mondiale.

Hagnauer a la lourde tâche de conclure. Il est tard, il doit se limiter. Il répond d'abord à Guilloré lui montrant que le faux agrégé qui a rédigé la phrase qui le choquait disait une chose fort juste : que les idéologies sont respectables mais que l'intransigeance conduit au syndicalisme d'affinité, c'est-à-dire à tout le contraire de l'unité.

L'explication de la scission par les grèves Molotov est encore meilleure (puisque ce ne sont pas les états-majors qui ont voulu la scission). Mais le mal est lointain et profond. Trop d'ouvriers et de fonctionnaires ont recherché dans le syndicat la plus grande sécurité : dirigisme et statut de la fonction publique. Il n'y avait plus de syndicalisme et la constitution de F.O. c'était le premier espoir de « refaire un syndicalisme... de refaire une classe ouvrière », ce qui reste selon le mot d'Amédée Dunois notre tâche.

Chambelland qui dirigeait le débat avait précisé qu'il serait libre et fraternel ; il le resta. Si libre même que certains orateurs centrèrent moins leurs interventions sur le problème de l'unité que sur la louange de leur organisation. Un pas sera fait vers l'unité des syndicalistes libres quand chacun reconnaîtra d'abord combien il a besoin des autres pour corriger sa propre orientation. Car peut-on rechercher l'unité syndicale (qui comme son nom l'indique ne se conçoit pas avec les partisans de l'Etat totalitaire, du travail forcé et du mitchourinisme léniniste et obligatoire) en préjugant de ce qu'elle sera ? Ne sera-t-elle pas d'autant plus solide qu'elle sera, aléatoire combinaison du vouloir d'hommes libres, originale et vivante élaboration ?

NILS.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



« Editions Polyglottes »

232, rue de Charenton, Paris-XII^e

D'où vient l'argent ?

MOIS D'AVRIL 1949

RECETTES

Abonnements	
Ordinaires	95.430
De soutien	23.600 = 119.030
Souscriptions	
	6.160
Vente au numéro	
	5.569
Publicité et divers	
	1.140

Total des recettes	131.899
En caisse au 1er avril	189.171
	321.070

DEPENSES

Impression : mars et avril	104.200
Frais généraux :	
Timbres, P. T. T., téléphone	12.796
Divers	2.500 = 119.496

SOLDE

En espèces	430
Aux chèques postaux	201.144 = 201.574
Nombre d'abonnés au 31-4-49	1.498

SOUSCRIPTIONS

Lagain A. (C.-du-N.) 100 ; Caps Y. (Gir.) 100 ; Costa P. (B.-du-R.) 100 ; Maurel P. (B.-A.) 70 ;

Berthomier G. (Loire) 100 ; Rigal J. (H.-G.) 200 ; Martin F. (Drôme) 200 ; Martin P. (Drôme) 200 ; L'Haridon P. (Fin.) 50 ; Meyseng J. (H.-A.) 100 ; Mme Wullens L. (Oise) 100 ; Barbet (Somme) 100 ; Romagne R. (Paris) 100 ; Ballot G. (Orne) 100 ; Dr. Mittelette (Aisne) 100 ; Haubouzit (Rhône) 200 ; Talon J. (Loire) 100 ; Claudet J.-J. (Paris) 100 ; Mme Egal (Loire) 200 ; Le Contaller (Morb.) 100 ; Ruffin M. (Paris) 200 ; Debord (Algérie) 100 ; Mme Toussy G. (Seine) 200 ; Marie J. (Seine) 100 ; Mme Goujon G. (S.-Inf.) 100 ; Bellotti B. (M.-et-L.) 100 ; Deler Y. (Gir.) 100 ; Lebiane (H.-V.) 100 ; Vidal J. (P.-de-C.) 100 ; Boyer J. (Loire) 100 ; Mauguen F. (Seine) 70 ; Duperray (Seine) 20 ; Mlle Lefèvre S. (Calv.) 200 ; Sauzet J.-M. (Allier) 100 ; Boudault (M.-et-L.) 100 ; Cailliet G. (Loire) 100 ; Pompéi (Maroc) 200 ; Mme Frugnot C. (Seine) 100 ; Rival J. (Loire) 100 ; Descarsin (S.-et-O.) 100 ; Durand O. (Seine) 100 ; Bénéze G. (Seine) 100 ; Seguy J.-J. (B.-du-R.) 100 ; Ploquin (Seine) 100 ; Germain (Belg.) 100 ; Debedelle (Belg.) 60 ; Millet M. (Cher) 100 ; Féraud H. (Hér.) 20 ; Laugier (Tunisie) 50 ; Noé M. (P.-O.) 100 ; Seguela R. (Aude) 500 ; Augey (Oise) 100 ; Prevotel (Gir.) 20. — Total : 6.160 fr.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Sousbie (Loire) 1.000 ; Beau A. (Loire) 1.000 ; Arnaud E. (Paris) 1.000 ; Dreux M. (Alp.-M.) 1.000 ; Pâtin (S.-et-O.) 1.000 ; Teilhac (Gir.) 1.000 ; Delaunay (Paris) 1.000 ; Rasstner (S.-et-L.) 1.000 ; Chambelland (Paris) 5.000 ; Aufrère J. (Seine) 1.000 ; Hallier J. (Seine) 1.000 ; Faucher (S.-et-O.) 1.000 ; Colson P. (Oise) 600 ; Autuche (H.-L.) 1.000 ; Broussaudier S. (L.-et-O.) 1.000 ; Lebeau (Paris) 1.000 ; Collinet (Paris) 1.000 ; Lebedelle (Belg.) 1.000 ; Guenac M. (S.-et-O.) 1.000 ; Griot (S.-et-O.) 1.000. — Total : 23.600 francs.

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

Maurice DOMMANGET

Ida METT

Jacques Roux
le curé rouge

Les "ENRAGÉS" contre
la vie chère sous
la Révolution française

La Commune
de Cronstadt

crépuscule sanglant
des soviets (1921)

100 pages 100 fr. — Franco 110 fr.

100 pages 100 fr. — Franco 110 fr.

J.-LEFÈVRE, 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^{ème}) T. CH. PARIS 633-75